

mars

2007

**Étude
prospective
des Equipements et Services
à la Population
du Pays
Girou Tarn
Frontonnais**

**Direction des Affaires Économiques
et du Développement Local**

I, Boulevard de la Marquette
31090 TOULOUSE CEDEX 09

Tél. : 05 34 33 43 60





Sommaire

Préambule	2
Première partie : Diagnostic partagé	4
Deuxième partie : Des besoins territoriaux aux axes de développement	31
Conclusion et perspectives	41

1 Préambule

La démarche

Grâce à un protocole d'accord signé en 2000 puis en 2004, le Conseil Général de la Haute-Garonne a apporté un appui technique au pays Girou Tarn Frontonnais pour la rédaction de la charte de développement ainsi que du contrat de pays. Un diagnostic économique a également été réalisé dans le cadre du Schéma Territorial des Infrastructures Economiques.

Par lettre du 14 février 2006, Monsieur Daniel CALAS, Président de l'Association du Pays Girou Tarn Frontonnais a sollicité les services du Conseil Général de la Haute-Garonne afin de réaliser une étude prospective des équipements et services à la population du pays Girou Tarn Frontonnais.

Dans le cadre de sa mission d'appui technique aux territoires, le Président du Conseil Général de la Haute-Garonne a répondu favorablement à cette demande (courrier du 21 mars 2006) en chargeant les services de la DAEDL de la réalisation de cette étude.

Les objectifs

L'étude prospective des équipements et services à la population du pays Girou Tarn Frontonnais consiste à élaborer un état des lieux du territoire du point de vue de sa population et des équipements et services. Ceci dans le but de mettre en évidence les besoins actuels et ceux à venir en prenant en compte toutes les tranches d'âges de la population (de la petite enfance aux personnes âgées).

Pour cela, une analyse des tendances et problématiques démographiques et des équipements et services a été menée.

Ainsi, les thèmes analysés sont :

- Profil actuel de la population et évolutions passées : peuplement du territoire, répartition par âges, ménages, composition sociale (revenus, RMI...),
- Evolution démographique envisageable : projections démographiques (population totale, tranches d'âge),
- Analyse de l'offre actuelle du territoire en équipements et services : structures d'accueil petite enfance, scolaires, périscolaires, jeunesse, structures d'hébergement pour personnes âgées, structures d'accueil pour personnes handicapées, services à domicile, services sociaux, services emploi-formation,...
- Analyse des besoins futurs compte tenu de l'existant et des perspectives d'évolution démographique.

A partir de l'analyse de ces thèmes, un diagnostic préalable a été rédigé, il a permis de faire émerger les pistes de réflexion qui se sont déclinées en axes de réflexion. Les commissions thématiques ont été définies sur la base de ce premier travail.

Le périmètre d'étude

Le pays Girou Tarn Frontonnais est composé de 39 communes des cantons de Villemur-sur-Tarn, Fronton, Montastruc-la-Conseillère, Verfeil et Toulouse XV.

Parmi elles, quinze communes ne font pas partie d'un EPCI à fiscalité propre (communes du canton de Fronton, Bessières, Bonrepos-Riquet, Saint-Jean-Lherm).

Vingt-quatre communes sont regroupées en intercommunalité. La communauté de communes des Coteaux de Bellevue compte 5 communes, la communauté de communes des Coteaux du Girou qui regroupe 12 communes et la communauté de communes du Canton de Villemur-sur-Tarn qui en totalise 7.

La méthodologie : une démarche concertée pour l'élaboration de pistes d'actions

Phase 1 : Diagnostic préalable et méthodologie

Préalablement à la rédaction du cahier des charges, une réunion technique a eu lieu le 04 avril 2006 afin de préciser la problématique et les modalités de mise en œuvre du diagnostic.

Le cahier des charges de l'étude a été validé par le Comité de Pilotage le 12 mai 2006, débutant ainsi la phase 1 de l'étude : le diagnostic préalable.

Une enquête a été menée sur le territoire auprès d'élus et de personnes ressources. Ainsi, les élus de 22 communes et d'une communauté de communes ont été rencontrés. Une trentaine de personnes ressources intervenant dans les domaines de la petite enfance, de la jeunesse, de l'aide sociale, de l'emploi, de l'insertion, de la formation, des personnes âgées et des personnes handicapées ont pu s'exprimer lors d'entretiens. Ces personnes ressources ont été identifiées par le Comité de Pilotage.

Parallèlement, une base de données statistiques et cartographiques a été réalisée. Cette base traite tous les thèmes abordés dans l'étude.

Le diagnostic préalable a été rédigé à partir des éléments recueillis durant l'enquête et des données statistiques. Il a été validé par le Comité de Pilotage le 20 novembre 2006.

Phase 2 : Concertation et animation

Suite à la validation du diagnostic préalable par le Comité de Pilotage, la deuxième phase de l'étude a pu être engagée. Ainsi, les deux commissions thématiques (définies à partir des pistes de

réflexions ayant émergées du diagnostic) se sont réunies le 4 décembre 2006 :

- Commission 1 : « Structures d'accueil »
- Commission 2 : « Insertion / Formation »

En se basant sur le diagnostic préalable, les membres de ces commissions thématiques ont pu débattre des enjeux du territoire et mettre en évidence des pistes d'actions. Ces commissions ont respectivement regroupé une trentaine de personnes (élus, socio-professionnels, responsables associatifs, techniciens).

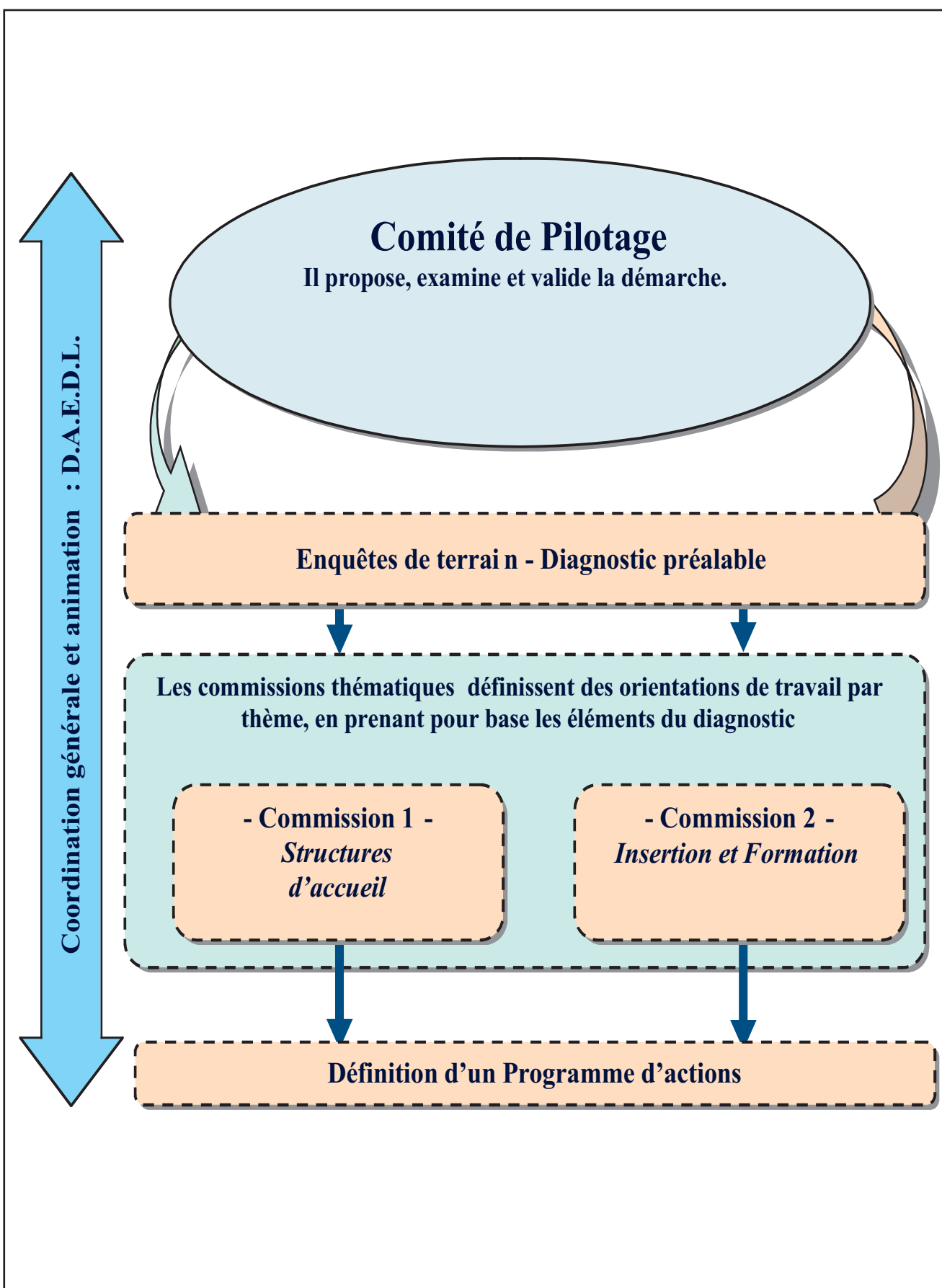
Phase 3 : Diagnostic partagé et prospective

La dernière phase de l'étude a permis de faire émerger des pistes d'actions pour le territoire en fonction du diagnostic préalable et de l'ensemble des réflexions issues des commissions thématiques. Ces pistes d'actions ont pour vocation de répondre aux enjeux du territoire pour les années futures.

L'appui technique global de l'étude a été effectué par les services du Conseil Général : constitution d'une base de données statistiques, cartographiques et photographique, entretiens auprès des élus et des personnes ressources, animation des commissions thématiques, rédaction du rapport de synthèse,... tout en assurant la transversalité de la démarche.



1 Organisation



2 Récapitulatif des étapes de réalisation de l'étude

Phases	Actions	Echéances
PHASE 1		
DIAGNOSTIC PREALABLE ET METHODOLOGIE	Constitution du Comité de Pilotage : Validation du Cahier des Charges et de la démarche générale	Mai 2006
	Réalisation d'un état des lieux Réalisation de l'enquête auprès des communes	Juin - Aout 2006
	Rédaction du diagnostic préalable à partir de l'état des lieux et de l'enquête	Septembre - Octobre 2006
PHASE 2		
CONCERTATION ET ANIMATION	Comité de Pilotage Validation du diagnostic préalable et proposition de deux commissions thématiques	Novembre 2006
	Réunion et animation des commissions thématiques	Décembre 2006
PHASE 3		
DIAGNOSTIC PARTAGE ET PROSPECTIVE	Rédaction du diagnostic partagé à partir du diagnostic préalable et des conclusions des commissions thématiques	Décembre 2006
RESTITUTION DE L'ETUDE	Comité de Pilotage : Restitution de l'étude	24 avril 2007



1^{re} partie :

Diagnostic partagé du territoire

1. Positionnement du territoire	5
2. Dynamique et profil démographique	8
3. Equipements et services	17
4. Aide sociale et insertion	26
Synthèse	30

1 Castelmaurou



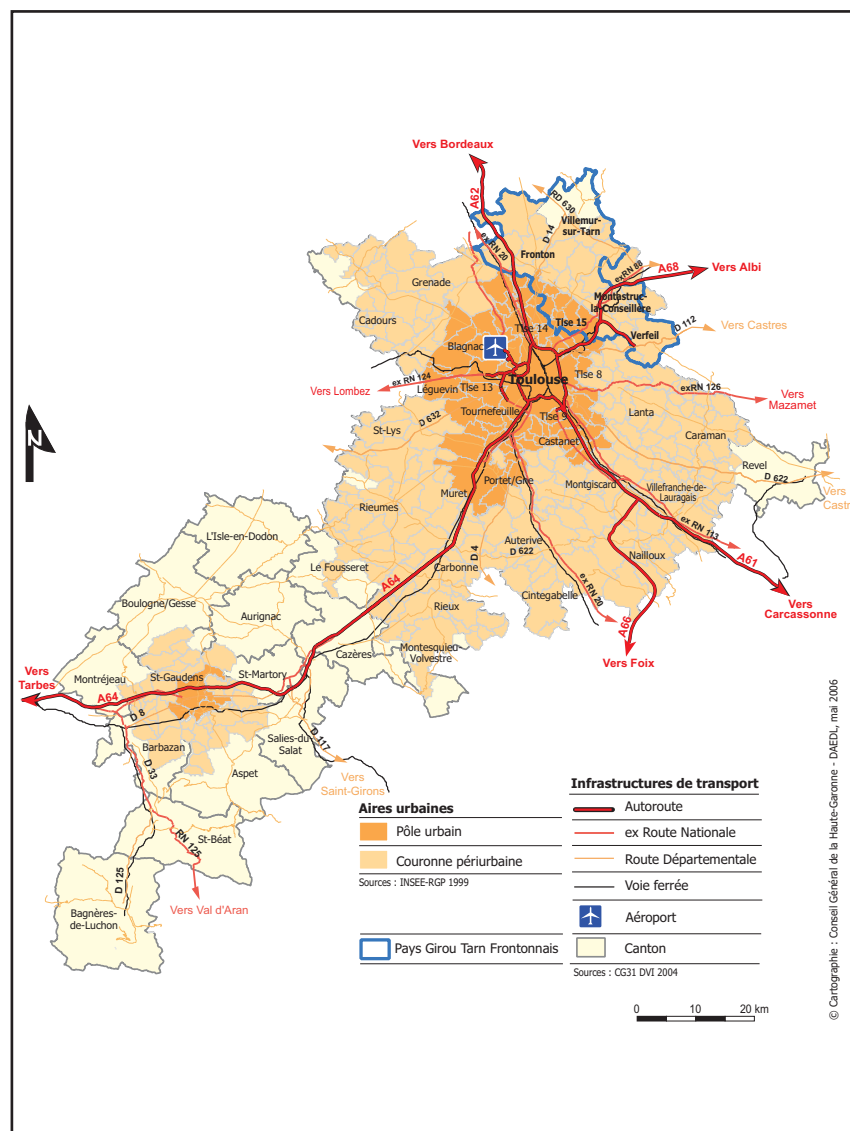
2 Villemur-sur-Tarn



4 Fronton



3 Positionnement du Pays GTF



5 Gragnague



1. Positionnement du pays Girou Tarn Frontonnais

Un territoire périurbain au nord de l'aire urbaine toulousaine ...

Depuis 1999, l'INSEE a classé les grandes agglomérations françaises en « aires urbaines ». Elles sont composées d'un « pôle urbain » et d'une « couronne périurbaine » dont au moins 40% des actifs travaillent dans le pôle urbain.

En 1999, l'aire urbaine de Toulouse regroupait 342 communes, 964 800 habitants et 400 000 emplois. L'aire urbaine comprend par ailleurs 3 Communautés d'Agglomération : le Grand Toulouse (25 communes et 582 292 habitants), le Muretain (14 communes et 58 743 habitants), et le SICOVAL (36 communes et 57 832 habitants) (Source : INSEE, RGP 1999). La croissance de l'aire urbaine est alimentée essentiellement par des migrants originaires de l'extérieur de la région Midi-Pyrénées venant s'installer près des pôles industriels ou d'autres entreprises de haute technologie concentrés dans l'agglomération.

Le pôle urbain concentre 761 000 habitants et 361 000 emplois sur 71 communes, soit 1 emploi pour 2 habitants en 1999. La couronne périurbaine accueille 200 000 habitants et seulement 40 000 emplois répartis dans 271 communes, soit 1 emploi pour 5 habitants. Elle dépasse les limites du département de la Haute-Garonne pour inclure des communes de l'Ariège, du Gers, du Tarn et du Tarn et Garonne.

Le pays Girou Tarn Frontonnais est un territoire périurbain composé de 39 communes situées au nord de l'aire urbaine toulousaine, entre Toulouse et Montauban. Territoire à forte vocation résidentielle, le pays se trouve dans une dynamique de croissance démographique semblable à celle de l'ensemble de la périphérie toulousaine. Les nouveaux habitants sont souvent d'origine urbaine, ils ont des attentes fortes en matière d'équipements et de services. Cette offre ne s'est pas développée au même rythme que l'accueil des populations nouvelles.

Aujourd'hui, le pays Girou Tarn Frontonnais doit répondre à une demande forte en la matière. C'est dans ce contexte qu'il est important de bien cerner l'offre actuelle du territoire ainsi que son évolution possible.

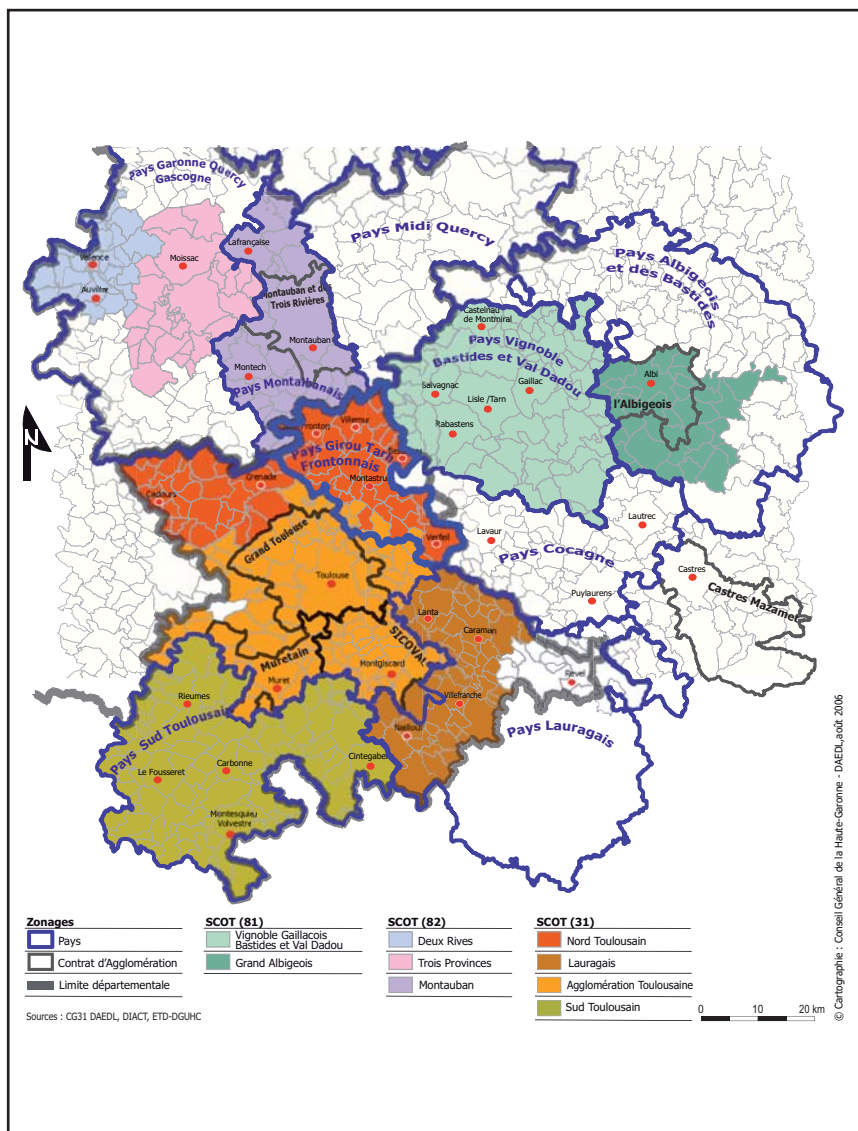
... fortement dépendant de Toulouse

En terme d'emploi

Le pays Girou Tarn Frontonnais dispose d'un nombre d'emplois relativement faible par rapport à la population active accueillie (en 1999, 11 010 emplois pour 25 798 actifs étaient recensés). En effet, l'activité économique n'est pas assez forte pour atténuer le déséquilibre habitat/emploi. 70% des actifs qui vivent sur le territoire travaillent dans le pôle urbain toulousain.

L'organisation des axes routiers et des transports publics reflète cette dépendance à Toulouse. En effet, le pays Girou Tarn Frontonnais est traversé par deux voies de communication majeures : l'A68 (Toulouse/Albi) et l'A62 (Toulouse/Bordeaux).

1 SCOT et Pays dans le Nord Midi-Pyrénéen



Le pays : un territoire de projets

Validée par le Comité de Pilotage (novembre 2003), la Charte de développement du pays (document fondateur du projet de développement) a fixé les orientations du territoire pour les dix prochaines années. Ces orientations sont déclinées en 4 axes :

- ✓ **Axe 1** : Assurer un développement économique en préservant les ressources du territoire
 - ✓ Maintenir une agriculture de qualité
 - ✓ Développer le tissu artisanal et commercial
 - ✓ Favoriser l'implantation d'entreprises
- ✓ **Axe 2** : Maîtriser le développement démographique
 - ✓ Assurer un développement raisonnable sans perte d'identité des territoires
 - ✓ Satisfaire les nouveaux besoins en matière de services
- ✓ **Axe 3** : Améliorer l'accessibilité tout en préservant l'environnement
 - ✓ Préserver l'environnement
 - ✓ Améliorer la desserte du territoire
- ✓ **Axe 4** : Développer les activités de tourisme, culturelles et sportives pour une image forte du pays
 - ✓ Inciter le développement touristique
 - ✓ Développer les activités culturelles et de loisirs
 - ✓ Valoriser les activités sportives et de loisirs

Traduction opérationnelle de la Charte de Développement, le contrat de pays a été signé en décembre 2004.

La première tranche était composée de 26 projets de maîtrise d'ouvrage différente (communauté de communes, association locale, syndicat (SIGEP), commune, Association du pays Girou Tarn Frontonnais et CBE du NET). Ces projets touchent les domaines de l'économie (création de zones d'activités, hôtel d'entreprises, ...), du social (crèches, halte-garderie, CLAE, politique sociale, ...), de la culture et des loisirs (festival, itinéraires cyclables et pédestres, ...).

On peut citer en exemple certains projets en lien direct avec l'Etude prospective des équipements et services à la population :

- ✓ Extension d'une crèche sur la commune de Saint-Geniès et de la construction de deux crèches dans les communes de Saint-Loup Cammas et Montberon,
- ✓ Création d'un Centre d'Aide par le Travail (ELISA 31) à Pechbonnieu,

- ✓ Construction d'un CLAE/CLSH à Mirepoix-sur-Tarn,
- ✓ Réalisation d'une école maternelle à Bondigoux,
- ✓ Création de crèches/haltes garderies à Layrac, Saint-Loup-Cammas et Montberon.

Différentes études ont également été menées dans le cadre du pays. Elles concernent l'économie (Diagnostic économique réalisé par le Conseil Général de la Haute-Garonne en 2005/ Schéma Territorial des Infrastructures Economiques en 2006), l'habitat (Etude Foncier/Habitat en 2006) et le paysage (2005).

Pour la première tranche, un projet a été retenu comme étant structurant puis confirmé comme Pôle d'Excellence Rurale. Il s'agit de la Maison des vins et du Tourisme de Fronton.

La deuxième tranche comprend 13 projets qui sont également de maîtrise d'ouvrage différente. Ces projets concernent les domaines des loisirs et de la culture, de l'économie et du logement. Le projet d'acquisition du Domaine de Bonrepos-Riquet a été retenu comme structurant.

Un territoire situé au cœur de plusieurs territoires de projets et de planification

Au nord-ouest, le pays Montalbanais regroupe une partie des communes de l'Appellation d'Origine Contrôlée du Frontonnais. L'AOC Fronton, qui marque fortement l'identité culturelle du pays, se partage entre le pays Montalbanais et le pays Girou Tarn Frontonnais.

Avec les cantons de Cadours et Grenade, la majorité des communes du pays Girou Tarn Frontonnais font partie du Schéma de COhérence Territoriale du Nord Toulousain. Ce SCOT regroupe 62 communes. Son périmètre a été publié par arrêté préfectoral le 19 décembre 2005. Les 5 communes du pays qui composent la communauté de communes des Coteaux de Bellevue appartiennent au SCOT central de l'agglomération toulousaine.

2 Coteaux à Montastruc



3 Paysage à Gragnague



4 Entrée de Lapeyrouze-Fossat



1 Coteaux (Vacquiers)



3 Coteaux (vue de Montastruc)



4 Vignes (Villaudric)



2 Positionnement du Pays GTF



5 Lac de la Balerme



Une organisation territoriale complexe

Sur l'ensemble des communes qui forment le pays Girou Tarn Frontonnais, 24 sont regroupées en intercommunalités :

- ✓ Communauté de communes des Coteaux de Bellevue : 5 communes, 13 346 habitants en 2005
- ✓ Communauté de communes des Coteaux du Girou : 12 communes, 15 571 habitants en 2005
- ✓ Communauté de communes du canton de Villemur : 7 communes, 9 067 habitants en 2005

Ne font pas partie d'un EPCI à fiscalité propre:

- ✓ Canton de Fronton : 12 communes, 24 031 habitants en 2005
- ✓ Bessières : 3 169 habitants en 2005
- ✓ Bonrepos-Riquet : 247 habitants en 2005
- ✓ Saint-Jean-Lherm : 309 habitants en 2005

Au total, plus de 60% des communes appartiennent à une structure intercommunale. Ces communes abritent 58% des habitants du territoire.

Des compétences publiques hétérogènes

Deux communautés de communes ont des compétences propres dans le domaine social. Il s'agit des communautés de communes des Coteaux du Girou et des Coteaux de Bellevue.

✓ Communauté de communes des Coteaux de Bellevue :

Cette communauté de communes a mis en place un centre social intercommunal qui anime et coordonne la politique sociale sur l'ensemble du territoire communautaire.

Une politique de lutte contre les exclusions favorisant l'insertion économique et sociale des personnes en difficulté est menée.

La construction, la gestion et l'entretien des équipements multi-accueil destinés à la petite enfance sont de la compétence de la communauté de communes.

✓ Communauté de communes des Coteaux du Girou :

La communauté de communes coordonne et gère les politiques intercommunales en faveur des jeunes. Elle crée et gère également les équipements socio-éducatifs.

Elle coordonne les politiques communales en faveur des personnes en difficulté. Un diagnostic « petite enfance » a été réalisé, il a permis la définition d'une politique pour la petite enfance.

La communauté de communes du canton de Villemur n'a pas compétence en matière d'équipements et services à la population.

En effet, l'insertion et l'aide sociale sont en grande partie déléguées au secteur associatif (associations diverses) et aux Centres Communaux d'Action Sociale. Les équipements et services à la population sont gérés de manière indépendante par les communes.

Le Syndicat Intercommunal de Gestion des Equipements Publics regroupe 4 communes du canton (Villematier, Bondigoux, Layrac-sur-Tarn et Mirepoix-sur-Tarn). Ce syndicat gère les affaires scolaires et les politiques enfance et jeunesse des communes concernées.

Dans les communes isolées (non regroupées en EPCI à fiscalité propre), les équipements et services à la population sont soit gérés par les communes elles-mêmes, soit délégués au secteur associatif.

L'organisation territoriale est donc hétérogène, en découle une offre en équipements et services inégale.

2. Dynamique et profil démographique

8

1^{re} PARTIE



Taux d'évolution moyen annuel population de 1999 à 2005 en %

- 0,07 à 0
- 0 à 2,18
- 2,18 à 2,87
- 2,87 à 4,32
- 4,32 à 11,55
- NC : non communiquée

Sources : INSEE RGP 99 - Enquête Maires

© Cartographie : Conseil Général de la Haute-Garonne - DAEDL, août 2006

**Population en 2005
en nombre**

- 5 500
- 1 315
- 247

NC : non communiquée

Sources : Enquête auprès des maires

0 5 km

© Cartographie : Conseil Général de la Haute-Garonne - DAEI, août 2006

Un contexte de forte croissance

Sur l'ensemble de la période 1982-2005, le taux de croissance démographique est de 73% pour un gain brut de 27 500 habitants.

Les données démographiques enregistrées aujourd'hui confirment cette évolution. Selon les estimations de population pour l'année 2005², le pays regroupe-

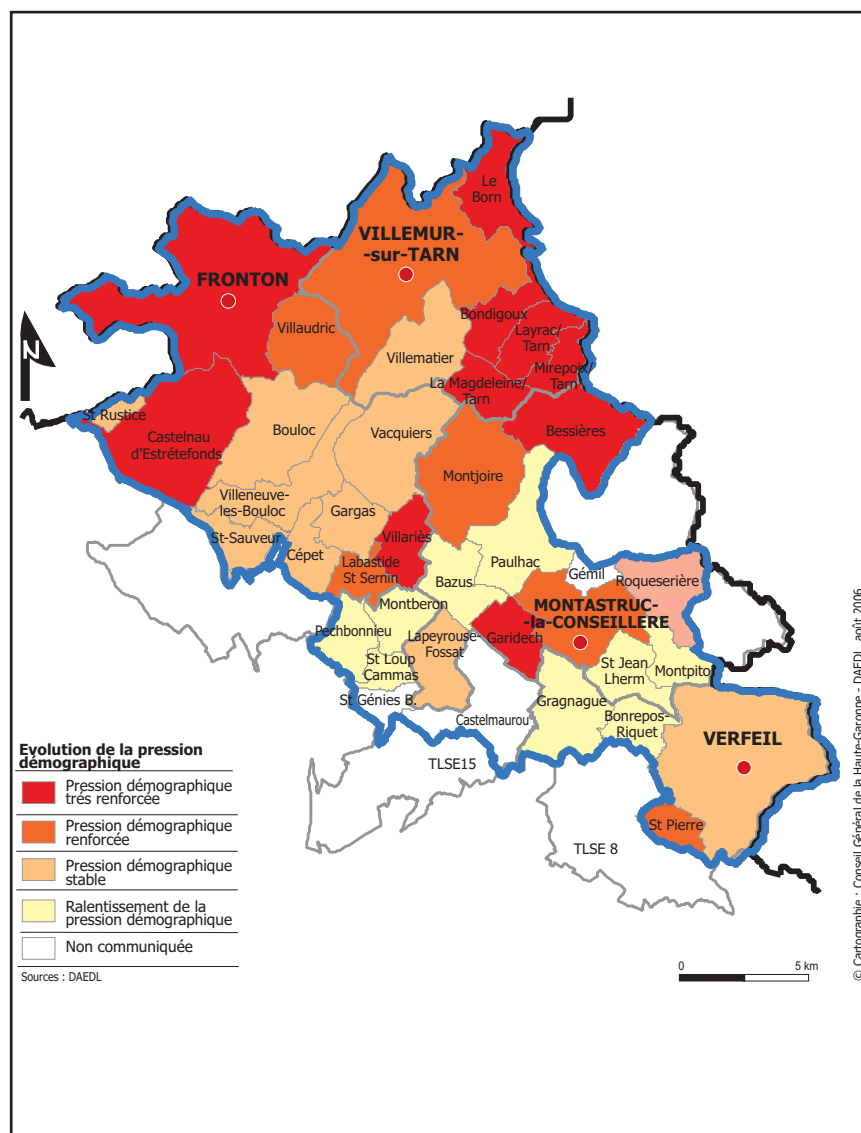
Cette croissance a été particulièrement importante dans les communes de Castelnau-d'Estretetfons (taux de croissance annuel moyen : +11%), Garidech (+8%), La Magdeleine (+6%), Villariès (+6%), Bessières (+6%), Mirepoix (+5%) et Fronton (4%).

¹ Note méthodologique : Pour l'année 2005, les données démographiques proviennent d'une enquête communale menée par le Cabinet Place/Réflex, complétée par une enquête menée par la DAEDL, ainsi que de l'INSEE pour certaines communes ayant été recensées. Pour les 3 communes qui n'ont pas répondu à l'enquête, les données de 1999 ont été prises en compte.

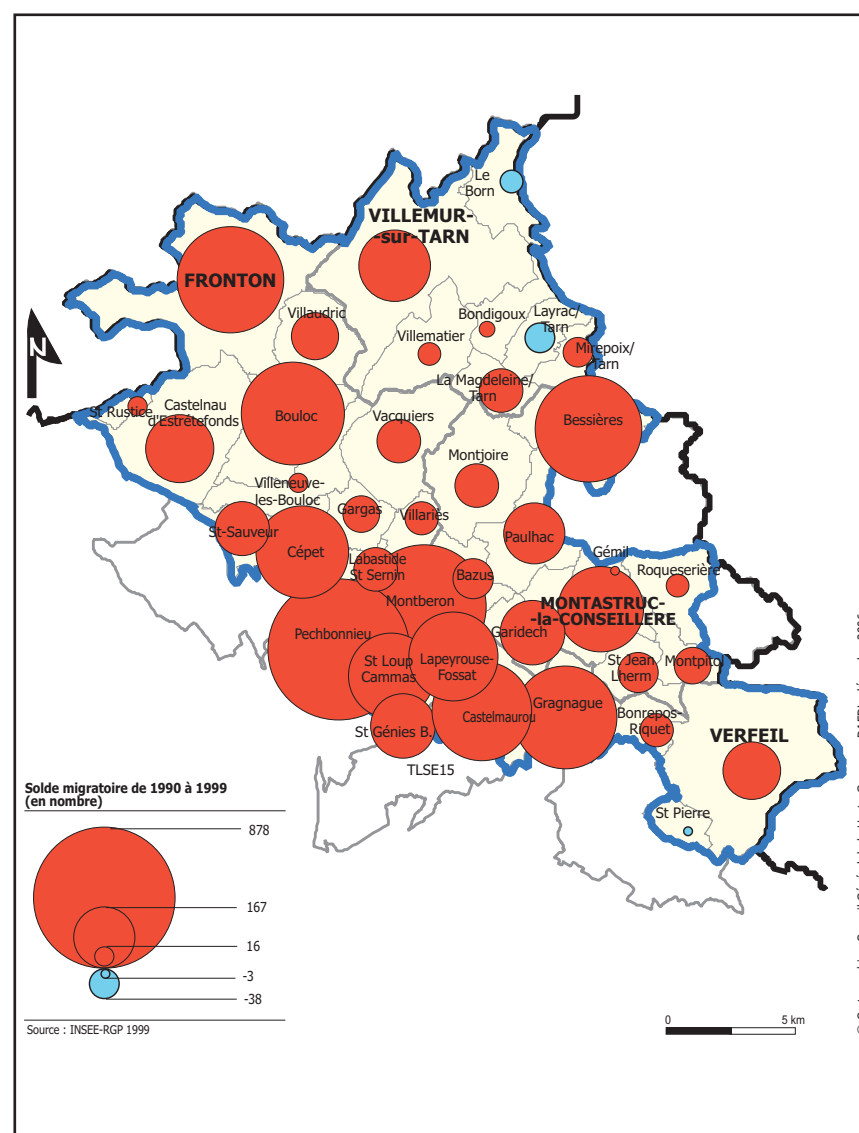
		INSEE				Estimation des élus	
Commune	Canton	Population RGP 1999	Année d'enquête	Estimation de la population des communes recensées	Taux d'évolution /1999	Population en 2005	Population à atteindre en 2015
BAZUS	MONTASTRUC-LA-CONSEILLERE	534	2005	577	8,05%	574	
BESSIERES	MONTASTRUC-LA-CONSEILLERE	2 224	2004	2 600	16,91%	3 169	
BONDIGOUX	VILLEMUR-SUR-TARN	322	2005	415	28,88%	416	
BONREPOS-RIQUET	VERFEIL	247	2004	230	-6,88%	247	300
BORN (LE)	VILLEMUR-SUR-TARN	261	2004	289	10,73%	340	450
BOULOC	FRONTON	2 930	2007			3 600	4 600
CASTELMAUROU	TOULOUSE-15E	3 257	2006				5 000
CASTELNAU-D'ESTRETEFONDS	FRONTON	2 810	2005	3 790	34,88%	5 082	15 000
CEPET	FRONTON	1 311	2008			1 600	2 500
FRONTON	FRONTON	3 889	2006			5 200	10 000
GARGAS	FRONTON	520	2007			630	
GARIDECH	MONTASTRUC-LA-CONSEILLERE	952	2006			1 499	1 800
GEMIL	MONTASTRUC-LA-CONSEILLERE	196	2007				
GRAGNAGUE	VERFEIL	1 437	2008			1 700	2 500
LABASTIDE-SAINT-SERNIN	FRONTON	1 328	2006			1 650	
LAPEYROUSE-FOSSAT	MONTASTRUC-LA-CONSEILLERE	2 055	2005	2 373	15,47%	2 375	3 200
LAYRAC-SUR-TARN	VILLEMUR-SUR-TARN	264	2004	298	12,88%	300	325
MAGDELAINE-SUR-TARN (LA)	VILLEMUR-SUR-TARN	610	2008			891	1 500
MIREPOIX-SUR-TARN	VILLEMUR-SUR-TARN	537	2006			720	
MONTASTRUC-LA-CONSEILLERE	MONTASTRUC-LA-CONSEILLERE	2 487	2004	2 983	19,94%	3 000	4 000
MONTBERON	TOULOUSE-15E	2 340	2006			2 700	
MONTJOIRE	MONTASTRUC-LA-CONSEILLERE	1 021	2007			1 200	1 500
MONTPILOT	MONTASTRUC-LA-CONSEILLERE	332	2006			352	400
PAULHAC	MONTASTRUC-LA-CONSEILLERE	913	2005	1 015	11,17%	1 025	
PECHBONNIEU	TOULOUSE-15E	2 997	2008			3 600	
ROQUESERIERE	MONTASTRUC-LA-CONSEILLERE	615	2007			700	
SAINT-GENIES-BELLEVUE	TOULOUSE-15E	1 789	2006				3 200
SAINT-JEAN-LHERM	MONTASTRUC-LA-CONSEILLERE	303	2008			309	
SAINT-LOUP-CAMMAS	TOULOUSE-15E	1 735	2004	1 893	9,11%	2 000	3 000
SAINT-PIERRE	VERFEIL	209	2007			250	
SAINT-RUSTICE	FRONTON	425	2004	423	-0,47%	423	
SAINT-SAUVEUR	FRONTON	1 309	2006			1 500	2 000
VACQUIERS	FRONTON	1 032	2007			1 150	1 500
VERFEIL	VERFEIL	2 505	2006			2 700	3 500
VILLARIES	FRONTON	592	2007			848	1 300
VILLAUDRIC	FRONTON	1 112	2005	1 328	19,42%	1 315	
VILLEMATIER	VILLEMUR-SUR-TARN	863	2004	900	4,29%	900	1 150
VILLEMUR-SUR-TARN	VILLEMUR-SUR-TARN	4 934	2005	5 078	2,92%	5 500	10 000
VILLENEUVE-LES-BOULOC	FRONTON	950	2005	1 033	8,74%	1 033	
Taux d'évolution des communes du GTF recensées en 2004 et 2005					13,95%		
Taux d'évolution en Haute-Garonne					8,70%		

Source : INSEE - RGP 99 - Enquête annuelle Recensement Population 2004 et 2005, Enquête communale (Cabinet Place-Réflex, CG31 - DAEDL)

1 Pression démographique de 1990 à 2005



2 Solde migratoire de 1990 à 1999



Un territoire d'accueil en mutation

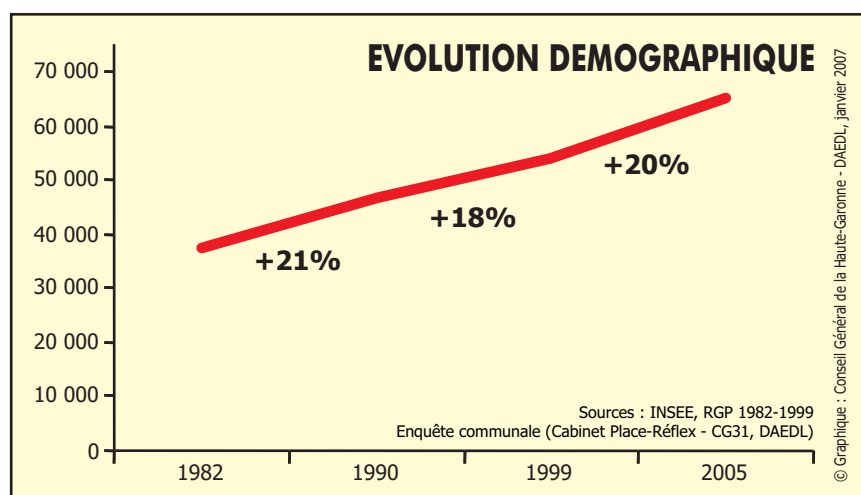
Le pays doit sa croissance démographique à l'accueil de populations nouvelles, le plus souvent des familles avec enfants en accession à la propriété. En atteste un solde migratoire particulièrement fort : entre 1990 et 1999, le territoire enregistre un solde migratoire de 7 500 (sur une évolution brute de 8 595 personnes), ce qui représentait 87% de la progression totale. Ce chiffre, situe le pays dans le contexte de la couronne périurbaine où, pour la même période, le solde migratoire représente 88% du gain de population (moyenne départementale : 67%). De ce fait, l'accroissement naturel ne représente qu'une faible part de la croissance démographique du pays (13% entre 1990 et 1999, soit 1 110 personnes).

En vingt ans, la croissance démographique a gagné l'ensemble du territoire. Ne touchant au départ que les communes les plus proches de la métropole, elle s'étend aujourd'hui à l'ensemble du territoire, jusqu'aux communes les plus rurales (canton de Villémur).

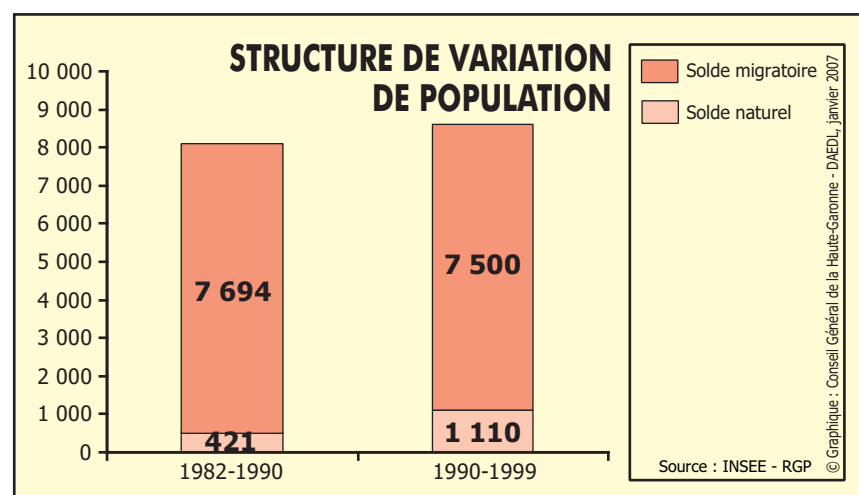
Les taux de croissance enregistrés depuis 1999 témoignent de cette évolution. En effet, depuis 1999 le taux de croissance annuel moyen s'est renforcé dans la majorité des communes notamment dans les communes les plus au nord du territoire jusqu'alors assez préservées (Le Born : +2% contre -2% entre 1990 et 1999, Villaudric : +3% contre 1,5% entre 1990 et 1999, Layrac-sur-Tarn : +2,5% contre -2% entre 1990 et 1999, Bondigoux : +4% contre 1% entre 1990 et 1999). Inversement, on assiste à un ralentissement ou à une stabilisation notable de la croissance dans le sud et le centre du territoire (Pechbonnieu : +3% contre +5% entre 1990 et 1999, Paulhac : +2% contre +3% entre 1990 et 1999). Cette évolution s'explique à la fois par la saturation de l'offre immobilière et foncière dans les communes les plus attractives mais aussi par des prix fonciers et immobiliers plus compétitifs dans le nord.

Aujourd'hui, parmi les populations accueillies, on note une part importante de familles fragilisées par des taux d'endettement très élevés n'ayant souvent pas pris la pleine mesure des contraintes du territoire (peu d'emplois, pôles d'emplois éloignés, peu de desserte par les transports collectifs...). Ce type de famille peut basculer facilement dans la précarité. Ainsi, l'accueil de populations nouvelles s'accompagne d'une mutation sociale.

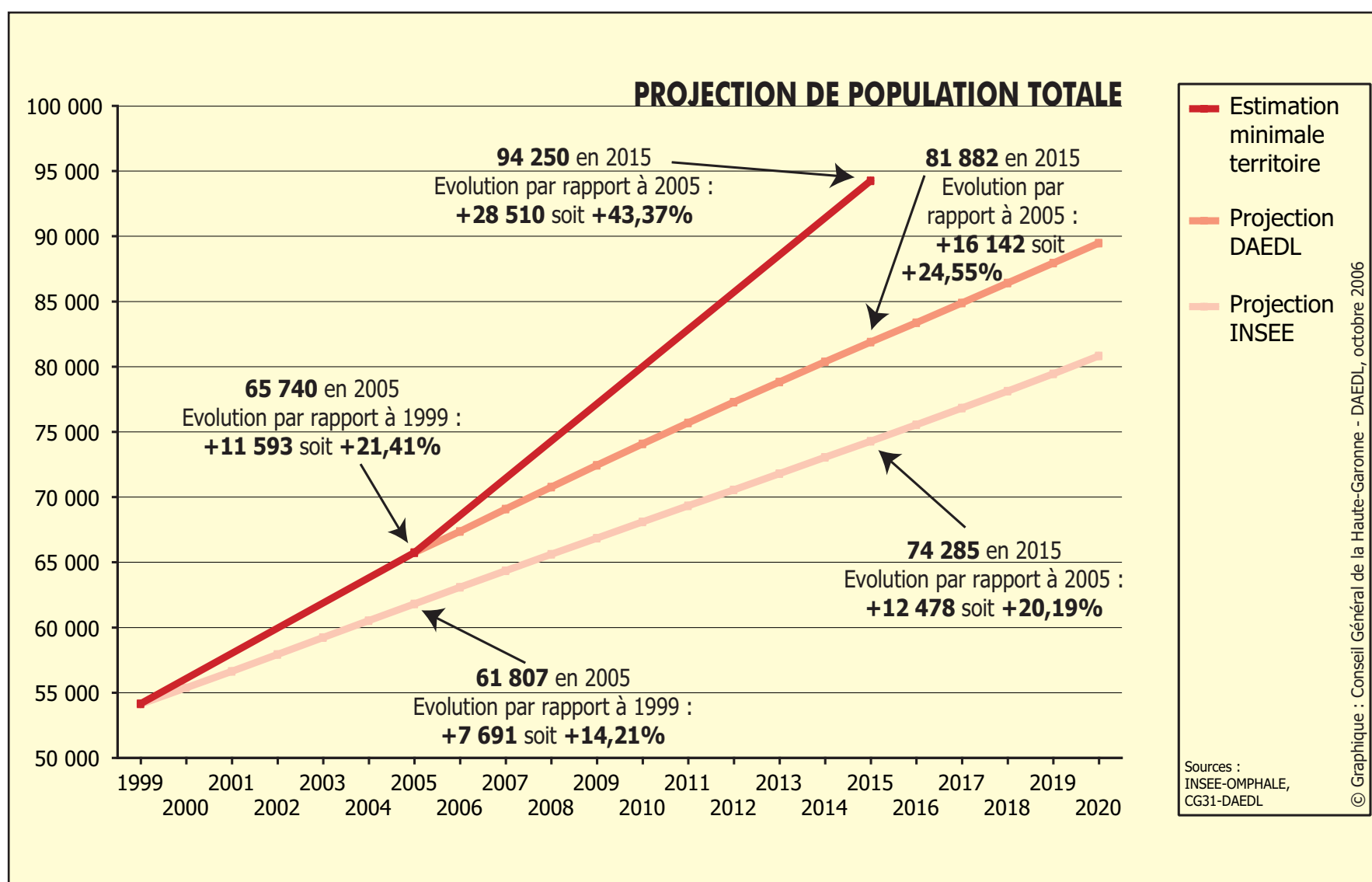
3 Evolution de la population de 1982 à 2005



4 Solde migratoire et naturel de 1982 à 1999



1 Projections de population du pays GTF de 1999 à 2020



Quelle évolution démographique pour demain ?

Afin d'appréhender quelle pourrait être l'évolution démographique du pays Girou Tarn Frontonnais dans les prochaines années, trois scénarios de projections démographiques ont été étudiés.

✓ Scénario 1 : Projections et souhaits des élus

Ce scénario est basé sur les estimations de populations 2005 et 2015 recueillies auprès des élus du territoire lors des entretiens (question posée : « Quels sont les objectifs de population à atteindre en 2015 sur votre commune ? ») ainsi que sur les données INSEE 1999 pour les communes n'ayant pas répondu au questionnaire. Selon ce scénario, la population du pays atteindrait 94 250 habitants en 2015, soit un taux de croissance deux fois plus important que celui relevé de 1990 à 1999 (+43%).

✓ Scénario 2 : Projections INSEE-Omphale

Ce scénario est réalisé à partir de la répartition de la population par âges et par sexe en 1999, des décès simulés à partir des données 1990/1999, des naissances simulées à partir des données 1990/1999 ainsi que des migrations simulées à partir des données 1990/1999 et ajustées en fonction de la population du territoire en 2005.

Selon ce scénario, la population atteindrait 81 882 habitants en 2015 soit un taux d'évolution légèrement supérieur aux dernières tendances (25%).

✓ Scénario 3 : Projections DAEDL

Ce scénario est réalisé à partir de l'estimation de population 2005 (obtenue à partir de l'enquête auprès des élus) répartie par âges et par sexes sur le modèle de 1999. Les décès ont été calculés sur le modèle des conditions de mortalité observées aux divers âges. Les naissances ont été calculées à l'aide du taux de fécondité par âges en 2004.

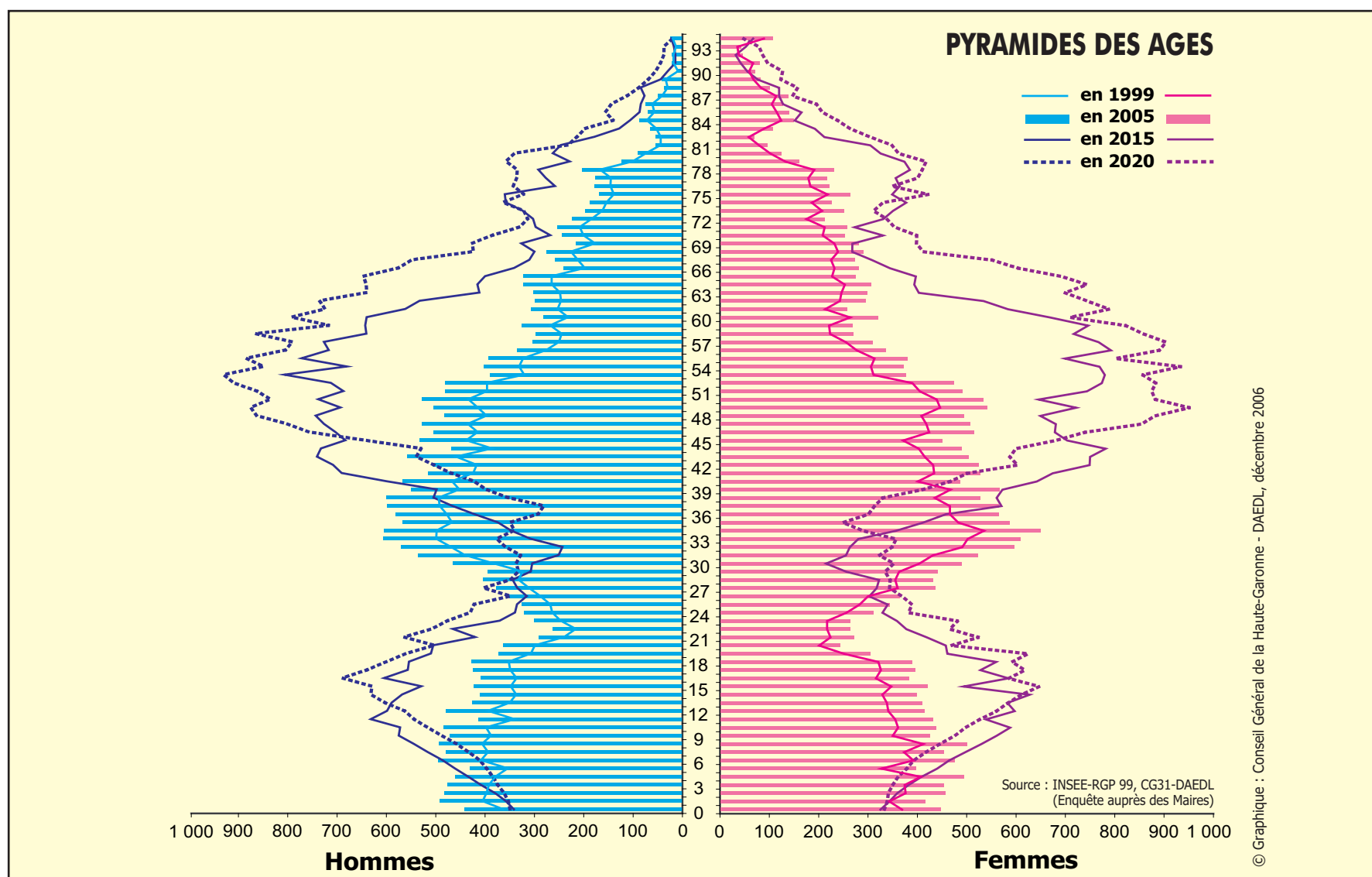
Enfin, les migrations ont été calculées à partir de la différence de population 1999/2005, des naissances et des décès de 2000 à 2004 et de la répartition par âges et par sexes entre 1990 et 1999.

Selon ce scénario, la population atteindrait 74 285 habitants en 2015 soit un taux d'évolution de 20%, identique à celui relevé entre 1990 et 1999.

Compte tenu de la capacité d'accueil du territoire à accueillir de nouvelles populations et la volonté partagée des élus de ralentir la croissance démographique de leur commune, il paraît plus pertinent de retenir le scénario DAEDL qui se pose comme le scénario intermédiaire entre une croissance très forte et une croissance modérée. Dans la suite de l'étude, les projections de populations seront basées sur ce scénario intermédiaire.



1 Pyramide des âges en 1999, 2005, 2015 et 2020



Une augmentation irrégulière des naissances

En 1999, le territoire affichait un taux de 12,7 naissances pour 1000 habitants, identique à la moyenne départementale. En revanche, à partir de cette date, ce chiffre a fortement progressé jusqu'en 2001. Après une stagnation de deux ans (2002-2004), la hausse a repris en 2005 (784 naissances enregistrées).

L'évolution des naissances enregistrées sur le territoire n'est pas linéaire. Cependant, sur l'ensemble de la période 1999-2005, leur nombre a progressé de 14%, ce qui situe le pays en deçà de la moyenne de la couronne périurbaine (20%).

Une population jeune mais vieillissante

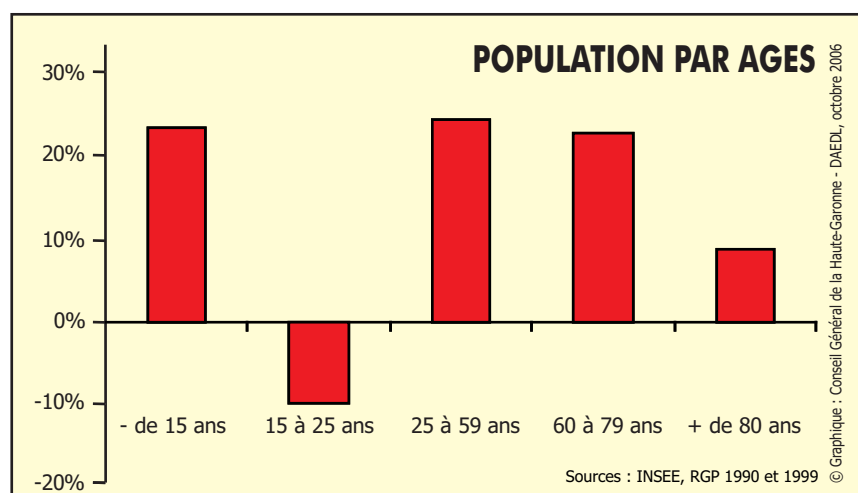
Les projections de populations permettent d'estimer la répartition actuelle et future de la population par âges du pays Girou Tarn Frontonnais. Ainsi, en 2005, l'âge moyen est estimé à 37,9 ans, il passerait à 40,4 ans en 2020.

En 2005, on estime à 32% la part des habitants de moins de 25 ans vivant sur le territoire, ce qui est supérieur de 2 points aux estimations départementales. Les personnes ayant entre 26 et 60 ans représentent la moitié des habitants. Enfin, la part des personnes de plus de 60 ans est cohérente avec la moyenne de la couronne périurbaine (18%).

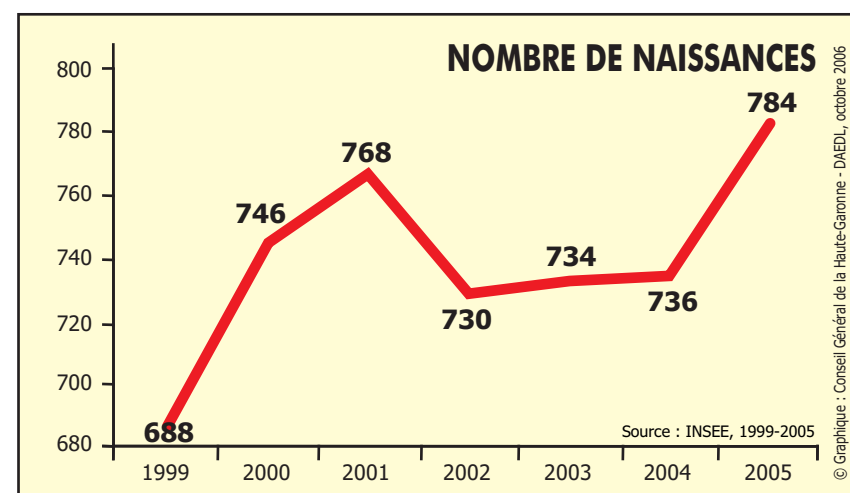
Selon les projections de population, d'ici 2020, le nombre de personnes de plus de 60 ans augmenterait trois fois plus que le nombre de personnes de moins de 25 ans. En effet, le nombre de personnes de plus de 60 ans serait multiplié par 2,5 d'ici 2020, passant de 9 500 à 22 789. Parallèlement, la part des jeunes de moins de 25 ans connaîtrait une hausse de 46%. Ainsi, en 2020, le nombre de jeunes de moins de 25 ans (25 000 environ) et celui des plus de 60 ans (23 000 environ) pourraient être relativement proches, alors qu'en 1999, les jeunes de moins de 25 ans étaient deux fois plus nombreux que les plus de 60 ans.

Comme d'autres territoires périurbains, le pays est marqué par le départ des jeunes de 15 à 25 ans. L'évolution de la population par tranches d'âges entre 1990 et 1999 met bien en évidence ce phénomène. On peut expliquer cette évolution par un besoin de rapprochement avec les pôles universitaires ou d'enseignements spécialisés (qui font défaut sur le territoire), la faiblesse de l'offre de logements locatifs et/ou sociaux du territoire et le manque d'emplois locaux.

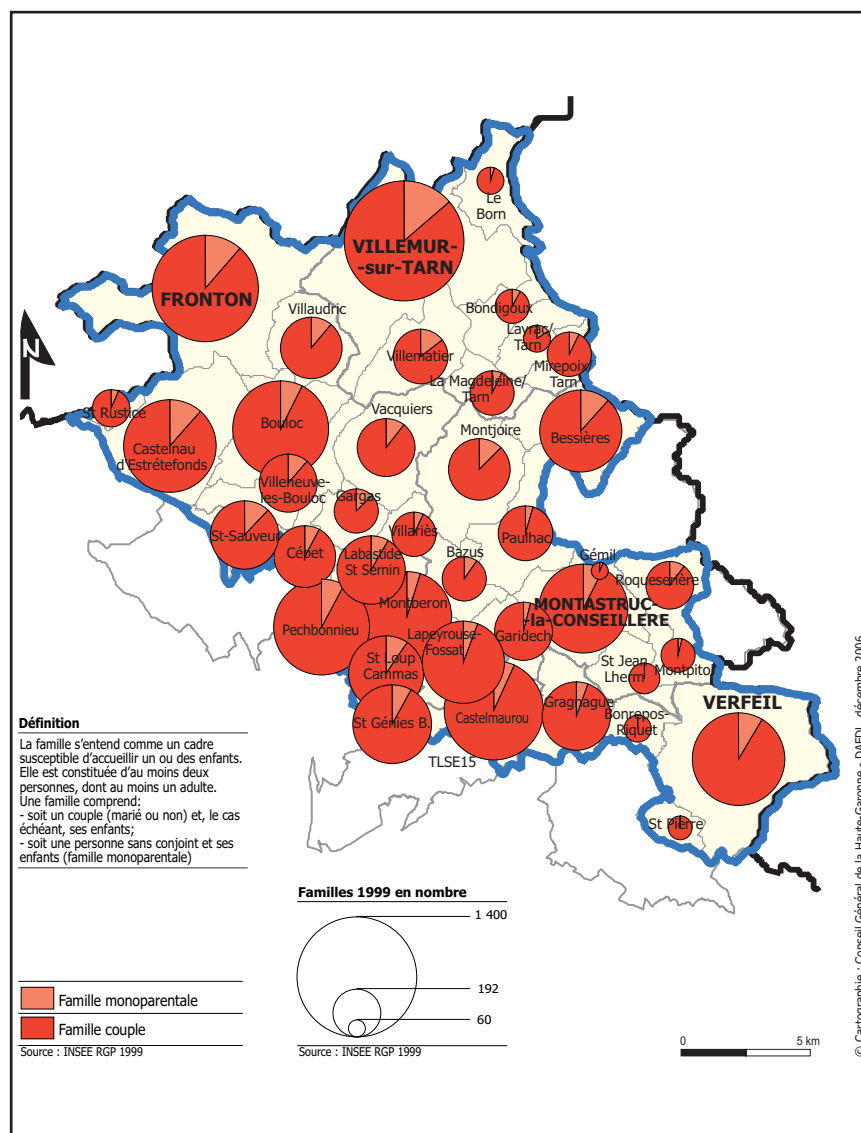
2 Population par tranche d'âges en 1999



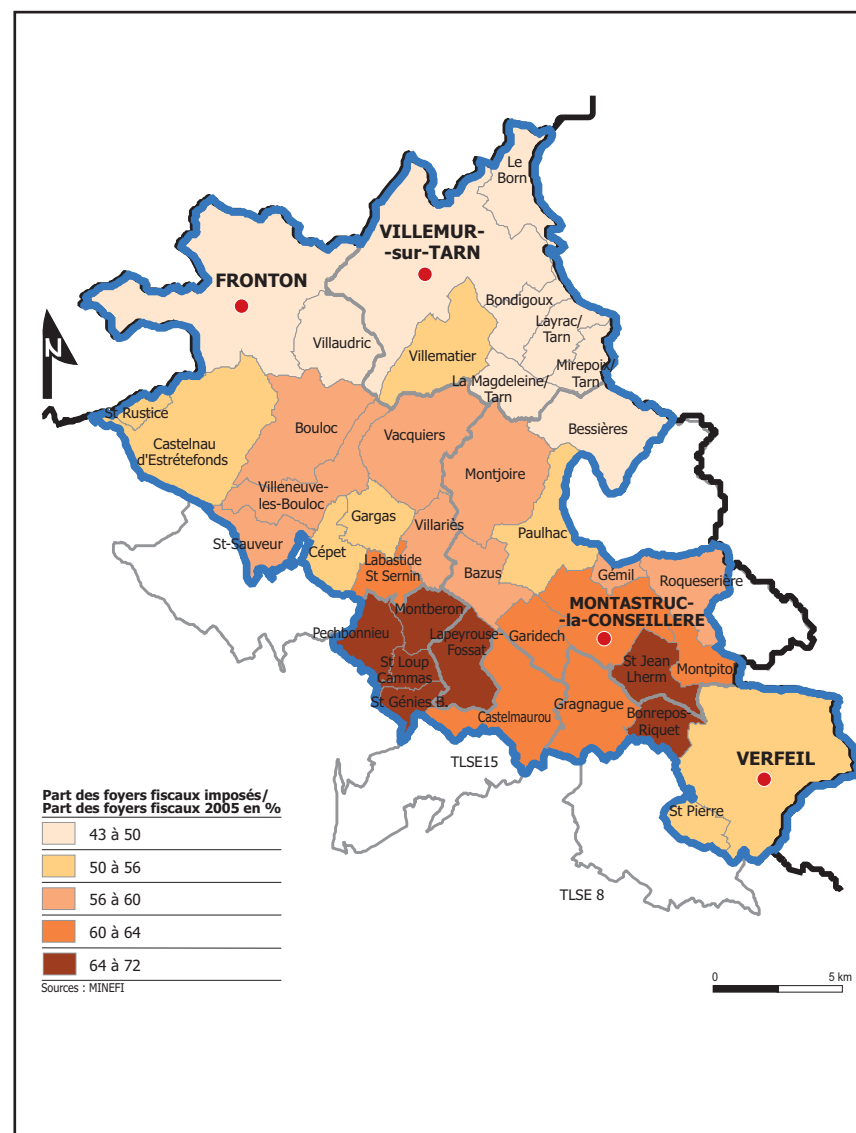
3 Evolution des naissances de 1999 à 2005



1 Structure des familles en 1999



2 Part des foyers fiscaux imposables en 2005



Une majorité de familles « classiques » ...

La répartition de la population par types de ménages met en évidence la prépondérance des familles. En effet, en 1999, la part des ménages de 2 personnes et plus était de 81%. Ce chiffre est identique à la moyenne de la couronne périurbaine à la même date. Par contre, il est supérieur de 16 points à la moyenne départementale.

Cependant, ce chiffre est à nuancer puisque de 1990 à 1999, le nombre de ménages de 1 personne (largement minoritaire contrairement aux zones urbaines où ils sont plus nombreux) a progressé de 51%.

... mais une hausse des familles monoparentales

Si la famille dite « classique » est majoritaire sur le territoire, les familles monoparentales sont assez représentées et leur nombre est en hausse. En 1999, elles représentaient 9% des familles (10% pour la couronne périurbaine).

Entre 1990 et 1999, leur nombre a progressé de 37% contre 20% pour les familles « classiques ». Cependant, leur proportion parmi l'ensemble des familles du territoire est restée stable alors qu'elle a gagné deux points dans la couronne périurbaine.

L'évolution du nombre de familles monoparentales n'est pas plus marquée qu'ailleurs. Il s'agit d'une évolution des modes de vies qui touche tous les territoires.

Cependant, l'enclavement de certaines zones du territoire (nord et nord-est particulièrement), la hausse du prix du foncier, le manque d'emplois locaux accroissent le risque de glissement vers la précarité pour les familles monoparentales.

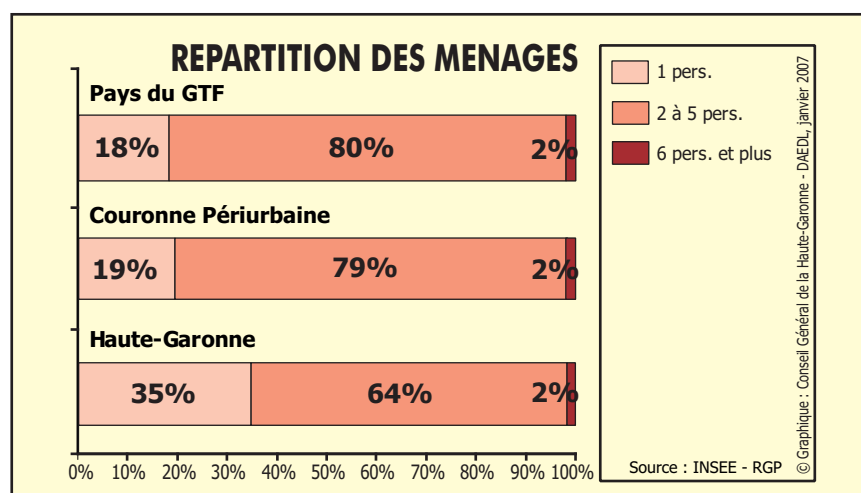
Un niveau de vie global plutôt favorisé mais des disparités territoriales marquées

En 2004, la part des foyers fiscaux imposés sur le revenu était de 56%, soit supérieure de 3 points à la moyenne de la couronne périurbaine.

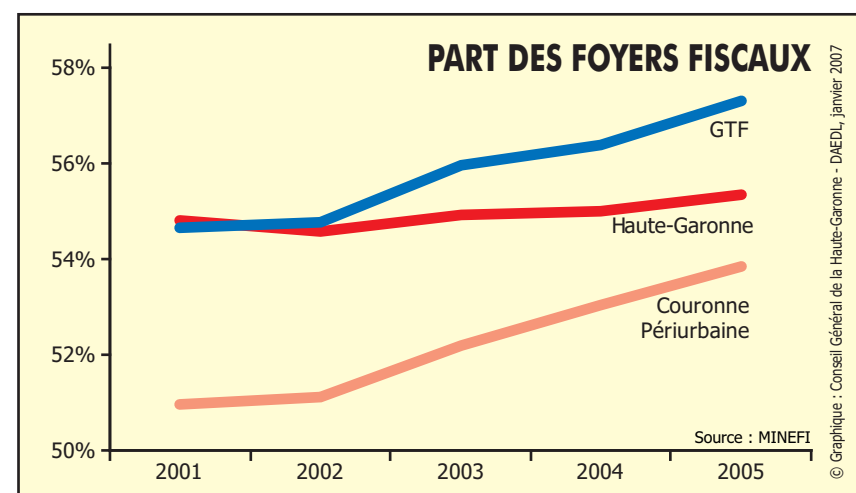
Entre 2001 et 2004, le niveau de vie général du pays comme celui de la couronne périurbaine s'est amélioré puisque la part des foyers fiscaux imposés a gagné 2 points sur ces deux territoires.

Cependant, la cartographie des foyers fiscaux imposés met en évidence des disparités territoriales marquées. En effet, dans les communes du nord du pays Girou Tarn Frontonnais, plus de la moitié des foyers fiscaux ne sont pas imposés alors que dans les celles du sud du territoire ce taux peut dépasser 60%. On peut citer en exemple les communes de Layrac-sur-Tarn (41% des foyers fiscaux imposés) et de Villemur-sur-Tarn (43% des foyers fiscaux imposés) et les communes de Saint-Jean-Lherm (72% des foyers fiscaux imposés) ou de Saint-Genies-Bellevue (71% des foyers fiscaux imposés).

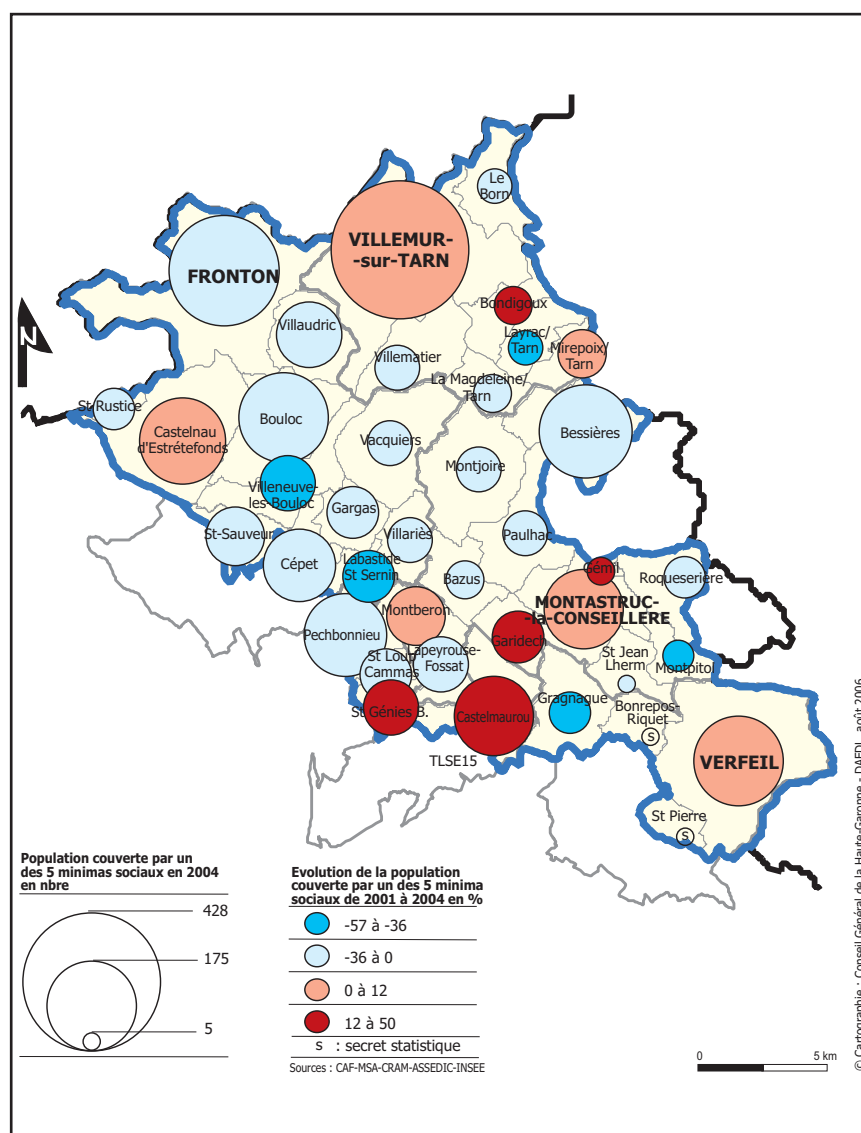
3 Répartition des ménages par taille en 1999



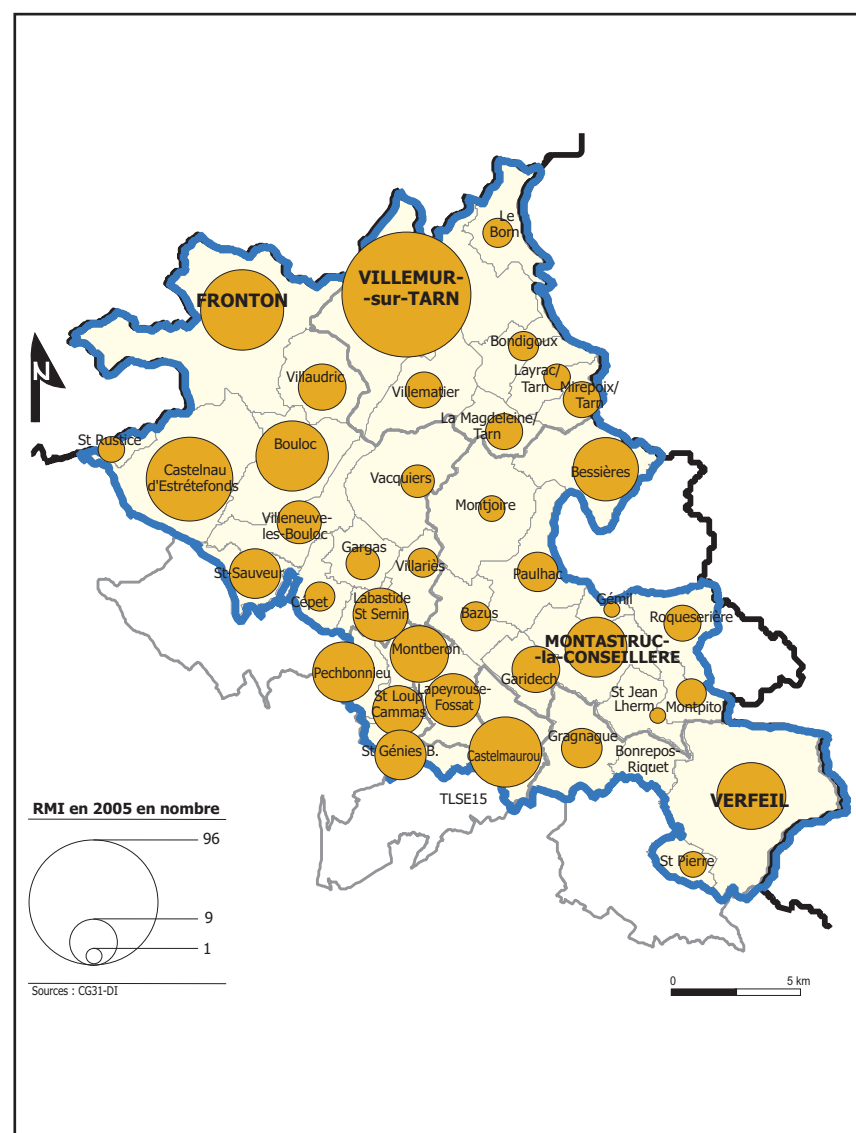
4 Evolution des foyers fiscaux de 2001 à 2005



1 Population couverte par 1 des 5 minima sociaux



2 Nombre de bénéficiaires du RMI en 2005



Des situations de précarité à relativiser

Une baisse globale des minima sociaux ...

En 2004, 2 722 personnes étaient couvertes par l'un des cinq minima sociaux³ dans le pays Girou Tarn Frontonnais. Ces personnes représentent 4% de la population totale du territoire. Ce chiffre confirme un niveau de vie assez favorisé puisqu'il est deux fois moins important que la moyenne départementale (8,7% de la population couverte par l'un des cinq minima sociaux en 2003).

D'un point de vue communal, la carte des minima sociaux montre que près de 38% vivent dans le canton de Fronton et 16% dans la seule commune de Villemur-sur-Tarn (428 personnes concernées).

Le canton de Villemur se démarque par le fait qu'il compte un nombre important de personnes en grande difficulté pour qui l'enclavement du secteur est un frein supplémentaire à l'insertion.

En 2004, plus de la moitié des personnes (56%) couvertes par l'un des cinq minima sociaux relèvent du RMI et de l'AAH. L'AS et l'ASS concernent respectivement 19% de l'ensemble.

Enfin, l'API rassemble 6% des personnes concernées. Les personnes qui perçoivent l'API sont celles qui sont le plus en difficulté et pour qui le retour à l'emploi est le plus problématique (enfants en bas âge,...). Il s'agit souvent de femmes sans qualification qui n'ont jamais travaillé. C'est pourquoi, à l'issue de ce dispositif, elles basculent souvent sur le RMI. Cette évolution s'est renforcée depuis un an.

Entre 2001 et 2004, le nombre de personnes couvertes par l'un des cinq minima sociaux dans le pays Girou Tarn Frontonnais a baissé de 10%. Cette baisse concerne tous les minima (API :-7%, AAH :-10%, ASS :-19%, AS :-30%) hormis le RMI.

On assiste à une mutation de la structure sociale de la population du pays Girou Tarn Frontonnais, due notamment à l'intégration de nouveaux habitants. De manière globale, les professionnels du territoire constatent une rupture du lien social ainsi qu'une augmentation des situations de surendettement.

De plus, on note une augmentation du nombre de personnes « fragiles » : il s'agit de personnes ayant des ressources les maintenant légèrement au-dessus des seuils des minima sociaux (situations de précarité nouvelles, surendettement,...) pouvant basculer dans la précarité. Les personnes isolées et en situation de surendettement sont de plus en plus nombreuses.

La précarité des personnes en difficulté sur le pays GTF est comparable à celle que l'on retrouve dans la majorité des territoires ruraux. Cependant, le pays conjugue des freins à l'insertion : des familles très endettées, un éloignement et une mauvaise desserte des pôles d'emplois, l'évolution de certains modes de vies précarisant la population (séparations...).

... conjuguée à une hausse des allocataires du RMI

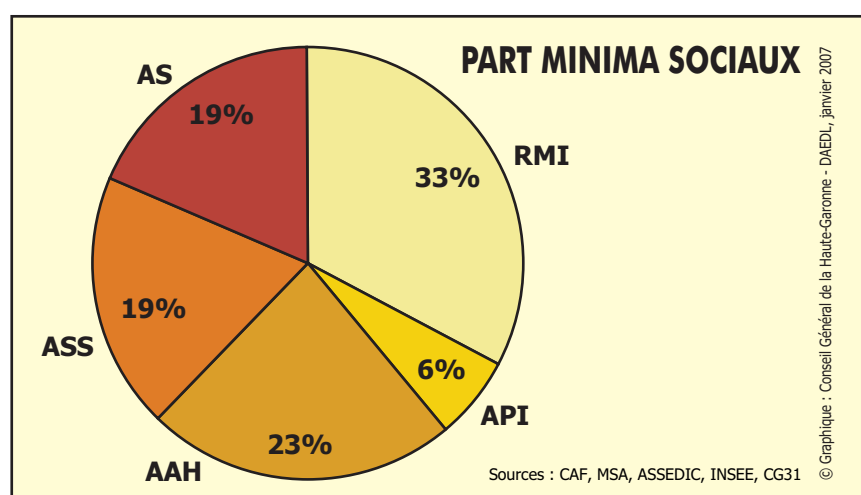
Entre 1999 et 2005, le nombre d'allocataires du RMI a progressé de 8,42%. Ce chiffre situe le pays au-dessus des moyennes de la couronne périurbaine (+4,60%) et du département (+1%). On notera que cette progression s'est principalement effectuée entre 2003 et 2005. En effet, entre décembre 2005 et juin 2006, le nombre d'allocataires du RMI est passé de 476 à 438.

Cependant, en 2005, on comptait 13,73 allocataires du RMI pour 1000 habitants du pays Girou Tarn Frontonnais contre 21,8 allocataires pour 1000 habitants de la Haute-Garonne.

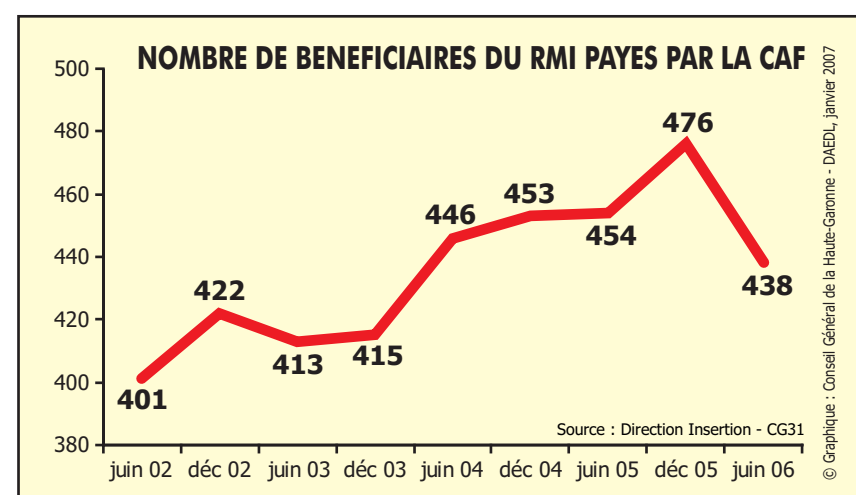
La situation du pays est donc à nuancer, la proportion d'allocataires étant nettement inférieure à la moyenne départementale. Néanmoins, leur progression est à prendre en compte puisqu'elle témoigne d'une évolution nouvelle pour ce territoire qui pourrait être infléchi par la création d'emplois locaux.

³ Les cinq minima sociaux sont : l'Allocation Parent Isolé, le Revenu Minimum d'Insertion, l'Allocation Adulte Handicapé, l'Allocation Spécifique de Solidarité et l'Allocation Supplémentaire. Ils sont définis à la fin du document..

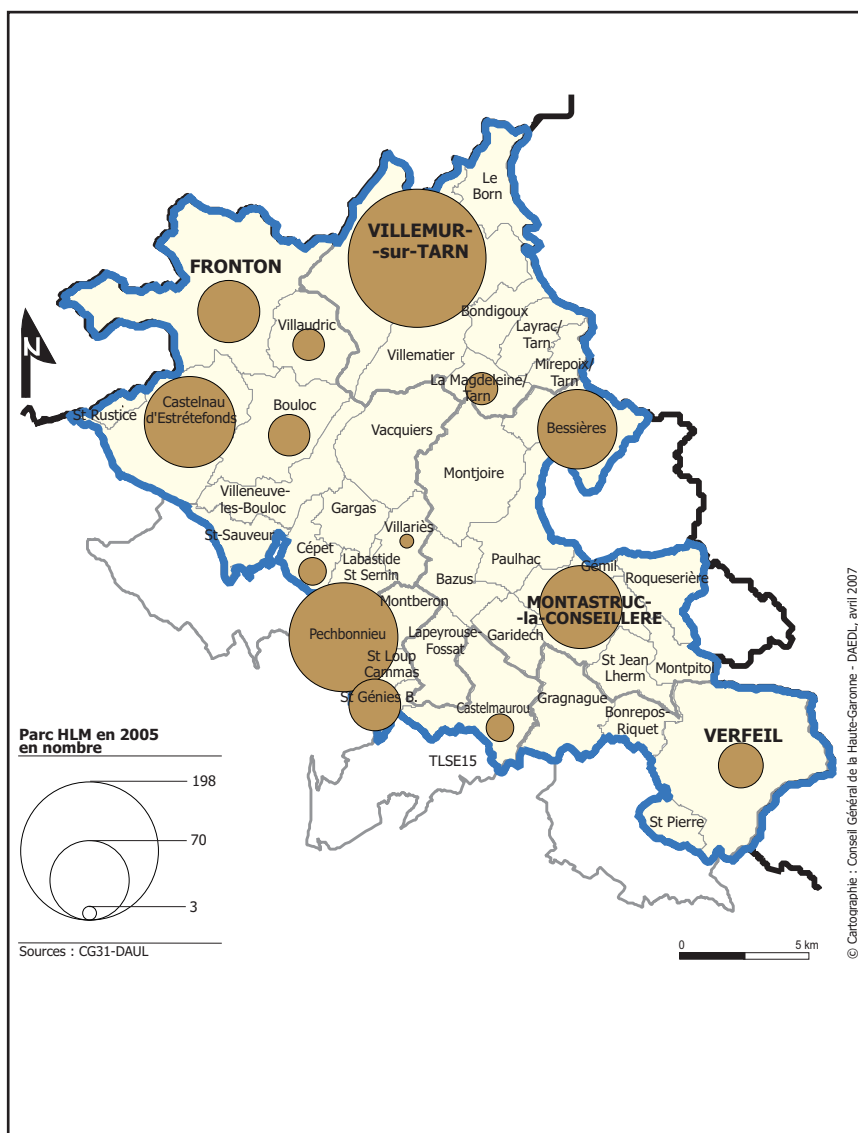
3 Répartition des minima sociaux en 2004



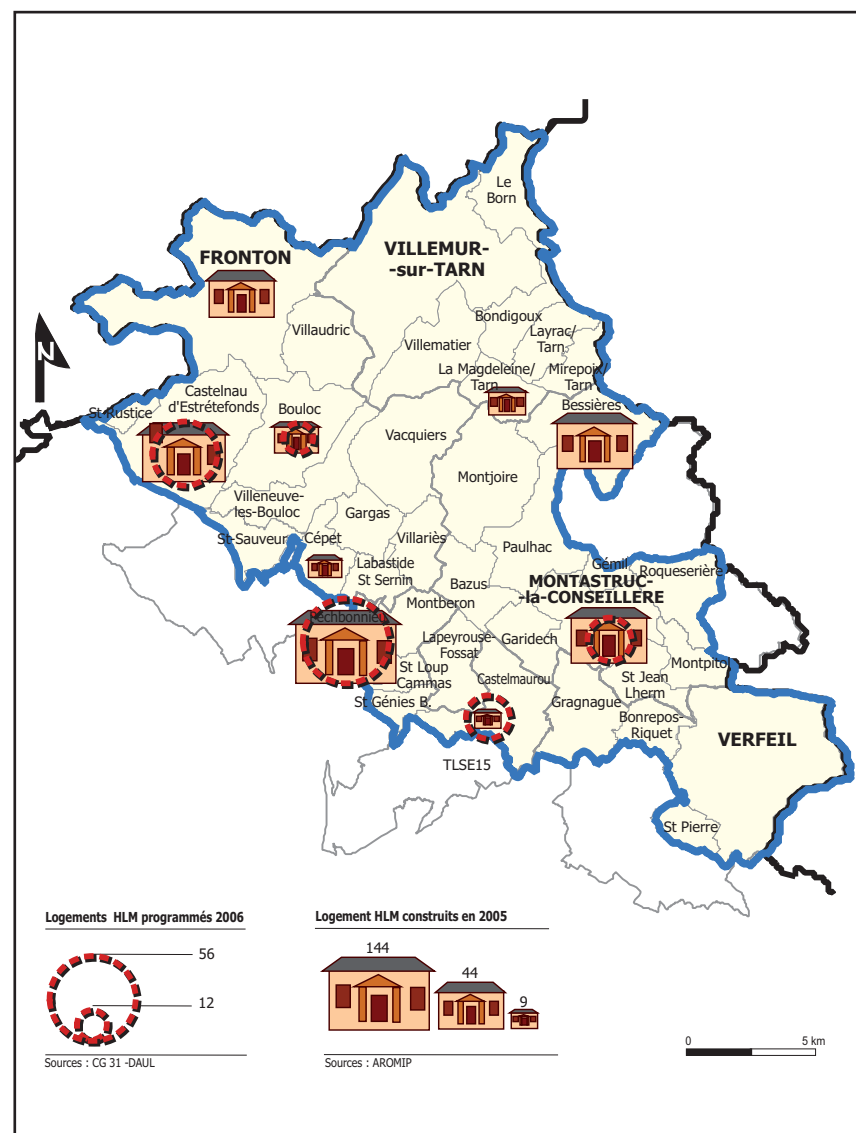
4 Nombre de bénéficiaires du RMI au 1^{er} janvier



1 Parc HLM en 2005



2 Programmation HLM en 2006



Une offre de logements sociaux en décalage avec les besoins du territoire

Aujourd'hui, on peut évaluer à 26 736 le nombre total de logements sur le territoire. En 2005, le parc locatif social du pays Girou Tarn Frontonnais compte 705 logements, soit près de 3% de l'ensemble des logements. Si on tente d'évaluer la demande potentielle du territoire en ne prenant en compte que les personnes couvertes par les minima sociaux (ce qui constitue l'hypothèse basse puisque l'accès au logement social n'est pas exclusivement réservé à ces personnes) on constate le retard important du pays en la matière.

En effet, si on rapproche le nombre de personnes couvertes par les minima sociaux (2 722) et que l'on applique le taux moyen d'occupation d'un logement en 1999 sur ce territoire (2,72 personnes), on peut considérer qu'aujourd'hui, le pays Girou Tarn Frontonnais présente un besoin total de 1 000 logements sociaux (hypothèse statistique). Cette hypothèse est confirmée par les chiffres émanant des communes concernant les demandes locatives, puisqu'en 2005, 395 demandes ont été enregistrées (395+705=1100).

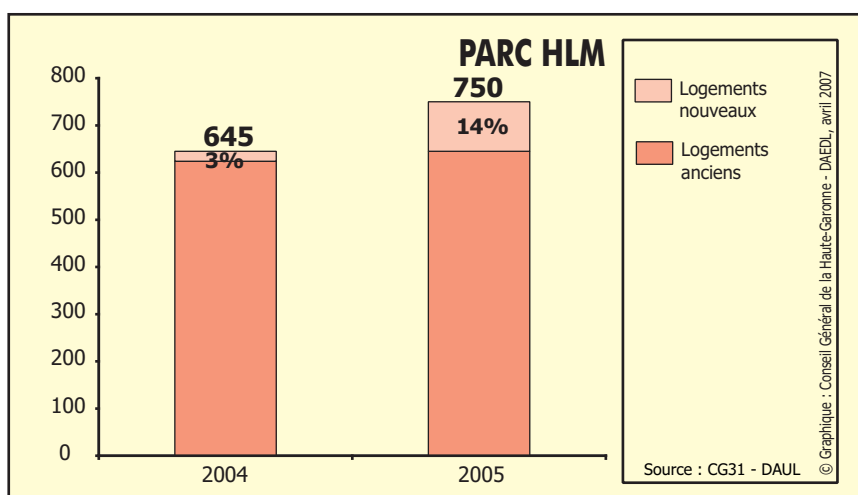
Aujourd'hui, un quart des logements sociaux du territoire sont situés dans la commune de Villemur-sur-Tarn, près de 20% dans la seule commune de Pechbonnieu et respectivement 10% dans les communes de Montastruc-la-Conseillère et Bessières. En 2004, 21 logements sociaux ont été réalisés. Pour l'année 2005, ce chiffre est passé à 105 ce qui témoigne bien de la volonté de développer une offre réelle en la matière.

Pour l'année 2007, la programmation HLM totale est de 144 logements répartis dans 5 communes : Castelnau-d'Estrétefonds (50 logements), Sainte-Rustice (49 logements), Castelmaurou (25 logements), Bessières (16 logements) et Lapeyrouse-Fossat (4 logements).

3 HLM Brusson à Villemur sur Tarn



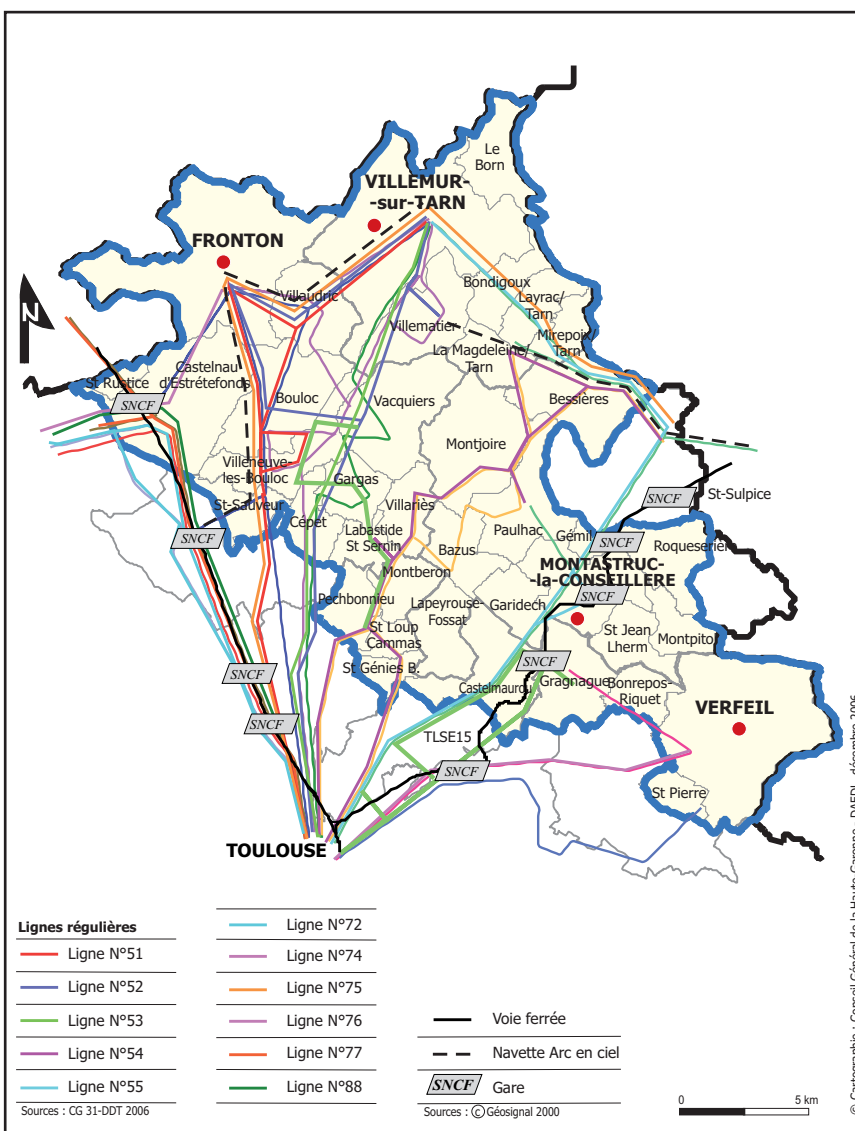
3 Le parc HLM en 2004 et 2005



4 Lotissement (Fronton)



1 Transports collectifs en 2005



2 Abribus à Bouloc



Les transports publics

Le réseau des transports publics (voies ferrées et lignes de bus) converge vers Toulouse. Onze lignes interurbaines desservent l'ensemble du territoire³. Elles sont organisées en étoile en direction de Toulouse. On dénombre très peu de liaisons transversales.

Dans ce secteur, la grande majorité des lignes est exploitée par la Régie Départementale des Transports Publics de la Haute-Garonne. Les autres lignes régulières (74, 76, 77 et 88) font partie des lignes régulières dont l'exploitation est réalisée sous la forme de marchés publics (2006-2010).

On dénombre quatre gares : Saint-Jory, Castelnau d'Estrétefonds, Montastruc et Gragnague. La gare de Saint-Sulpice (Tarn) achemine également des habitants du territoire à Toulouse. Ces gares complètent le réseau des bus grâce à des navettes de rabattement organisées par le Conseil Général de la Haute-Garonne et faisant partie du réseau "Arc en ciel".

³ Toulouse/Fronton : 3 lignes ; Toulouse/Villemur : 4 lignes ; Toulouse/Bessières : 2 lignes ; Toulouse/Montastruc : 2 lignes ; Toulouse/Verfeil : 2 lignes.

Cependant, la multi-modalité des transports occasionne des temps de déplacement assez longs et les usagers préfèrent le plus souvent utiliser un mode de transport unique. De plus, cette organisation implique une desserte fréquente des gares par les bus.

Il n'existe pas de Transport à la Demande sur le territoire. Ce service est assuré par des bus qui vont chercher les personnes à leur domicile pour les amener dans des espaces publics (marchés, gares, chef lieu cantonal...) pour un coût très réduit.

Financé par les communes, le Conseil Général et le Conseil Régional, le transport à la demande s'adresse à tout public mais est le plus souvent destiné à des personnes âgées se déplaçant à l'intérieur de leur bassin de vie. La mise en place d'un tel service doit être portée par une structure intercommunale et desservir un canton.

3 Frequentation des lignes trajets commerciaux 2000-2005 (en nombre)

Ligne	2000	2001	2002	2003	2004	2005
51	24 612	23 132	24 436	24 639	27 041	27 798
52	6 445	7 911	8 182	7 977	6 133	5 638
53	10 012	6 031	6 817	6 814	5 279	4 922
54	5 511	5 156	4 597	4 356	4 176	4 779
55	12 865	11 385	10 611	10 755	12 046	12 120
72	2 366	1 815	1 496	826	961	1 053
76	2 857	3 717	3 914	3 655	2 787	4 089
77	* 9 260	17 057	11 964	12 576	11 538	17 888
88	12 941	16 372	16 052	15 969	14 387	17 317

4 Frequentation des lignes trajets scolaires 2000-2005 (en nombre)

Ligne	2000/2001	2001/2002	2002/2003	2003/2004	2004/2005	2005/2006
51	72 205	68 613	72 982	81 946	81 150	66 977
52	9 556	14 592	16 964	15 993	15 546	16 086
53	11 868	12 887	11 969	10 834	7 335	10 223
54	22 151	21 858	24 381	27 809	29 224	24 683
55	37 985	41 042	40 558	46 844	47 878	39 155
72	12 846	11 201	14 209	11 018	9 551	9 072
76	20 556	22 484	25 249	23 284	20 447	18 033
77	80 073	82 526	87 451	93 448	97 520	14 246
88	8 355	14 643	13 875	12 553	17 981	38 328

Pas de données pour les lignes 74 et 75

(*) données partielles : lignes créées en cours d'année 2000



2 Atouts

- ✓ Une démographie dynamique (+20% entre 1999 et 2005)
- ✓ Une population assez jeune (32% de moins de 25 ans en 2005)
- ✓ Des projets de création de logements sociaux (Boulac, Castelnau, Mirepoix, Villaudric, St Sauveur et Villemur)
- ✓ Une augmentation des naissances (+14% de 1999 à 2005)
- ✓ Une mixité sociale

3 Faiblesses

- ✓ Un faible taux de logements sociaux (3%)
- ✓ Un nombre insuffisant de logements locatifs pour permettre une rotation de la population
- ✓ Une population vieillissante dans les années futures (le nombre de personnes de plus de 60 ans pourrait être multiplié par 2,5 d'ici 2020)
- ✓ Des situations de précarité en progression (une hausse de plus de 8% des allocataires du RMI entre 1999 et 2005)
- ✓ Un départ des jeunes adultes (une baisse de plus de 10% du nombre de jeunes de 15 à 25 ans entre 1990 et 1999)

4 Pistes de réflexion

- ✓ Quels outils mettre en place pour gérer la croissance de la population dans les années futures ?
- ✓ Comment favoriser la création de logements locatifs et sociaux pour répondre à un besoin, favoriser le renouvellement des populations et préserver la mixité sociale ?

3. Equipement & Services : l'offre du territoire

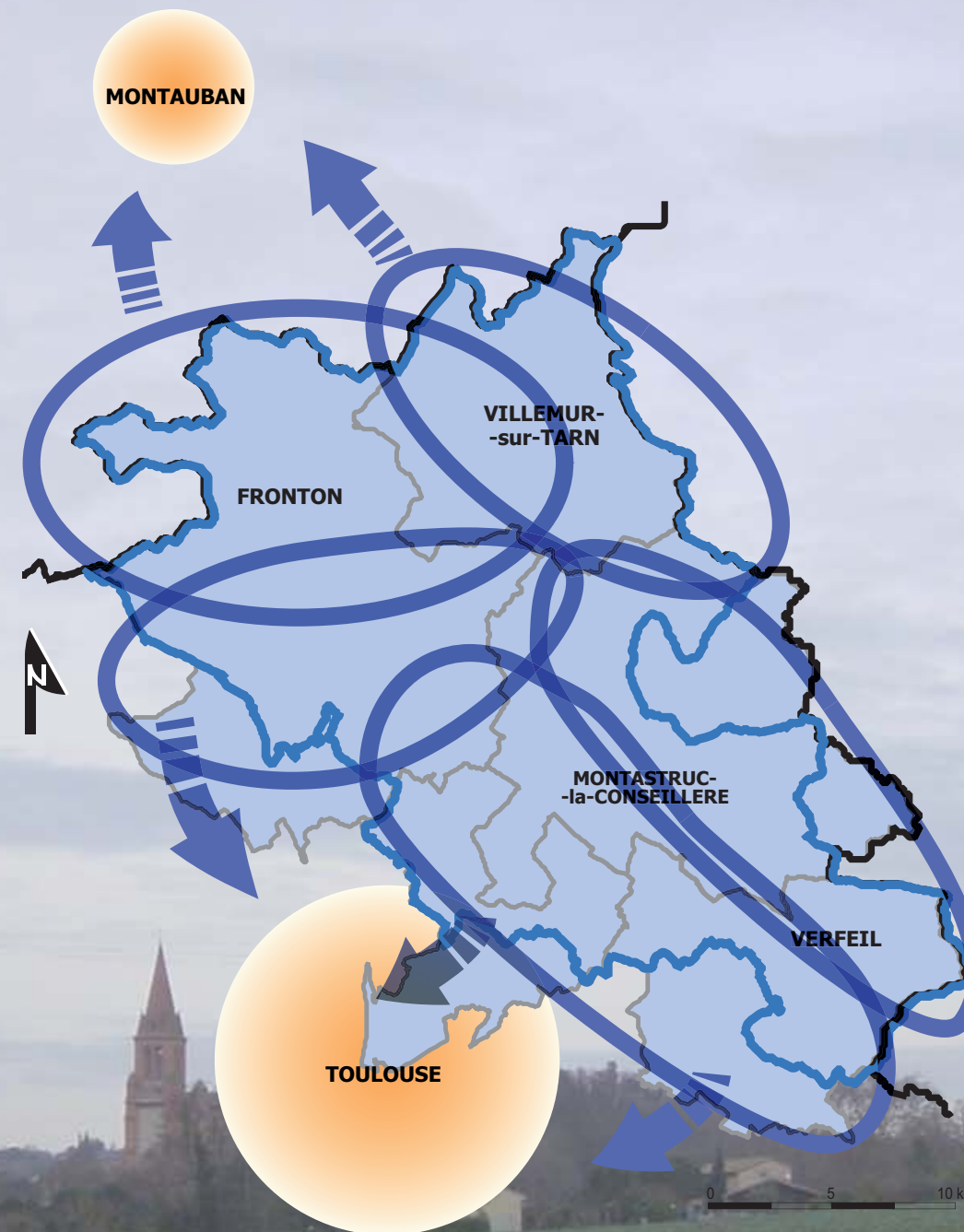
Un territoire structuré autour de cinq bassins de services

Globalement, le pays Girou Tarn Frontonnais affiche un niveau d'équipements et de services satisfaisant. Il se structure autour de quelques pôles qui sont Verfeil, Montastruc, Villemur, Fronton, Castelnau d'Estretfonds, Bessières et Pechbonnieu. Au sein de ces pôles qui se regroupent en cinq bassins de vie, les habitants trouvent l'essentiel des services de proximité du boulanger au médecin. La définition de ces bassins s'est effectuée à partir des éléments recueillis durant l'enquête menée auprès des élus et des personnes ressources du territoire. En effet, des pôles ainsi que des zones ont émergés en fonction des habitudes de la population. Pour des services plus spécifiques, les habitants se tournent vers Toulouse ou Montauban.

Les structures d'accueil

Cinq types de structures d'accueil sont déclinés dans l'étude :

- ✓ Les structures d'accueil pour la petite enfance : crèches, haltes-garderies, assistantes maternelles, Réseau d'Assistants Maternelles...,
- ✓ Les structures d'accueil scolaires et périscolaires : écoles, collèges, lycée, CLAE, CLSH...,
- ✓ Les structures d'accueil pour la jeunesse : CAJ, PIJ...,
- ✓ Les structures d'accueil pour les personnes âgées : SSIAD, Maisons de retraite...,
- ✓ Les structures d'accueil spécifiques : cliniques, maisons spécialisée, Etablissement ou Service d'Aide par le Travail ...



© Cartographie : Conseil Général de la Haute-Garonne - DAEDL, août 2006

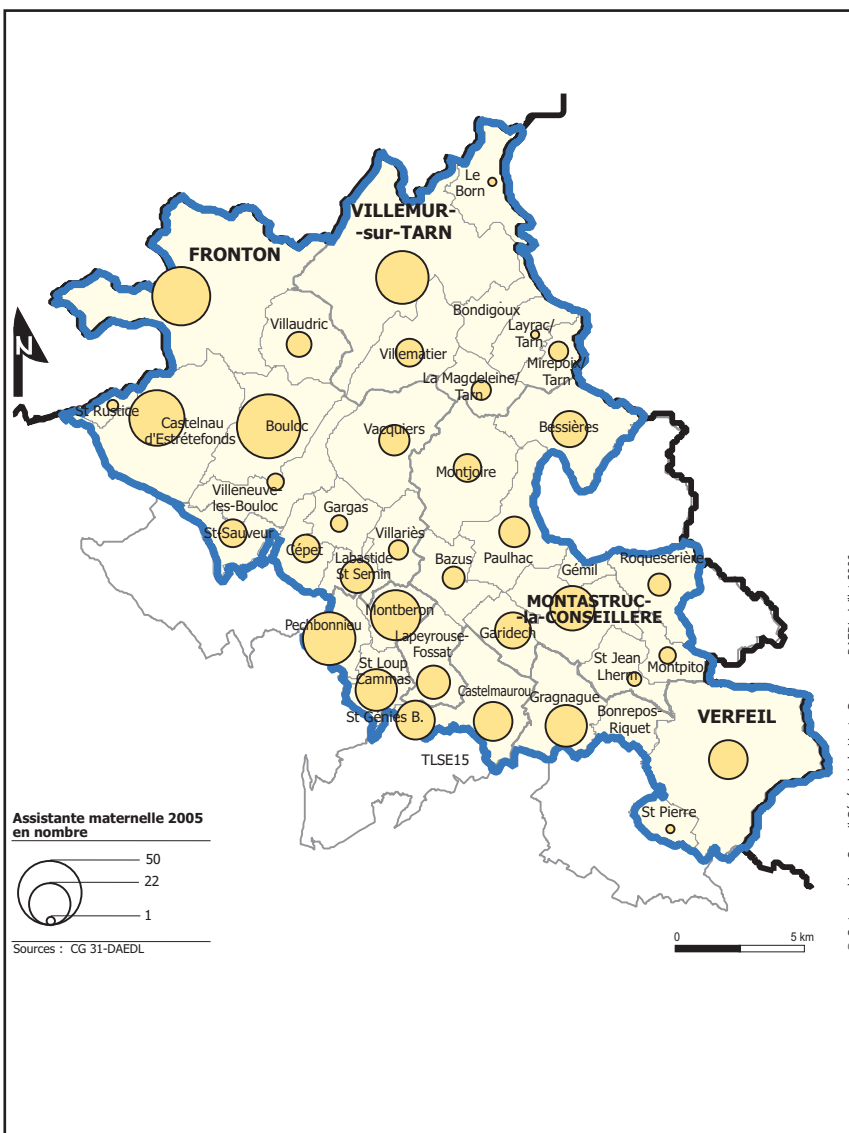
1 Accueil petite enfance en 2006



3 Crèche à Bouloc



2 Les assistantes maternelles en 2005



4 Crèche à Lapeyrouse-Fossat



Petite enfance : une offre en progression

En 2005, on peut estimer à 3 667 le nombre d'enfants de moins de 3 ans vivant dans le pays Girou Tarn Frontonnais.

Le territoire compte 11 crèches / Halte-garderie pour un total de 327 places. Parmi elles, on distingue des structures de portée communale et des structures de portée intercommunale.

Structures d'accueil de portée communale :

- ✓ La halte-garderie de Fronton a une capacité d'accueil de 20 places, elle va passer à 35 places et proposera un multi-accueil (crèche+halte garderie),
- ✓ La crèche de Castelmaurou a une capacité d'accueil de 24 enfants. La réalisation de locaux prévue pour fin 2007 lui permettra d'accueillir 30 enfants,
- ✓ La crèche parentale de Bouloc accueille 20 enfants,
- ✓ Le multi-accueil (crèche + halte-garderie) de Bessières accueille 27 enfants.

Structures d'accueil de portée intercommunale :

- ✓ La crèche familiale/halte-garderie de Villemur-sur-Tarn accueille 70 enfants (50 à la halte-garderie, 20 à la crèche familiale). Elle accueille également des enfants des communes de Le Born et de La Magdeleine-sur-Tarn qui ont signé une convention,
- ✓ La crèche/halte-garderie de Pechbonnieu accueille 35 enfants sur l'ensemble de la communauté de communes des Coteaux de Bellevue,
- ✓ La crèche/halte-garderie de Saint-Geniès-Bellevue accueille 24 enfants sur l'ensemble de la communauté de communes des Coteaux de Bellevue,
- ✓ La crèche/halte-garderie de Saint-Loup-Cammas accueille 35 enfants sur l'ensemble de la communauté de communes des Coteaux de Bellevue,
- ✓ La crèche/halte-garderie de Lapeyrouse-Fossat accueille 20 enfants et dessert l'ensemble des communes de la communauté de communes des Coteaux du Girou,
- ✓ La crèche/halte-garderie de Montastruc-la-Conseillère accueille 32 enfants et dessert l'ensemble des communes de la communauté de communes des Coteaux du Girou,
- ✓ La crèche/halte-garderie de Verfeil accueille 20 enfants et dessert l'ensemble des communes de la communauté de communes des Coteaux du Girou.

Ces structures sont complétées par 529 assistantes maternelles. Si on considère que les assistantes maternelles accueillent en moyenne 2 enfants, on peut estimer à 1 058 leur capacité d'accueil (on peut se baser sur l'exemple de la Communauté de Communes des Coteaux de Bellevue où on compte 114 assistantes maternelles pour 270 agréments, soit un peu plus de 2 enfants par assistante).

Au niveau territorial, on constate que les assistantes maternelles sont présentes dans toutes les communes du pays et constitue une réelle offre de proximité pour la population.

Aujourd'hui, l'offre totale du territoire pour les enfants de moins de 3 ans est estimée à 1385, soit 1 place pour 2,6 enfants. Selon les projections de population, ce ratio passerait à 1 place pour 2,12 enfants en 2015. Les personnes ayant des besoins ponctuels (travail à temps partiel, recherche d'emploi, allocataires API...) rencontrent des difficultés pour la garde de leur(s) enfant(s) car la gestion du multi-accueil est complexe. De plus, les assistantes maternelles préfèrent le plus souvent accueillir les enfants à temps plein. Face à ce constat, la crèche/halte-garderie de Villemur-sur-Tarn a décidé de permettre l'accès aux enfants dont les parents sont en recherche d'emploi. Traditionnellement, les crèches n'acceptent que les enfants dont les parents travaillent.

Même si le nombre d'assistantes maternelles permet de pallier au manque de places en structures d'accueil dans certaines communes, les parents affichent en général une nette préférence pour les crèches et haltes-garderies, ce qui explique en partie la saturation de ces structures.

Actuellement, on recense un nombre plus important de structures dans le sud du territoire (CC des coteaux de Bellevue) que dans le centre et le nord.

Les modes de gestion de ces équipements sont également hétérogènes puisque l'on trouve des crèches communales et intercommunales. Il en est de même pour les assistantes maternelles qui ne sont pas systématiquement organisées en Réseau d'Assistants Maternelles.

On peut citer en exemple, la communauté de communes des Coteaux de Bellevue qui a mis en place une gestion intercommunale de l'accueil de la petite enfance. Dans ce cadre, une personne est chargée d'accompagner les parents dans la recherche de structure d'accueil. Elle anime également le réseau des

assistantes maternelles qui se réunit régulièrement dans l'ensemble des communes de la communauté de communes. On recense des projets de création ou d'extension de structures d'accueil pour la petite enfance :

- ✓ Layrac-sur-Tarn : un projet de crèche porté par le SIGEP permettra l'accueil de 24 enfants. Cette structure ouvrira ses portes en septembre 2007.
- ✓ Castelnau-d'Estretfonds : un projet de création de crèche pour 2008,
- ✓ Villemur : un projet de création d'une structure multi-accueil (2007),
- ✓ Fronton : la halte-garderie va devenir un centre multi-accueil et étendra sa capacité d'accueil de 20 à 35 places (2007).

On recense également un projet de création de Relais d'Assistants Maternelles dans la commune de Montastruc (début 2007). Une coordinatrice gèrera à la fois ce RAM et le CLSH. Il est également prévu de mettre en place cinq annexes de ce RAM dans les communes de la communauté de communes des Coteaux du Girou.

La réalisation de structures pour la petite enfance mobilise des investissements particulièrement lourds pour les maîtres d'ouvrages. Ainsi, il paraît intéressant, dans le cadre d'une réflexion sur le développement éventuel de ce type de structure, de prendre en compte deux éléments importants :

- ✓ un trop grand nombre de structures « petite enfance » pourrait fragiliser le secteur si l'évolution du nombre d'enfants dans les années futures devait baisser (ce qui est possible vu le manque de rotation démographique de ce territoire),
- ✓ la réalisation de structures « évolutives » pourrait permettre d'adapter les structures à l'évolution des besoins du territoire.

1 Crèche des Moulins à Montastruc

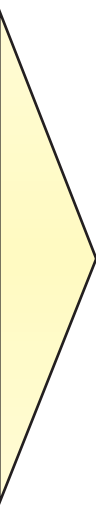


2 Crèche à Villemur sur Tarn



5 Pistes de Réflexion

- ✓ Comment permettre le développement des structures d'accueil à l'échelle du bassin de vie notamment dans le centre et le nord du territoire ?
- ✓ Quelles coordinations mettre en place entre les différentes politiques « petite enfance » du territoire mais aussi entre les structures ?
- ✓ Comment répondre au besoin de gardes à temps partiel pour les enfants des personnes en insertion (API, formations, recherche emploi...) ainsi que des employés du secteur de l'aide à domicile (temps partiel) ?
- ✓ Comment dynamiser et promouvoir le réseau des assistantes maternelles (mise en place de RAM, structures d'accueil...) ?



3 Atouts

- ✓ Des projets de création de structures d'accueil
- ✓ Une structuration de l'accueil de la petite enfance au sein de RAM (Coteaux de Bellevue)
- ✓ Un projet de RAM dans la communauté de communes des coteaux du Girou

4 Faiblesses

- ✓ Une saturation des crèches/halte-garderie notamment dans le secteur Fronton/Villemur
- ✓ Un besoin de locaux pour l'accueil des RAM
- ✓ Une inadéquation entre les structures existantes et les besoins des personnes en recherche d'emploi ou ayant des temps de travail différents des horaires classiques
- ✓ Un niveau d'équipement inégal sur le territoire
- ✓ Des besoins en structures d'accueil renforcés dans le nord du territoire (Fronton, Villemur)
- ✓ Un manque de coordination entre les différentes structures

1 Ecoles maternelles et primaires 2005



3 Ecole de Gargas



Scolaire / Péri-scolaire : une adaptation de l'offre aux nouveaux besoins

Scolaire

Le pays Girou Tarn Frontonnais compte 36 écoles maternelles (3 219 élèves), et 37 écoles élémentaires (5 113 élèves). A la rentrée 2005/2006, 8 332 enfants étaient scolarisés dans les écoles du territoire. On relevait une moyenne de 25 enfants par classe (26 en maternelle, 24 en élémentaire).

Depuis la rentrée 2004, le nombre d'enfants scolarisés a progressé de 5% (7 912 élèves en 2004, 8 332 en 2005). Cette hausse s'est effectuée principalement sur les écoles élémentaires (+7%), tandis que les effectifs des écoles maternelles affichent une hausse modérée (+2%). Cette évolution s'explique par le changement de profil des nouveaux habitants qui sont plus âgés et ont des enfants déjà en âge d'être scolarisés. Cette situation est assez récente, elle découle de la hausse du marché immobilier qui a décalé l'âge de l'accession à la propriété. Avant les années 2000, les nouveaux habitants étaient plus jeunes et l'impact était plus important sur les structures pour la petite enfance que sur les écoles.

Toutefois, les projections de populations permettent d'envisager une baisse globale des effectifs scolaires à l'horizon 2015. Le nombre moyen d'enfants par classe (maternelle et élémentaire) serait de 21 (contre 25 en 2005).

Les communes se sont adaptées à cette évolution avec l'extension et la réalisation de nouvelles écoles (création d'un groupe scolaire à Castelnau-d'Estrétefonds). On recense également des projets de création de nouvelles structures (une école maternelle à Bondigoux en 2007, une école à Villariès, un groupe scolaire à Fronton et à Villeneuve-les-Bouluc).

Comme ailleurs, certaines écoles du territoire sont confrontées à des problèmes de restrictions budgétaires. Aujourd'hui, on déplore un manque de psychologues scolaires. Certaines écoles sont dépourvues de Réseau d'Aide et de Soutien aux Elèves en Difficulté. Les Centres Médicaux Psycho Pédagogiques les plus proches sont situés dans les communes de Montastruc, de Labastide-Saint-Pierre (82) et du quartier des Izards à Toulouse et les délais pour l'obtention d'un rendez-vous sont longs (un an environ).

4 Ecole maternelle de Bouloc



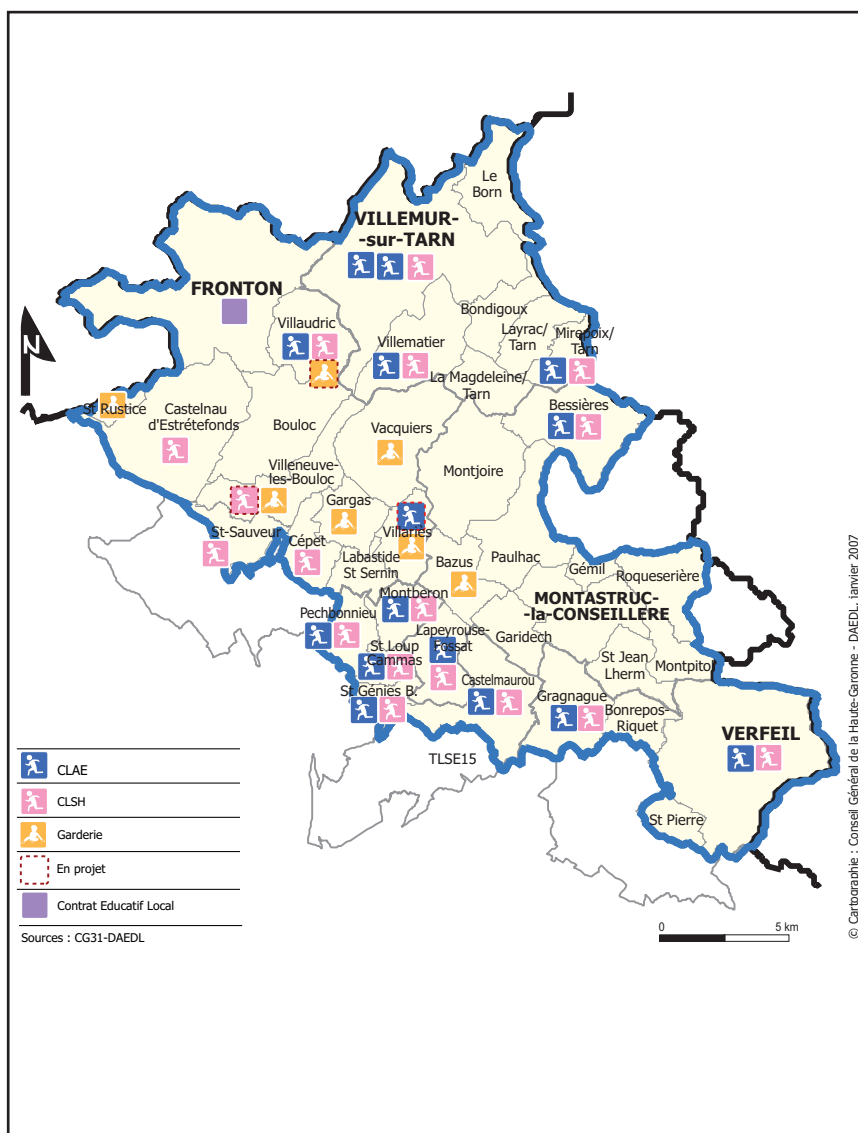
2 Ecole de Castelmaurou



5 Ecole de Gagnague



1 Accueil périscolaire en 2006



2 Atouts

- ✓ Une bonne couverture en établissements scolaires
- ✓ Une augmentation linéaire des effectifs permettant une gestion à long terme de la politique éducative
- ✓ Une adaptation de l'offre de structures éducatives
- ✓ Une création de locaux pour CLSH/CLAE
- ✓ Des projets de mise en place de CLSH et CLAE

Péri-scolaire

En dehors des temps scolaires, les structures de type CLAE/CLSH permettent de proposer des panels d'activités aux enfants, mais également un système de garde pour les parents en activité. Pour répondre aux besoins de gardes en dehors des temps scolaires (de nombreux parents travaillent hors du territoire ce qui implique des temps de trajets importants) les communes développent leur offre en la matière. Elle n'est pas homogène sur l'ensemble du pays comme cela peut être le cas pour les écoles. De plus, les tarifs de ces services diffèrent d'une structure à l'autre.

Pourtant, les structures d'accueil périscolaires sont assez nombreuses. Elles sont gérées soit par les communes elles-mêmes soit par l'intercommunalité. On peut citer le SIGEP qui regroupe les communes de Villematier, Mirepoix, Bondigoux et Layrac.

Le CLAE et le CLSH sont gérés par l'association Atouts Jeunes. 135 enfants sont accueillis par le CLAE, 45 par le CLSH. Des projets de développement de l'offre sont recensés :

- ✓ Un projet de gestion intercommunale des CLAE/CLSH dans la communauté de communes des Coteaux de Bellevue,
- ✓ Un projet de création de locaux pour le CLSH et le CLAE dans la commune de Fronton,
- ✓ Un projet de création de locaux pour le CLSH et le CLAE dans la commune de Castelsmauou,
- ✓ Un projet de mise en place de CLAE/CLSH dans la commune de Bessières,
- ✓ Un projet de mise en place de CLAE/CLSH dans la commune de Villeneuve-Boulloc.

Cependant, toutes les communes n'ont pas la capacité financière pour développer ce type de service. Ainsi, malgré une demande accrue de la part des parents, les petites communes rencontrent des difficultés dans la mise en place de CLAE/CLSH.

Les effectifs d'enfants sont souvent trop faibles pour garantir la pérennité de telles structures (embauche de personnel, locaux...).

Pour pallier ce besoin, des garderies municipales ont été mises en place mais elles n'apportent pas le même niveau de qualité de service (pas d'activités proposées).

3 Faiblesses

- ✓ Une saturation des écoles dans certains secteurs
- ✓ Peu de relations entre les diverses structures périscolaires du territoire
- ✓ Une demande forte pour la mise en place de CLAE/CLSH
- ✓ Des besoins de locaux pour la mise en place de CLAE/CLSH
- ✓ Un manque de Réseau d'Aide et de Soutien aux Elèves en Difficulté
- ✓ Saturation des Centres Médicaux Psycho Pédagogiques

5 Centre Petite Enfance (Fronton)



4 Pistes de Réflexion

- ✓ Comment répondre à la demande forte des parents pour l'accueil des enfants hors temps scolaires ?
- ✓ Comment mutualiser les besoins (personnels, locaux) pour permettre la mise en place et la pérennité de structures de type CLSH notamment pour les petites communes où les effectifs ne permettent pas la mise en place d'une structure communale ?
- ✓ Comment optimiser et améliorer l'accueil extrascolaire pour les petites communes proposant une garderie municipale (association de plusieurs communes pour mise en place de CLAE/CLSH) ?

1 Collèges et lycées en 2005



3 Lycée à Fronton



Structures pour la jeunesse : vers un renforcement des besoins

Enseignement secondaire : une offre saturée

A la rentrée 2006, 2910 élèves étaient scolarisés dans les cinq collèges du territoire (Villemur : 493, Verfeil : 403, Montastruc : 615, Pechbonnieu : 644, Fronton : 755).

Excepté le collège Jean Gray de Verfeil, ces structures ont atteint leur capacité d'accueil maximale. Ainsi, deux collèges sont en projet (communes de Bessières et de Saint-Jory).

Ces deux projets sont inscrits au 4^e schéma prévisionnel d'investissement des collèges pour la période 2007/2012 (schéma arrêté par l'Assemblée Départementale le 25 janvier 2006 et actualisé par décision du 24 janvier 2007).

Selon les projections de population, le nombre de jeunes de 11 à 15 ans devrait doubler d'ici 2015, les besoins en structures aussi bien éducatives que de loisirs vont donc fortement se renforcer.

Ouvert récemment, le lycée de Fronton a déjà atteint sa capacité d'accueil maximale (595 élèves).

L'offre d'enseignements spécialisés est très faible. A Bessières, un CFA spécialisé dans les métiers de la conduite d'engins et des carrières a ouvert ses portes à la rentrée 2006. Il accueille une trentaine d'élèves. A terme, sa capacité d'accueil passera à 200. On recense également une SEGPA au collège Albert Camus à Villemur. Pour d'autres types d'enseignements spécialisés, les élèves doivent se rendre à Toulouse.

4 Collège de Montastruc



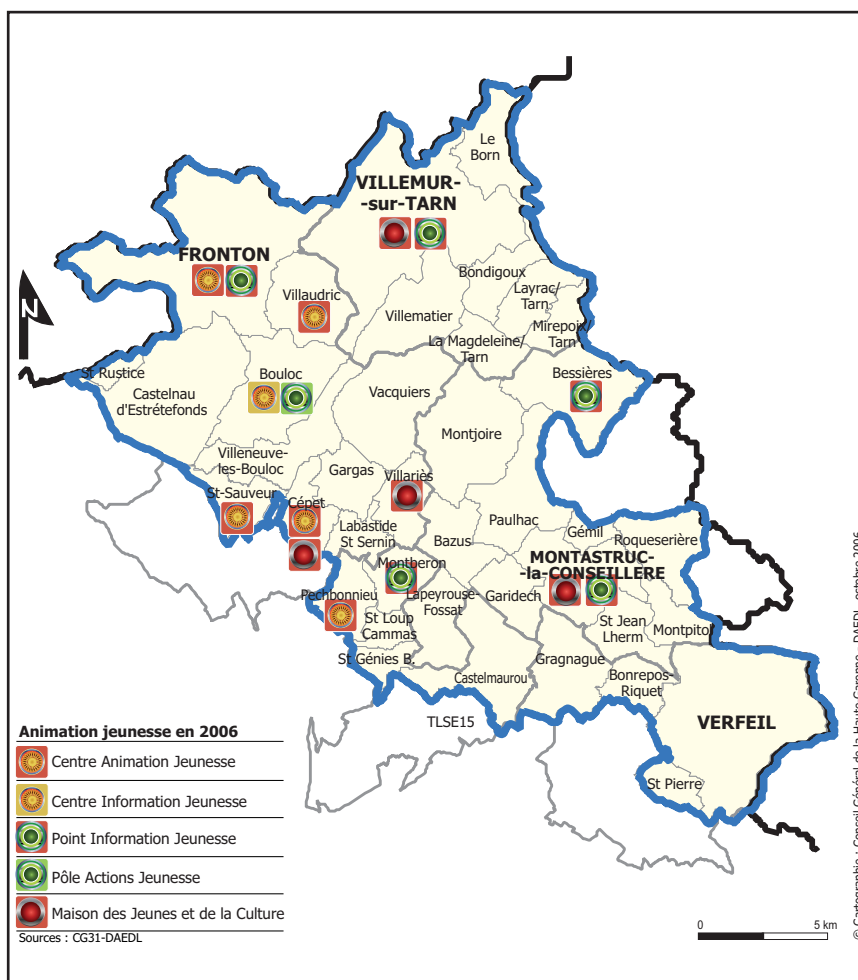
2 Collège de Fronton



5 Arrêt de bus de Gragnague



1 Lieux d'accueil pour les jeunes en 2005



Animation jeunesse : un enjeu majeur pour le territoire

Le pays Girou Tarn Frontonnais compte des Centres d'Animation Jeunesse et des Point Accueil Jeunes dans chaque bassin de vie. Ces structures sont en gestion déléguée ou communale. Elles accompagnent les jeunes dans leurs démarches diverses (emploi, logement...) et proposent également des activités sportives et culturelles.

Trois MJC (Montastruc, Villemur, Cepet) ont été recensées sur le territoire, elles proposent un panel d'activités de loisirs qui ne sont pas exclusivement destinées aux jeunes. Dans ce cadre, de nombreux projets sont réalisés avec les jeunes tout au long de l'année.

La progression du nombre de jeunes vivants sur le territoire a entraîné un renforcement de la demande pour des activités de loisirs. Par ailleurs, face à la progression d'une petite délinquance les élus et les professionnels ont conscience du rôle primordial joué par les structures d'accompagnement des jeunes notamment en ce qui concerne la citoyenneté et la prévention des conduites à risques (alcool, drogues...). Dans ce cadre, la Maison de la Justice constitue un partenaire important pour les personnes travaillant auprès des jeunes.

Aujourd'hui, les jeunes sont demandeurs de structures qu'ils souhaitent gérer eux-mêmes (local communal), mais ce type d'offre ne répond que partiellement aux besoins puisque l'animation est nécessaire. Les jeunes sont difficilement mobilisables, il s'agit donc que les structures soient assez souples pour permettre au plus grand nombre de s'impliquer. De plus, afin qu'une relation de confiance puisse s'instaurer entre les jeunes et les adultes ayant en charge l'encadrement, il est intéressant qu'il y ait une continuité des intervenants dans les différentes structures d'animation (de l'école au lycée). On peut citer en exemple, la communauté de communes des Coteaux de Bellevue où un même animateur travaille à la fois au CLAE et au Centre d'Animation Jeunesse. Les jeunes se heurtent aux difficultés de déplacement dans le territoire. Ainsi, l'association Atout Jeunes a mis en place un système de ramassage pour leur permettre d'accéder aux activités proposées. Cependant, si des actions communes à plusieurs structures sont mises en place (séjours en montagne...), le constat est fait que les jeunes souhaitent rester dans leur commune.

La question des financements des structures d'animation représente une réelle problématique. En effet, le coût des loisirs pour les jeunes est souvent prohibitif pour les familles qui ne perçoivent pas d'aides de la CAF. Dans la commune de Bouloc, des chantiers permettant aux jeunes de gagner des « temps repas », « loisirs » ou « séjours » ont été mis en place.

Cependant, ce type d'initiative ne répond pas aux problèmes de financement d'activités destinées aux plus jeunes (les financements de la CAF pour les structures ne concernent que les structures encadrant des enfants de moins de 12 ans). En 2007, les modalités de financement de la CAF vont être modifiées et permettront le financement des structures d'accueil jusqu'à 18 ans. Ces nouvelles dispositions permettront de développer l'offre notamment concernant les Centres de Loisirs Associés au Collège. Nombreux parents sont demandeurs de ce type de structures, actuellement il en existe peu faute de financements.

2 Centre d'Information Jeunesse de Bouloc



3 Atouts

- ✓ Une population de jeunes en augmentation (6% de la population entre 11 et 15 ans et 10% entre 16 et 25 ans)
- ✓ Des structures d'accueil pour les jeunes sur le territoire
- ✓ Des projets communs entre les différentes structures d'animation

4 Faiblesses

- ✓ Pas d'offre d'enseignements spécialisés (forte dépendance à Toulouse)
- ✓ Un déficit de moyens humains dans certaines structures
- ✓ Un manque de moyens financiers pour les actions en faveur des jeunes de plus de 12 ans

5 Pistes de Réflexion

- ✓ Comment développer la prévention et la citoyenneté au sein des structures pour la jeunesse ? Comment développer les actions de prévention envers les jeunes ?
- ✓ Comment permettre le développement des structures d'animation et d'accueil de la jeunesse par la mutualisation des moyens ?
- ✓ Comment favoriser le déplacement des jeunes pour optimiser les actions des différentes structures à l'échelle du bassin de vie ou du pays ?
- ✓ Comment répondre au besoin d'accueil en CLAC pour les préadolescents (à partir de 12 ans) ?
- ✓ Comment amener les jeunes vers des activités culturelles ?
- ✓ Comment envisager l'accompagnement des jeunes en grande difficulté (errance, délinquance, drogue) ?
- ✓ Comment aider le développement d'enseignements spécialisés (filières techniques, formations courtes) tant pour les collèges que pour le lycée ?
- ✓ Quelle réflexion mener sur le développement de l'offre en structures d'accueil sachant que les besoins vont se renforcer ?

1 Equipements pour personnes âgées 2005



Personnes âgées : un territoire favorisé par rapport à la répartition départementale

Un taux d'équipement élevé ...

Aujourd'hui, 3 715 personnes âgées de plus de 75 ans vivent sur le territoire. Elles représentent 18% de la population totale. Les besoins en structures d'accueil pour personnes âgées se renforcent avec le vieillissement de la population. D'ici 10 ans le territoire comptera 2 258 personnes âgées de plus de 75 ans supplémentaires. Cette évolution représente une hausse de 61%.

Le pays Girou Tarn Frontonnais totalise 14 établissements pour personnes âgées. Parmi eux, on recense 12 Etablissements d'Hébergements pour Personnes Agées Dépendantes. Ils sont répartis dans huit communes (Villemur, Fronton, Bessières, Castelnau d'Estrétefonds, Saint-Sauveur, Cepet, Pechbonnieu, Castelmaurou).

Dans ce contexte, le territoire apparaît plutôt bien doté en équipements pour personnes âgées même s'ils ne peuvent satisfaire pleinement une demande toujours croissante. Ainsi, les structures de Fronton et de Villemur ont des listes d'attente variant de 40 à 60 personnes.

Les 826 lits recensés sur le territoire du pays Girou Tarn Frontonnais représentent un taux d'équipement de 222 lits pour 1 000 personnes âgées de plus de 75 ans (122 en moyenne départementale). En 2015, selon les projections de population, ce taux passerait à 138.

On dénombre des projets de création de structures :

- ✓ Un projet de création d'une résidence senior à Saint-Geniès-Bellevue (2008-2009),
- ✓ Un projet de maison de retraite dans la commune de Verfeil,
- ✓ Un projet de réalisation d'une maison de retraite de 80 lits (dont 20 lits Alzheimer) à La Magdeleine-sur-Tarn,
- ✓ Deux projets de création de centres Alzheimer dans les communes de Villemur (accueil de jour et hébergement temporaire) et de Pechbonnieu.

Actuellement, de nombreuses familles recherchent des structures permettant un accueil ponctuel des personnes âgées dépendantes qui sont à leur charge.

Le territoire n'est pas actuellement en mesure de répondre à ce nouveau type de demande. Cependant, ce type de structures comme les centres Alzheimer est très dépendant des transports. Ainsi, leur réalisation pourrait s'accompagner d'une offre de transports spécifique.

... complété par les services d'aide à domicile

La demande d'aide à domicile pour personnes âgées est en progression depuis la mise en place de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie qui favorise le maintien à domicile. Ainsi, la majorité des communes ont mis en place un service de portage de repas et d'aide à domicile, d'autres s'appuient sur des associations.

Les structures pour personnes âgées sont complétées par trois Services de Soins Infirmiers à Domicile Pour Personnes Agées (maison de retraite de Villemur, Le Gambetta et Montastruc) qui proposent 116 places, soit un taux de couverture de 31,2 places pour 1000 habitants de plus de 75 ans. Ce chiffre est bien supérieur à la moyenne départementale (14,3 places pour 1000 habitants).

Dans le canton de Villemur, l'ACEF (Association Communale d'Emplois Familiaux) emploie 90 salariés qui interviennent à domicile auprès des personnes âgées. L'AF (Association Familiale Cantonale) de Montastruc-la-Conseillère emploie 170 salariés soit 90 équivalents temps pleins. Cette association intervient auprès d'environ 1 000 personnes sur l'ensemble du territoire.

L'AMFPAD (Aide aux Mères, aux Familles et aux Personnes A Domicile) intervient à domicile auprès de personnes âgées et/ou malades (permanences mensuelles à Bouloc).

Malgré une forte demande, les associations d'aide à domicile rencontrent des difficultés pour l'embauche de personnel qualifié. En effet, autrefois réservé aux personnes non qualifiées, ce secteur d'activité s'est professionnalisé. Aujourd'hui, il requiert des compétences précises et un minimum de formation.

2 Atouts

- ✓ Un taux de couverture en structures d'hébergement pour personnes âgées parmi les plus élevés du département
- ✓ Un nombre important d'emplois dans le secteur de l'aide à domicile
- ✓ Des projets de création de structures pour personnes âgées (maisons de retraite/centre Alzheimer)
- ✓ Construction en cours d'une structure pour l'accueil de jour de personnes âgées à Pechbonnieu
- ✓ Un taux de couverture en Service de Soins Infirmiers à Domicile pour Personnes Agées (SSIDPA), plus de deux fois supérieur à la moyenne du département

3 Faiblesses

- ✓ Une population vieillissante
- ✓ Une saturation des structures existantes
- ✓ Des structures d'aides à domicile souffrant des difficultés du secteur (une hausse importante des demandes, difficultés pour l'embauche de personnel qualifié)
- ✓ Pas de centre d'accueil de jour pour les personnes âgées prises en charge par les familles
- ✓ Isolement renforcé par le manque de transports collectifs adaptés

4 Pistes de Réflexion

- ✓ Quelle réflexion globale mener sur le développement de l'offre en structures d'accueil sachant que les besoins vont se renforcer ?
- ✓ Comment permettre le développement d'actions de prévention en direction des personnes âgées (activités cognitives et physiques) ?
- ✓ Comment permettre l'accès des personnes âgées aux différents équipements par la mise en place de transports spécifiques ?
- ✓ Comment optimiser l'implantation de centres Alzheimer sur le territoire ?
- ✓ Comment permettre la création d'une structure flexible pour accueillir ponctuellement les personnes âgées à la charge des familles ?

1 Etablissements de soins 2006



Structures spécifiques : des besoins à évaluer

Le pays compte huit **établissements de soins** exclusivement privés. Parmi eux, on recense 3 cliniques de rééducation (Castelmaurou, Fronton, Montastruc), 4 cliniques psychiatriques (Castelmaurou, Fronton, Montberon, Saint-Loup-Cammas), et 1 clinique d'éducation nutritionnelle (Bondigoux). On déplore l'absence de structures de rééducation dans le nord où les personnes concernées doivent se rendre dans un centre situé à Albi.

L'hôpital Marchand effectue des permanences dans la commune de Bouloc. Dans ce cadre, un Centre d'Aide Thérapeutique de Travail de Proximité permet de proposer différentes activités. Cependant, il ne peut répondre à l'ensemble des demandes qui sont très nombreuses.

On recense également **3 établissements médicaux** sociaux destinés aux personnes handicapées. Dans la commune de Cépet, l'établissement "Les maronniers" compte un foyer de vie et une Maison d'Accueil Spécialisée. A Pechbonnieu, on recense un foyer de vie (Ernest Boué).

Dans la commune de Pechbonnieu, un **Établissement ou Service d'Aide par le Travail** (ESAT) (Elisa 31) a ouvert ses portes en novembre 2006. Il s'agit d'une entreprise sociale proposant une diversité de métiers et de situations de travail à des personnes adultes handicapées. Cet établissement accueille d'anciens malades mentaux stabilisés.

Les personnes sont encadrées dans des ateliers de production et de service par du personnel qualifié. Les ateliers proposés sont au nombre de cinq (restauration, bureautique, industrie, nettoyage industriel et mécanique). Aujourd'hui, cette structure accueille 12 personnes. Les demandes augmentent progressivement (les délais d'orientation professionnelle étant de 6 mois environ). A terme, sa capacité d'accueil sera de 60 travailleurs handicapés.

Un **gîte** (association Cante L'Aouselou) à Mirepoix réalise notamment l'accueil d'une vingtaine d'handicapés autistes pour des activités de loisirs pendant les vacances.

L'association « Adiad », implantée à Montauban, intervient auprès des personnes handicapées pour leur insertion professionnelle. Cette structure assure le suivi de 200 travailleurs handicapés (personnes orientées par la Commission des Droits à l'Autonomie des Personnes Handicapées de la Maison Départementale des Personnes Handicapées, bénéficiaires AAH ou carte invalidité) sur le secteur et s'appuie sur un réseau de partenaires comme l'ANPE, les CBE, les entreprises locales... Elle accompagne également les entreprises souhaitant embaucher des personnes handicapées.

Les personnes handicapées se heurtent aux problèmes de déplacement dans le territoire en raison notamment de l'inadaptation des transports en terme d'horaires mais aussi d'accessibilité (pour les personnes à mobilité réduite notamment).



2 Atouts

- ✓ Des structures d'accueil spécifiques pour les personnes handicapées présentes sur le territoire
- ✓ Une structure d'appui à l'insertion professionnelle des personnes handicapées (Cap Emploi)
- ✓ Un projet de création de Maison d'Accueil Spécialisée pour personnes handicapées vieillissantes (Pechbonnieu)
- ✓ Construction d'une structure d'accueil pour personnes handicapées vieillissantes dans la commune de Pechbonnieu (association Marie-Louise)

3 Faiblesses

- ✓ Des problèmes de déplacements renforcés par le handicap (pas de réseau de transport collectif adapté aux besoins spécifiques des personnes handicapées)
- ✓ Pas de structure d'accueil pour personnes handicapées vieillissantes
- ✓ Une saturation des cliniques du territoire

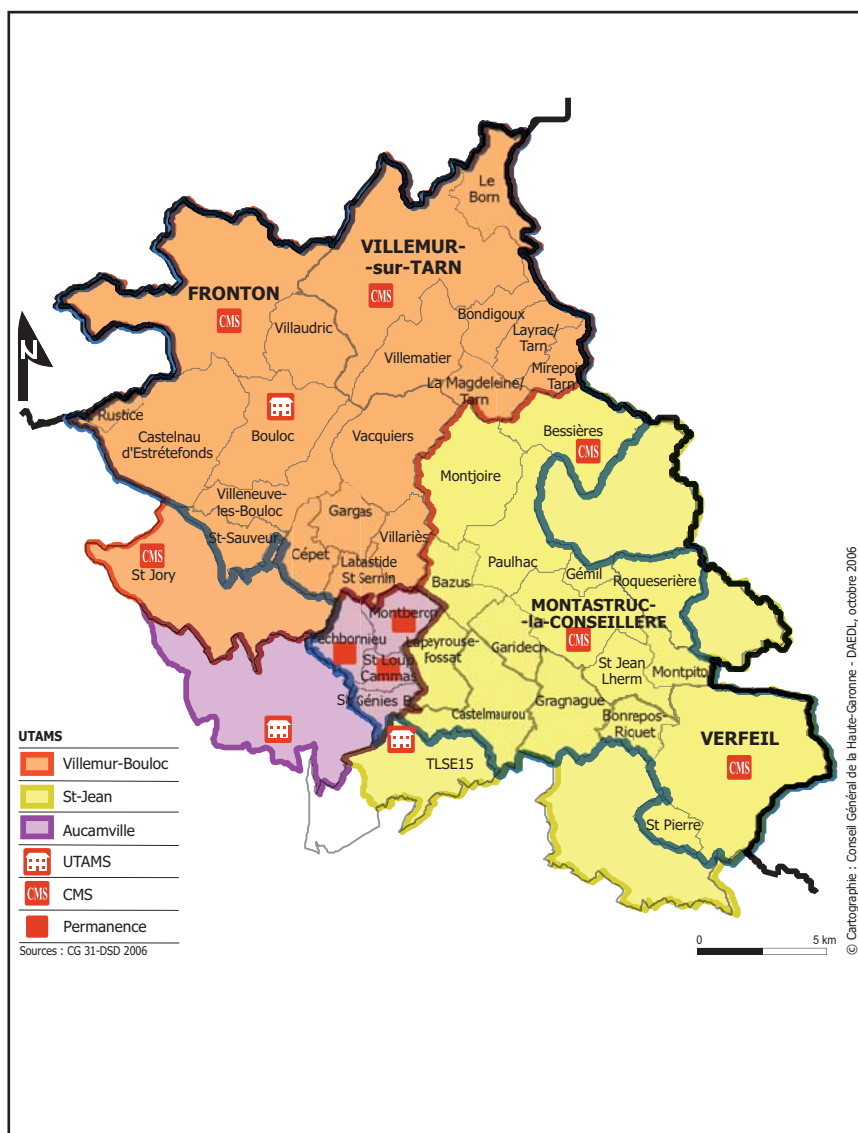
4 Pistes de Réflexion

- ✓ Comment mener une réflexion afin d'évaluer le besoin d'établissements de rééducation ?

4. Aide sociale et Insertion



1 Unités Territoriales d'Action Médico-Sociale



2 L'UTAMS de Villemur/Bouloc



Aide sociale et insertion

Aide sociale : une offre départementale couvrant l'ensemble du territoire associée à des politiques communales diverses

Les communes du pays sont réparties dans 3 Unités Territoriales d'Action Médico-Sociale (UTAMS) :

- ✓ UTAMS Villemur / Bouloc : implanté dans la commune de Bouloc, elle dessert les cantons de Fronton et de Villemur (19 communes du pays Girou Tarn Frontonnais),
- ✓ UTAMS Saint-Jean : communes des cantons de Montastruc et de Verfeil (16 communes du pays Girou Tarn Frontonnais),
- ✓ UTAMS Aucamville : communes du canton Toulouse XV (4 communes du pays Girou Tarn Frontonnais).

Couvrant l'ensemble du territoire départemental, les UTAMS ont pour vocation d'assurer les missions sociales et médico-sociales engagées par le Conseil Général. Regroupant plusieurs cantons, chaque UTAMS comprend un centre d'unité territoriale et des Centres Médico-Sociaux (CMS). Ces structures interviennent auprès des familles, des enfants, des jeunes, des personnes handicapées et des personnes âgées. Les équipes sont composées d'assistantes sociales, d'éducateurs, de psychologues, de médecins, de puéricultrices, d'infirmiers et de secrétaires.

Les assistantes sociales de secteur travaillent en concertation avec les élus qui orientent les personnes en difficulté. On recense également des conseillères en économie sociale et familiale.

La majorité des communes dispose d'un CCAS mais leurs fonctions diffèrent d'une commune à l'autre et peu d'entre eux sont affiliés à l'Union Départementale des CCAS (cet organisme apporte un appui technique et fédère les actions des CCAS).

Insertion : des personnes peu mobiles ayant besoin d'un accompagnement important

L'enquête menée auprès des acteurs du territoire a permis de recueillir des éléments sur le profil des personnes en difficulté.

Il ressort de cette enquête que les personnes en difficulté sociale sont le plus souvent des femmes peu qualifiées. On peut citer en exemple les personnes suivies par l'organisme Cépière Formation dans le cadre du dispositif territorial d'insertion du Conseil Général de la Haute-Garonne pour les bénéficiaires du RMI, qui sont à 65% des femmes ayant un niveau global de formation peu élevé : 75% ont un niveau de formation 5 ou 6^s. On peut également citer le Point Relais Accueil Information Emploi, à Villemur, où en 2005, sur les 295 personnes accompagnées, 203 sont des femmes.

Les professionnels ont constaté une progression des cas d'illettrisme aussi bien chez les jeunes que chez les personnes plus âgées. Une part assez importante de personnes ayant des conduites addictives a également été recensée. Pour elles, l'insertion est complexe et doit passer par le traitement de la dépendance. Parallèlement, le nombre de personnes cumulant les freins à l'insertion semble se développer. Ces personnes ont besoin d'une prise en charge globale.

Or les structures spécialisées du territoire sont très peu nombreuses. Au niveau territorial, le canton de Villemur se caractérise par une part importante de personnes en insertion. Il s'agit d'un public peu autonome ayant besoin d'un accompagnement important. Certaines familles sont en difficulté depuis plusieurs générations. Les demandeurs d'emploi sont peu mobiles, ils souhaitent trouver un emploi dans le secteur. Or, la situation économique ne permet plus d'assurer autant d'emplois que par le passé. On retrouve ce sentiment d'enclavement des personnes en situation d'insertion sur l'ensemble du territoire malgré la proximité de Toulouse. L'accessibilité et le développement de l'offre de transport contribuent à l'insertion professionnelle.

Un réseau d'acteurs et d'organismes bien développés

Le territoire regroupe un nombre important de structures d'insertion et d'aide à l'emploi bien coordonnées entre elles. Certaines ont été rencontrées dans le cadre de l'étude :

L'antenne Nord-Est de la Mission Locale de la Haute-Garonne est située dans la commune d'Aucamville. Les conseillers en insertion tiennent des permanences dans les communes de Fronton, Bouloc, Montastruc, Bessières et Verfeil. Cette structure intervient auprès des jeunes de 16 à 25 ans sortis du système scolaire. Ses missions sont l'orientation professionnelle, l'accompagnement personnalisé dans la recherche d'emploi ou de contrat en alternance, le conseil et la prescription sur la formation professionnelle ainsi que l'orientation et le conseil pour les démarches d'insertion sociale. En 2005, 1 167 jeunes ont été en contact avec l'antenne Nord-Est (cantons de Fronton, Villemur, Montastruc, Verfeil et Toulouse XV). 74% des demandes concernaient l'emploi (43%) et la formation (31%).

Les jeunes suivis sont confrontés à des difficultés de déplacement sur le territoire mais aussi pour rejoindre Toulouse. Une majorité n'ont aucune qualification et ce de manière plus marquée que dans d'autres antennes du département. Les jeunes de 16 à 17 ans en rupture avec le système scolaire sont les plus représentés. Certains ont des problèmes d'illettrisme.

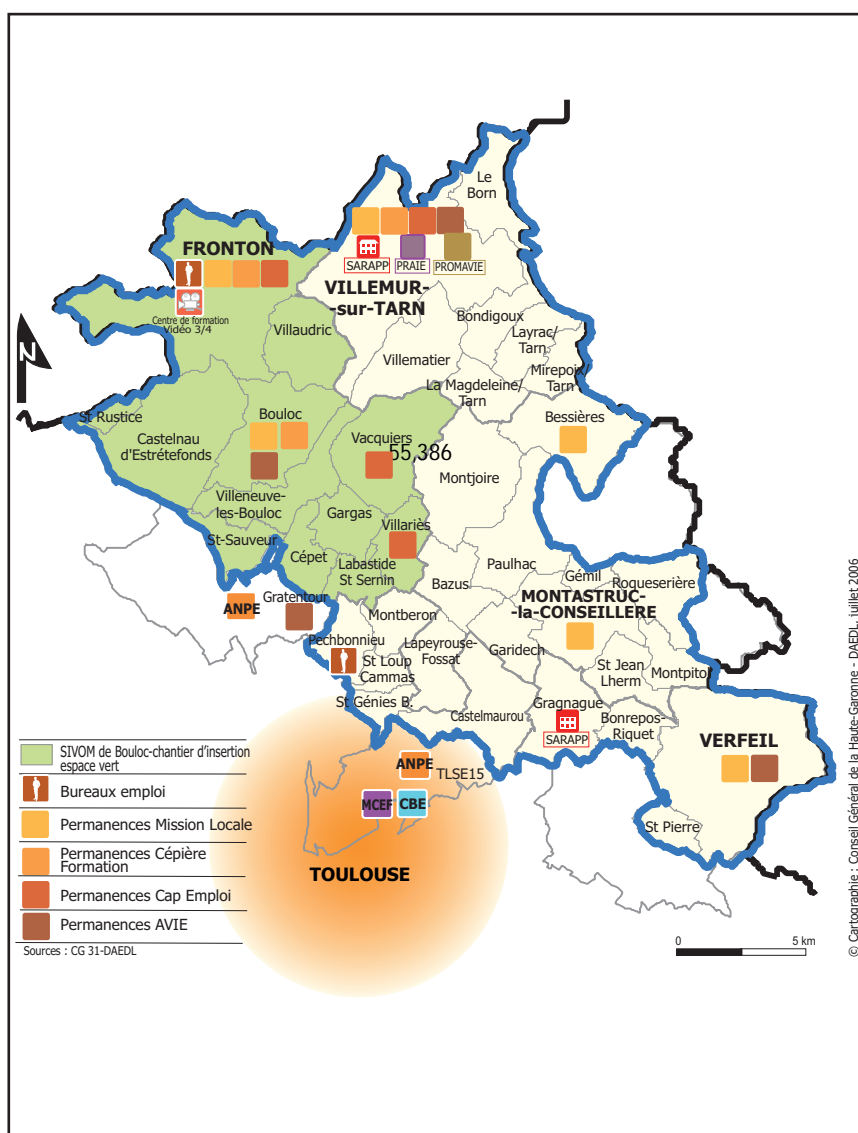
Les jeunes suivis à la permanence de Villemur ont des problématiques sociales plus lourdes. Au problème de déplacement s'ajoute celui du logement (faiblesse de l'offre locative sociale et/ou d'urgence). Des logements d'urgence se trouvent sur la commune de Saint-Jean mais toutes les demandes ne peuvent être satisfaites. Les jeunes qui travaillent ne peuvent pas toujours se loger sur le territoire en raison du coût élevé de l'immobilier. La permanence de Verfeil / Montastruc met en évidence une population assez rurale et un nombre moins important de jeunes suivis. Les problématiques sociales y sont moins lourdes. Cependant, l'enclavement est également un frein à l'accès à l'emploi.

Le secteur des services à domicile pourrait constituer un débouché pour les jeunes mais les structures ne sont pas encore prêtes à les recruter. Elles préfèrent se tourner vers des personnes plus âgées. Il existe également des opportunités d'embauche dans le secteur artisanal, le bâtiment notamment. Cependant, les jeunes sont parfois réticents à s'engager dans cette voie. Enfin, le manque de formations qualifiantes dans le territoire est un frein réel à l'insertion professionnelle des jeunes.

⁵ Ce niveau de formation correspond à un niveau CAP / BEP.

⁶ La liste qui suit n'est pas exhaustive, il s'agit des principaux acteurs rencontrés dans le cadre de l'étude. Ils ne sont pas seuls à intervenir sur le territoire.

1 Structures d'aide à l'insertion



2 L'accueil de l'UTAMS de Villemur/Bouloc



Le Comité de Bassin d'Emploi du Nord-Est Toulousain a été créé en 1991 dans le but d'impulser et de favoriser le développement local du territoire. Son siège social se trouve dans la commune de Saint-Jean. Son territoire d'intervention englobe une cinquantaine de communes du Nord et de l'Est toulousain, dont des communes du pays Girou Tarn Frontonnais.

Ses missions sont orientées sur le développement de l'emploi et de la création d'activités par la mise en commun de moyens humains et techniques de savoir-faire et d'informations et de destination des acteurs et des habitants du territoire. Dans ce cadre, le CBE accompagne les porteurs de projets dans leurs démarches de création.

Le CBE a développé et anime un réseau de services d'emplois associatifs ou communaux de proximité qui permet aux demandeurs d'emploi d'avoir accès en temps réel aux offres de l'ANPE mais aussi à une mise en relation directe avec les chefs d'entreprises. Il a conduit en partenariat avec les acteurs du territoire des actions d'insertion et de formation (Etat, Région, Maison Commune Emploi Formation, Conseil Général, entreprises). Cette structure effectue également des études permettant de faire émerger les besoins en main d'oeuvre sur le territoire et les attentes des demandeurs d'emplois.

La Maison Commune Emploi Formation implantée dans la commune de Saint-Jean depuis juillet 2005, propose divers services autour de professionnels de l'emploi et de la formation. Elle rassemblant en un même lieu de multiples partenaires notamment une ALE et le service ARFE du Conseil Régional. Cette structure répond aux besoins des publics demandeurs d'emploi, salariés, scolaires, entreprises dans les domaines de la formation et de l'emploi et développe des actions destinées à servir tous les acteurs du pays Girou Tarn Frontonnais. La MCEF dispose d'un centre de ressources documentaires (métiers et formations, environnement économique, validation des acquis et de l'expérience, création d'activités ou d'entreprise), d'outils en libre accès (postes informatiques avec accès Internet, cabine téléphonique, photocopieur, logiciel d'aide à la rédaction de CV), d'ateliers d'informatique pour débutants, de manifestations thématiques et d'ateliers d'information sur la formation.

En 2005, la MCEF a reçu 5 542 personnes dont 62% de femmes. Parmi l'ensemble du public reçu, 68% avaient entre 25 et 59 ans. La moitié des personnes étaient cadres, un quart étaient des travailleurs handicapés et un second quart étaient allocataires du RMI.

Depuis la création de la MCEF, diverses actions ont été menées :

- ✓ Les « petits déjeuners employeurs » ont abordé le contrat de professionnalisation, les nouvelles mesures pour l'emploi et les emplois associatifs. Ces rencontres ont été organisées conjointement par l'Antenne Régionale Formation pour l'Emploi, le Comité de Bassin d'Emploi du Nord-Est Toulousain et l'ANPE.
- ✓ La « journée des métiers d'aide à la personne » a rassemblé de nombreux partenaires (ANPE, AVIE, CBE du NET,...) et accueilli 400 personnes (demandeurs d'emploi, professionnels, employeurs, scolaires).
- ✓ Les « réunions de culture commune » ont permis aux partenaires de la MCEF de se rencontrer pour découvrir les services proposés par la MCEF et de s'approprier les outils proposés.
- ✓ Les « permanences des partenaires associés » se sont effectuées à partir d'un calendrier défini par avance. Ces partenaires sont l'AFPA, Cap Emploi, le CIBC et le PLIE.
- ✓ Une formation qualifiante « Assistante de vie » pour répondre aux besoins de ce secteur en personnel qualifié a été mise en place en partenariat avec l'ANPE et le CBE du NET. 80% des personnes ayant suivi ce stage ont trouvé un emploi. La formation a accueilli un public plus large que celui du pays GTF.

Les chantiers d'insertion du SIVOM de Boulloc accueillent en moyenne un vingtaine de personnes en insertion pour une durée d'un an. Les travaux sont axés sur l'aménagement des espaces naturels (création de sentiers, réouverture de chemins de randonnées ; nettoyage de fossés et de parcelles boisées, petits travaux d'amélioration du bâti communal).

Mis en place depuis 8 ans, le chantier d'insertion est mandaté par le SIVOM. Il est financé par les communes membres du SIVOM (33%), le Conseil Général (13%) et l'Etat (53%). Le chantier d'insertion s'adresse aux allocataires du RMI, aux chômeurs de longue durée, aux travailleurs jeunes ainsi qu'aux travailleurs handicapés. Il s'agit d'un public très éloigné de l'emploi. Les personnes embauchées doivent avoir entre 17 et 55 ans et habiter le canton.

Ces publics cumulent parfois plusieurs freins à l'insertion (mobilité, situation familiale, difficultés d'ordre social, santé...). En 2005, 70% des personnes concernées avaient mené à bien leur projet à l'issue du chantier.

Les personnes embauchées suivent une formation d'orientation et d'accompagnement à l'insertion d'une durée de 300 heures. Elle est dispensée par l'organisme Vidéo 3/4 dans la commune de Fronton.

Les personnes qui suivent le chantier ont souvent des problématiques de logement (habitat insalubre, loyers élevés) renforcées par le manque de logements sociaux et l'absence de logements d'urgence. En effet, les logements d'urgence présents dans la commune limitrophe de Saint-Jean ne répondent pas aux besoins locaux.

La politique départementale en matière d'insertion consiste en une offre de proximité comprenant un accompagnement personnalisé des personnes en parcours d'insertion. L'offre est la même dans toutes les UTAMS. Sur le territoire, c'est l'organisme Cépierre Formation qui intervient dans le suivi personnalisé des allocataires du RMI. Il existe un dispositif territorial d'insertion professionnelle par UTAMS.

Cépierre Formation tient des permanences dans les communes de Saint-Jean, Bruguières, Villemur, Fronton et Bouloc. Cette structure suit les bénéficiaires du RMI. Ce suivi consiste à définir un projet professionnel qui peut déboucher sur une formation (le suivi peut durer de 3 mois à plusieurs années). Des contrats d'insertion engageant l'allocataire du RMI et Cépierre Formation sont signés. Les personnes suivies ont entre 25 et 60 ans, la majorité ayant de 35 à 45 ans. Leur niveau de qualification est peu élevé. Les allocataires du RMI cumulent souvent plusieurs freins à l'insertion : pas de véhicule, pas de permis, accès difficile au logement, femmes seules avec enfants... Sur le territoire du pays, les problèmes de mobilité sont le frein principal.

Sur la circonscription de Bouloc, entre janvier et octobre 2005, 118 personnes ont été reçues par Cépierre Formation. 65% étaient des femmes. 76% avaient un niveau de qualification assez bas (niveaux 5 et 6). 95% étaient bénéficiaires du RMI.

Ces dernières années, le nombre d'allocataires a progressé mais ces personnes restent moins longtemps qu'avant dans le dispositif.

Le Point Relais Accueil Information Emploi (PRAIE) à Villemur dessert les communes de la communauté de communes du canton de Villemur.

Il mène 3 missions :

- ✓ Bureau pour l'emploi : affichage des offres ANPE, locale, concours /Outils pour les demandeurs d'emploi (espace documentaire, photocopieur, Internet, fax, minitel),
- ✓ Aide individualisée à la recherche d'emploi : aide à la rédaction de CV et de lettres de motivation/Conseils (droits des demandeurs d'emploi, formation, orientation)/Mise en relation avec les partenaires (Mission locale Haute-Garonne, Cap Emploi, Cépierre formation, Travail différent),
- ✓ Point Information Jeunesse : Informations pratiques (vie quotidienne, emploi-formation, loisirs-vacances, europe-international), accès Internet, annonces (emploi, logement), service billetterie.

Le PRAIE est avant tout un relais de l'ANPE. Dans ce cadre une convention de coopération a été signée avec l'ANPE de Saint Alban afin de poursuivre l'effort de lutte contre l'exclusion et pour le développement de l'emploi au niveau du territoire. Cette structure fédère un réseau de partenaires. C'est également un centre de ressource. Le PRAIE propose également l'intervention d'un psychologue (association ARCADE) notamment pour les personnes ayant des problèmes de dépendance (alcool, drogues).

En 2005, le PRAIE a traité 7 412 demandes (+15% depuis 2004). 393 personnes ont bénéficié d'un accompagnement individualisé. Parmi elles, 52% étaient des femmes. 53% de l'ensemble habitaient la commune de Villemur. 102 personnes suivies ont trouvé un emploi, dont 45 dans le canton de Villemur. Sur l'ensemble de ces offres, la moitié étaient en CDD.

Depuis 2001, la fréquentation du PRAIE a augmenté de 78%.

En janvier 2007, le PRAIE prévoit la mise en place d'un atelier de « Savoirs de base » dans le cadre de la lutte contre l'illettrisme.

L'association **Agir Vers l'Insertion et l'Emploi** est une Association Intermédiaire. Créée en 2000, cette association permet d'employer des personnes en insertion pour qu'elles travaillent dans les métiers de l'aide à domicile (ménage essentiellement). L'association intermédiaire permet à la personne de repérer et de définir un projet professionnel.

L'AVIE couvre l'ensemble du territoire du pays Girou Tarn Frontonnais. L'arrivée de nouveaux habitants sur le secteur de Villemur a induit un développement des demandes de services notamment à domicile. En 2006, l'AVIE compte 130 salariés à temps partiel. Parmi eux, 85% sont des femmes ayant un niveau de qualification assez bas. On recense un nombre de plus en plus important de personnes de plus de 50 ans (difficultés d'accès à l'emploi à cet âge, incidences de la loi Fillon sur les retraites). Le nombre de salariés est assez stable, il y a un turnover d'environ 50% chaque année. La durée d'embauche est de un an en moyenne. Le personnel est souvent très éloigné de l'emploi : chômeurs de longue durée, allocataires du RMI (20%), personnes non inscrites à l'ANPE (33%). Il s'agit de personnes peu mobiles (pas de véhicule ni de permis de conduire).

Afin de poursuivre le travail mené par l'AVIE, le conseil d'administration de cette structure a décidé de mettre en place une entreprise d'insertion également dans le secteur des métiers à domicile.

Ainsi, **PROMAVIE** a été créée récemment. Cette structure doit permettre l'embauche de personnel pour une durée de deux ans qui constitueront une période de professionnalisation. PROMAVIE souhaite également proposer des formations qualifiantes.

Le Forum emploi et services dans nos communes organisé dans la commune de Bouloc est une manifestation annuelle qui fédère les acteurs du territoire. Créé il y a quatre ans, il rassemble aujourd'hui 13 communes. Ses objectifs sont :

- ✓ Le développement du partenariat,
- ✓ La création d'un répertoire social distribué à toutes les mairies et à tous les partenaires,
- ✓ L'organisation de théâtre forum sur la discrimination,
- ✓ La présentation des associations aux habitants et aux partenaires.

Ce forum s'adresse autant aux habitants du territoire qu'aux élus eux-mêmes qui n'ont pas toujours la pleine connaissance de toutes les structures vers lesquelles ils peuvent orienter la population. Ainsi, cette manifestation a un impact important sur le territoire.

1 Atouts

- ✓ Des outils ou structures pour l'insertion (UTAMS...)
- ✓ Une Maison Commune de l'Emploi et de la Formation pour le pays
- ✓ Des projets de mise en place de formations sur le territoire
- ✓ Mise en place d'ateliers d'alphabétisation (PRAIE)
- ✓ Création d'une entreprise d'insertion dans le secteur des services à domicile : PROMAVIE
- ✓ Des filières créatrices d'emplois (aide à domicile/artisanat)
- ✓ Un partenariat important entre les différentes structures d'appui à l'insertion

Deux filières pour le développement d'emplois locaux

L'enquête menée auprès des acteurs locaux a fait émerger deux filières d'emplois qui pourraient être développées sur le territoire du pays Girou Tarn Frontonnais :

✓ **L'aide à la personne** : la mise en place de l'APA et l'arrivée de nouveaux habitants ont créé un nombre important d'emplois dans ce secteur qui s'est peu à peu professionnalisé. Aujourd'hui, les structures d'aide à domicile doivent répondre à une demande en progression. Leur personnel est essentiellement féminin et travaille à temps partiel. Ces emplois sont difficilement accessibles aux hommes sur des temps pleins.

Ce secteur rencontre des difficultés pour recruter du personnel qualifié mais aussi pour former son personnel. En effet, traditionnellement, ce secteur employait des personnes peu qualifiées.

Cependant, des compétences spécifiques sont nécessaires, c'est pourquoi les recrutements sont aujourd'hui plus difficiles.

De plus, ce secteur est actuellement centré sur l'aide aux personnes âgées, or vu le nombre important de nouveaux habitants, il pourrait se diversifier par la mise en place de nouveaux services comme la garde d'enfants, le pressing à domicile, les activités de loisirs pour enfants et adultes...

✓ **L'artisanat** : les potentialités de créations d'emplois du secteur artisanal ne sont pas optimisées par manque d'animation locale. En effet, depuis la dissolution du groupement d'employeurs du nord toulousain (structure qui mettait en relation les jeunes et les artisans et animait le tissu artisanal local), il n'existe plus de structure locale qui fédère ce secteur. Pourtant, les artisans ont des besoins de main d'œuvre qu'ils ont du mal à satisfaire notamment dans le secteur du bâtiment. Il existe également un nombre assez important d'artisans proches de la retraite et la problématique de la reprise d'entreprises est réelle.

Ces deux filières pourraient apporter une réponse aux difficultés d'emploi sur le territoire du pays Girou Tarn Frontonnais. Des actions ont été mises en place pour développer le secteur de l'aide à domicile (formation, journée d'information...). Cependant, le secteur de l'artisanat, pourtant bien développé, ne bénéficie pas d'animation locale ce qui freine les potentialités d'emploi.

Formation : une offre limitée,

2 Faiblesses

- ✓ Une absence de formations qualifiantes sur le territoire
- ✓ Un éloignement des centres de formations qualifiantes (Toulouse)
- ✓ Un manque et une inadaptation des transports collectifs
- ✓ Un petit nombre de CCAS structurés au sein de l'Union Départementale des CCAS
- ✓ Une offre de stages d'insertion peu diversifiée (espaces verts, aide à domicile)
- ✓ Une absence de logements d'urgence sur le territoire
- ✓ Des potentialités de créations d'emplois dans l'artisanat non optimisées

des besoins à identifier

Aujourd'hui, l'offre du pays Girou Tarn Frontonnais dans le domaine de la formation est assez limitée puisqu'il n'existe pas de formation qualifiante. Toulouse et sa proche périphérie sont pour l'instant les seuls pôles en la matière.

En effet, **Vidéo 3/4** est l'unique centre de formation intervenant sur le territoire. Il propose des stages AGIR (mobilisation sur le projet professionnel). Dispensée dans la commune de Fronton, cette formation s'adresse aux demandeurs d'emploi n'ayant pas un diplôme supérieur au niveau cinq ². Les prescripteurs sont l'ANPE et la Mission Locale. L'essentiel du public est constitué de femmes ayant interrompu leur carrière et souhaitant retravailler. La moyenne d'âge est de 30 à 40 ans. Il s'agit d'un public éloigné de l'emploi.

Au collège de Villemur et au foyer rural de Gragnague, le **SARAPP** (GRETA Garonne) dispense des formations pour adultes (bureautique, langues étrangères). Cependant, les horaires scolaires ne sont pas toujours adaptés aux besoins des stagiaires et ce type d'offre ne répond qu'à une partie des besoins. Ce type de démarche pourrait être étendue à l'ensemble du territoire.

En 2005, une formation qualifiante concernant les métiers d'aide à la personne a été mise en place à proximité du territoire (St Jean) pour répondre aux besoins de ce secteur en personnel qualifié. Cette formation a répondu à un besoin clairement identifié sur le territoire.

Cependant, les difficultés de déplacement dues à l'enclavement et à la mauvaise desserte du territoire ont pu être un frein à la participation de certain(e)s. L'AVIE souhaiterait développer une action de formation dans ce domaine sur le territoire. Le réseau de formation à distance « Pyramide » pourrait également apporter une réponse à ce besoin. Ce réseau est financé par le Conseil Régional de Midi-Pyrénées, les actions entreprises sont situées à l'Association de Formation Professionnelle des Adultes (AFPA) de Montauban.

L'absence de formations qualifiantes sur le territoire est un frein à l'insertion professionnelle puisque devant les difficultés d'accès à Toulouse, nombreux font le choix de renoncer ou abandonnent en cours de session.

Les besoins en formation du territoire doivent être étudiés puisque si certains émergent notamment dans le domaine des services à domicile, le nombre de stagiaires potentiels reste à évaluer. Enfin, la mise en place du Droit Individuel à la Formation pourrait renforcer les besoins. En effet, depuis la loi du 4 mai 2004, les

3 Pistes de Réflexion

Aide sociale

- ✓ Comment renforcer la coordination entre les acteurs sociaux du territoire et les communes ?
- ✓ Comment développer les logements d'urgence sur le territoire afin de répondre aux situations les plus graves ?

Insertion professionnelle

- ✓ Comment développer les métiers des services à la personne ?
- ✓ Comment améliorer les conditions de travail du personnel des structures d'aide à domicile (horaires de travail, gestion des gardes d'enfants, formations,...) ?
- ✓ Comment structurer la politique d'insertion et de formation à l'échelle du pays ?
- ✓ Comment fédérer le secteur artisanal pour optimiser les potentialités de créations d'emploi ?
- ✓ Comment développer les formations spécifiques sur le territoire (aide à la personne notamment) pour répondre à une demande en progression tout en développant l'insertion professionnelle ?
- ✓ Comment mettre en place une dynamique de projet entre les partenaires de l'insertion et les employeurs du territoire ?
- ✓ Comment diversifier le panel de l'offre en stages d'insertion (mise en place d'actions dans le domaine culturel) ?
- ✓ Comment renforcer le partenariat entre acteurs de l'insertion et collectivités locales ?

Synthèse

Le diagnostic constitue la première phase de l'Etude prospective des équipements et services à la population du pays Girou Tarn Frontonnais a permis de mettre en évidence les caractéristiques propres du territoire et d'en dégager les atouts et faiblesses dans le domaine des équipements, des services, de l'aide sociale et de l'insertion.

Ainsi, il est apparu que ce territoire périurbain marqué par une croissance démographique forte devrait présenter la même dynamique dans les années futures. La question des équipements et des services est aujourd'hui un enjeu fondamental pour le pays. Parallèlement, l'équilibre démographique est menacé par le manque de logements locatifs et sociaux. Le non renouvellement de population renforcera son vieillissement. La question des équipements est donc à envisager de manière évolutive, c'est-à-dire en prenant en compte le fait que les besoins d'aujourd'hui ne seront pas ceux de demain.

L'analyse de la situation actuelle a mis en évidence un bon niveau général d'équipement mais un enclavement important (notamment dans le nord) du territoire en raison des difficultés de transport (manque de liaisons transversales, horaires des lignes restreints...). Ces difficultés de déplacement ont été évoquées par une large majorité des personnes rencontrées lors de l'enquête. Elles apparaissent comme un frein important.

Dans un premier temps, l'analyse thématique de l'offre en équipements et services a mis en évidence un niveau d'équipement inégal suivant la localisation géographique mais aussi les types de structures étudiées.

En effet, il est apparu que le niveau d'équipement pour la petite enfance était satisfaisant dans le sud du territoire mais en deçà des besoins dans le centre et le nord. Cependant, les projections de population ont montré que les besoins devraient rester les mêmes d'ici 15 ans.

Les équipements scolaires ont suivi la hausse démographique et répondent bien aux besoins actuels. Cependant, un accueil périscolaire de qualité (CLAE/CLSH) doit se développer sur l'ensemble du territoire.

L'accueil et la politique jeunesse sont un enjeu majeur pour le pays. En effet, les jeunes sont de plus en plus nombreux et cette évolution devrait perdurer. Le diagnostic a montré le renforcement des besoins non seulement en structures d'animation mais aussi en accompagnement et prévention face aux problèmes de délinquance et aux situations sociales de plus en plus difficiles.

Enfin, le niveau d'équipement et de service pour les personnes âgées est apparu plutôt bon par rapport à la situation départementale. Cependant, les besoins sont en hausse et l'offre actuelle du territoire ne satisfait pas l'ensemble des demandes. Le développement des structures pour personnes âgées pourrait passer par la réalisation de structures « plus ouvertes » permettant un accueil occasionnel.

Dans un second temps, le diagnostic a tenté de mettre en évidence la pluralité des acteurs du territoire qui interviennent dans le champ de l'aide sociale et de l'insertion. En effet, l'analyse démographique a montré une inégalité sociale de la population du territoire avec des personnes moins favorisées dans le centre et plus particulièrement le nord du territoire (situations sociales particulièrement difficiles). Face à ce constat, les structures d'aide à l'insertion du territoire allant du bureau pour l'emploi à l'association intermédiaire ont été analysées afin de mieux caractériser le territoire. Il est apparu que le réseau des acteurs était très développé. Cependant, les problèmes de déplacement ont également été analysés comme un frein à l'insertion des personnes, de même que le manque de logements sociaux et d'urgence. L'accès à des formations qualifiantes a été mis en évidence comme un besoin pour les personnes en parcours d'insertion professionnelle. Il reste cependant à évaluer précisément ces besoins.

Tout au long des différentes thématiques abordées dans cette première partie de l'étude, la question des transports est apparue comme un enjeu majeur pour le territoire.

De manière générale, l'offre en transports collectifs ne correspond que partiellement aux besoins de la population puisque les fréquences (matinée et soirée le plus souvent) ne répondent qu'à une partie des besoins et que le réseau est centré sur Toulouse. L'absence de moyen de locomotion personnel apparaît comme un handicap réel pour les habitants du territoire.

De manière plus précise, les besoins en transports diffèrent en fonction des publics. En effet, le diagnostic a mis en évidence différents besoins :

- personnes âgées : outre le transport des personnes âgées valides sur des lieux d'animation locaux comme les marchés qui peuvent être assurés par la mise en place d'un service de Transport A la Demande (TAD), la réalisation de structures d'accueil pour personnes âgées nécessite la mise en place de transports relativement souples en terme d'horaires et adaptés aux personnes à mobilité réduite,
- personnes handicapées : il n'existe pas de transport spécifique pour elles sur le territoire, or elles rencontrent des difficultés dans leurs déplacements notamment car les horaires des lignes régulières sont restreints mais aussi car les bus ne sont pas équipés pour permettre l'accès des personnes handicapées,
- personnes en parcours d'insertion : ces personnes ont souvent besoin de se déplacer sur le territoire ou à Toulouse pour effectuer diverses démarches (ANPE...), or les horaires des lignes régulières ne sont pas adaptés à des déplacements ponctuels,
- desserte de certains équipements : la desserte de certaines structures peut être assurée par les lignes régulières en matinée et en soirée. Cependant, dans le cas de la mutualisation de certains services comme les CLSH ou les Centres Accueil Jeunesse, la mise en place de services de transports spécifique de type minibus semble nécessaire.

Des pistes de réflexion aux axes de développement

Le diagnostic partagé est la synthèse de la réflexion des deux commissions thématiques qui ont travaillé à partir des données statistiques et cartographiques ainsi que des nombreux éléments recueillis lors des entretiens. Grâce à cette étape de dialogue et de concertation, les pistes de réflexions ont émergées et ont permis de définir les besoins du territoire pour les prochaines années.

Rappel des pistes de réflexion

Positionnement/Démographie

Démographie

- ✓ Quels outils mettre en place pour gérer la croissance de la population dans les années futures ?
- ✓ Comment favoriser la création de logements locatifs et sociaux pour répondre à un besoin, favoriser le renouvellement des populations et préserver la mixité sociale ?

Logement social

- ✓ Comment diversifier l’offre locative en étoffant le parc de logements sociaux ?
- ✓ Comment permettre une plus grande mixité sociale par des actions sur le parc de logements sociaux ?

Transports

- ✓ Comment évaluer précisément le besoin en transports collectifs du territoire ?
- ✓ Comment améliorer les déplacements entre les pôles de services du territoire ?
- ✓ Comment permettre la mise en place de nouveaux modes de déplacements alternatifs (taxi, co-voiturage, prêts de véhicules, TAD...) pour répondre à un plus grand nombre de besoins (personnes handicapées, personnes en situations précaire, jeunes...) ?
- ✓ Comment améliorer l’accès aux gares (Saint-Jory, Castelnau-d’Estretfonds, Montastruc, Gragnague et Saint-Sulpice) ?

Structures d’accueil

Petite enfance

- ✓ Comment permettre le développement des structures d’accueil à l’échelle du bassin de vie notamment dans le centre et le nord du territoire ?
- ✓ Quelles coordinations mettre en place entre les différentes politiques petite enfance du territoire mais aussi entre les structures ?
- ✓ Comment répondre au besoin de gardes à temps partiel pour les enfants des personnes en insertion (API, formations, recherche emploi...) ainsi que des salariés du secteur de l’aide à domicile (temps partiel) ?
- ✓ Comment dynamiser et promouvoir le réseau des assistantes maternelles (mise en place de RAM, structures d’accueil...) ?

Scolaire/Périscolaire

- ✓ Comment répondre à la demande forte des parents pour l’accueil des enfants hors temps scolaires ?
- ✓ Comment mutualiser les besoins (personnels, locaux) pour permettre la mise en place et la pérennité de structures de type CLSH notamment pour les petites communes où les effectifs ne permettent pas la mise en place d’une structure communale ?
- ✓ Comment optimiser et améliorer l’accueil extrascolaire pour les petites communes proposant une garderie municipale (association de plusieurs communes pour mise en place de CLAE/CLSH) ?

Jeunesse

- ✓ Comment développer la prévention et la citoyenneté au sein des structures pour la jeunesse ?
- ✓ Comment développer les actions de prévention envers les jeunes ?
- ✓ Comment permettre le développement des structures d’animation et d’accueil de la jeunesse par la mutualisation des moyens ?
- ✓ Comment favoriser le déplacement des jeunes pour optimiser les actions des différentes structures à l’échelle du bassin de vie ou du pays ?

- ✓ Comment répondre au besoin d’accueil en CLAC pour les préadolescents (à partir de 12 ans) ?
- ✓ Comment amener les jeunes vers des activités culturelles ?
- ✓ Comment envisager l’accompagnement des jeunes en grande difficulté (délinquance, drogue) ?
- ✓ Comment aider le développement d’enseignements spécialisés (filières techniques, formations courtes) tant pour les collèges que pour le lycée ?
- ✓ Quelle réflexion mener sur le développement de l’offre en structures d’accueil sachant que les besoins vont se renforcer ?

Personnes âgées

- ✓ Quelle réflexion globale mener sur le développement de l’offre en structures d’accueil sachant que les besoins vont se renforcer ?
- ✓ Comment permettre le développement d’actions de prévention en direction des personnes âgées (activités cognitives et physiques) ?
- ✓ Comment permettre l’accès des personnes âgées aux différents équipements par la mise en place de transports spécifiques ?
- ✓ Comment optimiser l’implantation de centres d’accueil Alzheimer sur le territoire ?
- ✓ Comment permettre la création d’une structure flexible pour accueillir ponctuellement les personnes âgées à la charge des familles ?

Structures spécifiques

- ✓ Quelle réflexion mener pour déterminer précisément le besoin et le type de structure à mettre en place ?

Aide sociale / Insertion

Aide sociale

- ✓ Comment renforcer la coordination entre les acteurs sociaux du territoire et les communes ?
- ✓ Comment développer les logements d’urgence sur le territoire afin de répondre aux situations les plus graves ?

Insertion professionnelle

- ✓ Comment développer les métiers des services à la personne ?
- ✓ Comment améliorer les conditions de travail du personnel des structures d’aide à domicile (horaires de travail, gestion des gardes d’enfants, formations,...) ?
- ✓ Comment structurer la politique d’insertion et de formation à l’échelle du pays ?
- ✓ Comment fédérer le secteur artisanal pour optimiser les potentialités de créations d’emploi ?
- ✓ Comment développer les formations spécifiques sur le territoire (aide à la personne notamment) pour répondre à une demande en progression tout en développant l’insertion professionnelle?
- ✓ Comment mettre en place une dynamique de projet entre les partenaires de l’insertion et les employeurs du territoire?
- ✓ Comment diversifier le panel de l’offre en stages d’insertion (mise en place d’actions dans le domaine culturel) ?
- ✓ Comment renforcer le partenariat entre acteurs de l’insertion et collectivités locales ?

Ces pistes de réflexion en interaction entre elles peuvent dès lors être formalisées en quatre axes de développement :

Axe 1 : Gestion commune et concertée des différentes politiques d’accueil de la population

Axe 2 : Optimisation des politiques d’insertion par le développement d’actions sur le territoire

Axe 3 : Désenclavement du territoire et des personnes

Axe 4 : Développement du parc locatif social

Pour l’ensemble de ces axes, 34 idées d’actions ou de projets sont proposées afin de répondre de façon efficace aux différentes problématiques soulevées au cours de l’étude.

2e partie : Des besoins territoriaux aux axes de développement

Axe 1 : Gestion commune et concertée des différentes politiques d’accueil de la population 32

Axe 2 : Optimisation des politiques d’insertion par le développement d’actions sur le territoire 37

Axe 3 : Désenclavement du territoire et des personnes 38

Axe 4 : Développement du parc locatif social 39

Proposition de hiérarchisation des pistes d’action 40

Conclusion et perspectives 41

AXE 1 : Gestion commune et concertée des différentes politiques d'accueil de la population

Petite enfance

1 Atouts

- ✓ Des projets de création de structures d'accueil
- ✓ Une structuration de l'accueil de la petite enfance au sein de RAM (Coteaux de Bellevue)
- ✓ Un projet de RAM dans la communauté de communes des coteaux du Girou

2 Faiblesses

- ✓ Une saturation des crèches/halte-garderie notamment dans le secteur Fronton/Villemur
- ✓ Un besoin de locaux pour l'accueil des RAM
- ✓ Une inadéquation entre les structures existantes et les besoins des personnes en recherche d'emploi ou ayant des temps de travail différents des horaires classiques
- ✓ Un niveau d'équipement inégal sur le territoire
- ✓ Des besoins en structures d'accueil renforcés dans le nord du territoire (Fronton, Villemur)
- ✓ Un manque de coordination entre les différentes structures

3 Pistes de réflexion

- ✓ Comment permettre le développement des structures d'accueil à l'échelle du bassin de vie notamment dans le centre et le nord du territoire ?
- ✓ Quelles coordinations mettre en place entre les différentes politiques petite enfance du territoire mais aussi entre les structures ?
- ✓ Comment répondre au besoin de gardes à temps partiel pour les enfants des personnes en insertion (API, formations, recherche emploi...) ainsi que des employés du secteur de l'aide à domicile (temps partiel) ?
- ✓ Comment dynamiser et promouvoir le réseau des assistantes maternelles (mise en place de RAM, structures d'accueil...) ?

COMMISSION Structures d'accueil

Enjeux

- ✓ Mutualiser les équipements à l'échelle du bassin de vie

- ✓ Favoriser la communication entre les différentes structures

- ✓ Permettre un accueil à temps partiel des enfants dans les structures

Pistes d'Actions

- ✓ Organiser régulièrement des rencontres entre les différents acteurs de la petite enfance à l'échelle intercommunale (PMI, CAF, structures d'accueil...)
- ✓ Mettre en place un guide de l'accueil de la petite enfance sur le territoire
- ✓ Créer des centres de gestion intercommunaux de l'accueil de la petite enfance (gestion des équipements, pôles administratifs, réduction des coûts, faire remonter les besoins, gestion du nombre de places en crèche au niveau intercommunal, un centre de gestion des services)
- ✓ Réserver un quota de places à temps partiel dans chaque structure (personnes en parcours d'insertion, salariés du secteur des services à domicile)
- ✓ Mettre en place des RAM intercommunaux

AXE 1 : Gestion commune et concertée des différentes politiques d'accueil de la population

Scolaire/périscolaire

1 Atouts

- ✓ Une bonne couverture en établissements scolaires
- ✓ Une augmentation linéaire des effectifs permettant une gestion à long terme de la politique éducative
- ✓ Une adaptation de l'offre de structures éducatives
- ✓ Une création de locaux pour CLSH/CLAE
- ✓ Des projets de mise en place de CLSH et CLAE

2 Faiblesses

- ✓ Une saturation des écoles dans certains secteurs
- ✓ Peu de relations entre les diverses structures périscolaires du territoire
- ✓ Une demande forte pour la mise en place de CLAE/CLSH
- ✓ Des besoins de locaux pour la mise en place de CLAE/CLSH
- ✓ Un manque de RASED
- ✓ Saturation des CMPP

3 Pistes de réflexion

- ✓ Comment répondre à la demande forte des parents pour l'accueil des enfants hors temps scolaires ?
- ✓ Comment mutualiser les besoins (personnels, locaux) pour permettre la mise en place et la pérennité de structures de type CLSH notamment pour les petites communes où les effectifs ne permettent pas la mise en place d'une structure communale ?
- ✓ Comment optimiser et améliorer l'accueil extrascolaire pour les petites communes proposant une garderie municipale (association de plusieurs communes pour mise en place de CLAE/CLSH)

COMMISSION Structures d'accueil

Enjeux

- ✓ Mutualiser le fonctionnement des structures à l'échelle du bassin de vie

- ✓ Harmoniser les tarifs des CLAE/CLSH

- ✓ Favoriser les échanges entre les différentes structures

Pistes d'Actions

- ✓ Mettre en place des CLAE/CLSH intercommunaux associés à une offre de transports collectifs pour mutualiser ce service
- ✓ Etablir un guide de l'accueil périscolaire à l'échelle du pays
- ✓ Uniformiser les tarifs des CLAE/CLSH

AXE 1 : Gestion commune et concertée des différentes politiques d'accueil de la population

Jeunesse

1 Atouts

- ✓ Une population de jeunes en augmentation (6% de la population entre 11 et 15 ans et 10% entre 16 et 25 ans)
- ✓ Des structures d'accueil pour les jeunes sur le territoire
- ✓ Des projets communs entre les différentes structures d'animation

2 Faiblesses

- ✓ Pas d'offre d'enseignements spécialisés (forte dépendance à Toulouse)
- ✓ Un déficit de moyens humains dans certaines structures
- ✓ Un manque de moyens financiers pour les actions en faveur des jeunes de plus de 12 ans

3 Pistes de réflexion

- ✓ Comment développer la prévention et la citoyenneté au sein des structures pour la jeunesse ? Comment développer les actions de prévention envers les jeunes ?
- ✓ Comment permettre le développement des structures d'animation et d'accueil de la jeunesse par la mutualisation des moyens ?
- ✓ Comment favoriser le déplacement des jeunes pour optimiser les actions des différentes structures à l'échelle du bassin de vie ou du pays ?
- ✓ Comment répondre au besoin d'accueil en CLAC pour les pré-adolescents (à partir de 12 ans) ?
- ✓ Comment amener les jeunes vers des activités culturelles ?
- ✓ Comment envisager l'accompagnement des jeunes en grande difficulté (errance, délinquance, drogue) ?
- ✓ Comment aider le développement d'enseignements spécialisés (filiales techniques, formations courtes) tant pour les collégiens que pour le lycée ?
- ✓ Quelle réflexion mener sur le développement de l'offre en structures d'accueil sachant que les besoins vont se renforcer ?

COMMISSION Structures d'accueil

Enjeux

- ✓ Mutualiser les actions à l'échelle du bassin de vie en préservant une offre communale

- ✓ Favoriser une continuité entre les structures de la petite enfance à l'adolescence

Pistes d'Actions

- ✓ Organiser des systèmes de transports pour permettre aux jeunes d'accéder aux activités proposées dans d'autres communes du territoire
- ✓ Créer des postes d'animateurs transversaux à plusieurs structures d'animation (de l'enfance à l'adolescence)
- ✓ Mettre en place un groupe de travail réunissant les différents acteurs afin de déterminer quelles actions de préventions (délinquance, conduites à risque...) pourraient être mises en place à l'échelle du pays

AXE 1 : Gestion commune et concertée des différentes politiques d'accueil de la population

Personnes âgées

1 Atouts

- ✓ Un taux de couverture en structures d'hébergement pour personnes âgées parmi les plus élevés du département
- ✓ Un nombre important d'emplois dans le secteur de l'aide à domicile
- ✓ Des projets de création de structures pour personnes âgées (maisons de retraite/centre Alzheimer)
- ✓ Un taux de couverture en SIDPA, plus de deux fois supérieur à la moyenne du département
- ✓ Un CLIC à Montastruc
- ✓ Construction en cours d'une structure pour l'accueil de jour de personnes âgées à Pechbonnieu

2 Faiblesses

- ✓ Une population vieillissante
- ✓ Une saturation des structures existantes
- ✓ Des structures d'aides à domicile souffrant des difficultés du secteur (une hausse importante des demandes, difficultés pour l'embauche de personnel qualifié)
- ✓ Pas de centre d'accueil de jour pour les personnes âgées prises en charge par les familles
- ✓ Isolement renforcé par le manque de transports collectifs adaptés

3 Pistes de réflexion

- ✓ Quelle réflexion globale mener sur le développement de l'offre en structures d'accueil sachant que les besoins vont se renforcer ?
- ✓ Comment permettre le développement d'actions de prévention en direction des personnes âgées (activités cognitives et physiques) ?
- ✓ Comment permettre l'accès des personnes âgées aux différents équipements par la mise en place de transports spécifiques
- ✓ Comment optimiser l'implantation de centres Alzheimer sur le territoire ?
- ✓ Comment permettre la création d'une structure flexible pour accueillir ponctuellement les personnes âgées à la charge des familles ?

COMMISSION Structures d'accueil

Enjeux

- ✓ Promouvoir les actions de prévention pour aider les personnes âgées à être autonome plus longtemps

- ✓ Permettre un accueil temporaire des personnes âgées dans des structures spécifiques

Pistes d'Actions

- ✓ Créer un guide des structures et services aux personnes âgées dans le pays
- ✓ Permettre un accès des associations de prévention dans les maisons de retraite
- ✓ Mettre des locaux à disposition des associations de prévention pour qu'elles puissent proposer des activités au plus grand nombre
- ✓ Développer les structures d'accueil temporaire
- ✓ Développer les CLIC

AXE 1 : Gestion commune et concertée des différentes politiques d'accueil de la population

Structures spécifiques

1 Atouts

- ✓ Des structures d'accueil spécifiques pour les personnes handicapées présentes sur le territoire
- ✓ Une structure d'appui à l'insertion professionnelle des personnes handicapées (ADIAD)
- ✓ Un projet de création de Maison d'Accueil Spécialisée pour personnes handicapées vieillissantes (Pechbonnieu)
- ✓ Construction d'une structure d'accueil pour personnes handicapées vieillissantes dans la commune de Pechbonnieu (association Marie-Louise)

2 Faiblesses

- ✓ Des problèmes de déplacements renforcés par le handicap (pas de réseau de transport collectif adapté aux besoins spécifiques des personnes handicapées)
- ✓ Pas de structure d'accueil pour personnes handicapées vieillissantes
- ✓ Une saturation des cliniques du territoire

3 Pistes de réflexion

- ✓ Comment mener une réflexion afin d'évaluer le besoin d'établissements de rééducation ?

COMMISSION Structures d'accueil

Enjeux

- ✓ Favoriser le développement d'une offre publique en matière de santé

- ✓ Prendre en charge les personnes handicapées vieillissantes

Pistes d'Actions

- ✓ Provoquer un groupe de travail spécifique sur les personnes handicapées (Maison du handicap, structures évolutives, collectivités, associations...) afin de déterminer précisément les besoins en structures

AXE 2 : Optimisation des politiques d'insertion par le développement d'actions sur le territoire

Aide sociale - Insertion

1 Atouts

- ✓ Des outils ou structures pour l'insertion (UTAMS...)
- ✓ Une Maison Commune de l'Emploi et de la Formation pour le pays
- ✓ Des projets de mise en place de formations sur le territoire
- ✓ Mise en place d'ateliers d'alphabétisation (PRAIE)
- ✓ Création d'une entreprise d'insertion dans le secteur des services à domicile : PROMAVIE
- ✓ Des filières créatrices d'emplois (aide à domicile/artisanat)
- ✓ Un partenariat important entre les différentes structures d'appui à l'insertion

2 Faiblesses

- ✓ Une absence de formations qualifiantes sur le territoire
- ✓ Un éloignement des centres de formations qualifiantes (Toulouse)
- ✓ Un manque et une inadaptation des transports collectifs
- ✓ Un petit nombre de CCAS structurés au sein de l'Union Départementale des CCAS
- ✓ Une offre de stages d'insertion peu diversifiée (espaces verts, aide à domicile)
- ✓ Une absence de logements d'urgence sur le territoire
- ✓ Des potentialités de créations d'emplois dans l'artisanat non optimisées

3 Pistes de réflexion

Aide sociale :

- ✓ Comment renforcer la coordination entre les acteurs sociaux (UTAMS, ...) du territoire et les communes ?
- ✓ Comment développer les logements d'urgence sur le territoire afin de répondre aux situations les plus graves ?

Insertion professionnelle :

- ✓ Comment développer les métiers des services à la personne ?
- ✓ Comment améliorer les conditions de travail du personnel des structures d'aide à domicile (horaires de travail, gestion des gardes d'enfants, formations,...) ?
- ✓ Comment structurer la politique d'insertion et de formation à l'échelle du pays ?
- ✓ Comment fédérer le secteur artisanal pour optimiser les potentialités de créations d'emploi ?
- ✓ Comment développer les formations spécifiques sur le territoire (aide à la personne notamment) pour répondre à une demande en progression tout en développant l'insertion professionnelle
- ✓ Comment mettre en place une dynamique de projet entre les partenaires de l'insertion et les employeurs du territoire ?
- ✓ Comment diversifier le panel de l'offre en stages d'insertion (mise en place d'actions dans le domaine culturel) ?
- ✓ Comment renforcer le partenariat entre acteurs de l'insertion et collectivités locales ?

COMMISSION Insertion / Formation

Enjeux

- ✓ Favoriser l'organisation de formations qualifiantes sur le territoire

- ✓ Développer la coordination des acteurs autour de projets communs

Pistes d'Actions

- ✓ Etendre le "Forum emplois et services dans nos communes" de Bouloc à tout le territoire du pays
- ✓ Organiser des ateliers d'échanges d'expériences associant les différents acteurs pour mettre en place une meilleure coordination : animation d'ateliers périodiques sur des thèmes clés
- ✓ Créer un « Répertoire Social » sur l'ensemble du pays à partir de l'initiative du forum de Bouloc
- ✓ Délocaliser sur le territoire certaines formations et actions proposées par la MCEF
- ✓ Organiser une concertation entre les différents acteurs pour estimer le besoin en formation qualifiante sur le territoire
- ✓ Etudier les potentialités du secteur artisanal en terme de création d'emplois et mettre en évidence des actions pour dynamiser le secteur artisanal local
- ✓ Développer les centres sociaux intercommunaux
- ✓ Réaliser des logements d'urgence

AXE 3 : Désenclavement du territoire et des personnes

Transports

1 Atouts

- ✓ Un nombre assez important de lignes de transport interurbaines
- ✓ Des gares connectées aux lignes de transports collectifs

2 Faiblesses

- ✓ Une problématique transversale : accessibilité des structures d'accueil et services
- ✓ Des fréquences qui limitent le recours au transport collectif
- ✓ Peu de liaisons transversales
- ✓ Pas de Transport à la Demande

3 Pistes de réflexion

- ✓ Comment évaluer précisément le besoin en transports collectifs du territoire ?
- ✓ Comment améliorer les déplacements entre les pôles de services du territoire ?
- ✓ Comment permettre la mise en place de nouveaux modes de déplacements alternatifs (taxi, co-voiturage, prêts de véhicules, TAD...) pour répondre à un plus grand nombre de besoins (personnes handicapées, personnes en situations précaire, jeunes...)
- ✓ Comment améliorer l'accès aux gares (Saint-Jory, Castelnau d'Estrétefonds, Montastruc, Gragnague et Saint-Sulpice) ?

COMMISSIONS

Insertion / Formation et- Structures d'accueil

Enjeux

- ✓ Développer les transports pour desservir les pôles du territoire

- ✓ Evaluer les besoins en transports collectifs

Pistes d'Actions

- ✓ Réaliser une enquête auprès de la population pour évaluer les besoins en fréquences des transports collectifs et le type de transport en fonction du type de population
- ✓ Mettre en place une offre de transport alternative adaptée aux besoins des personnes en insertion (centrale de covoiturage, minibus...)
- ✓ Mettre en place des services intercommunaux de transports collectifs pour desservir certains équipements et services mutualisés
- ✓ Mettre en place des TAD dans les structures intercommunales

AXE 4 : Développement du parc locatif social

Logements sociaux

1 Atouts

- ✓ Des programmations de logements sociaux

2 Faiblesses

- ✓ Un parc de logements sociaux peu étoffé et concentré
- ✓ Des demandes de logements sociaux non satisfaites
- ✓ Pas de logement d'urgence sur le territoire

3 Pistes de réflexion

- ✓ Comment diversifier l'offre locative en étoffant le parc de logements sociaux ?
- ✓ Comment permettre une plus grande mixité sociale par des actions sur le parc de logements sociaux ?

COMMISSIONS

Insertion / Formation et- Structures d'accueil

Enjeux

- ✓ Maintenir une mixité sociale dans le territoire

- ✓ Permettre un accès au logement aux personnes en difficulté

- ✓ Donner la possibilité aux jeunes de pouvoir rester sur le territoire en accédant au logement

Pistes d'Actions

- ✓ Mener une étude approfondie sur la situation des logements dans l'optique de mettre en place un PLH
- ✓ Déterminer des actions prioritaires à la fois sur le parc privé et public
- ✓ Rechercher le bon niveau de maîtrise d'ouvrage du PLH
- ✓ Mener une étude afin de déterminer quelle procédure pourrait être mise en œuvre pour étoffer le parc de logements sociaux à l'échelle des bassins de vie (PLH, OPAH...)
- ✓ Influencer la promotion immobilière privée en instaurant un quota de logements sociaux dans la réalisation de programmes privés
- ✓ Réaliser des programmes de logements sociaux
- ✓ Engager une "OPAH - Revitalisation Rurale" afin de produire des logements sociaux dans le parc privé
- ✓ Mettre en place les conditions de production de logements et d'application de l'éventuel PLH
- ✓ Créer ou modifier les documents d'urbanisme (PLU et cartes communales)
- ✓ Constituer des réserves foncières, instaurer le droit de préemption urbain, ...
- ✓ Réaliser des logements d'urgence

Proposition de hiérarchisation des pistes d'actions

Les pistes d'actions suivantes ont émergé de la réflexion générale menée à partir du diagnostic préalable et des commissions thématiques. Ces pistes d'actions ont été hiérarchisées dans le temps en fonction du degré de faisabilité de chacune. Cette proposition de réalisation en "court terme, moyen terme et long terme" pourra être modifiée et amendée lors de la phase opérationnelle de mise en place des projets. Il s'agit là d'une première étape de réflexion pour la mise en oeuvre d'un programme d'actions opérationnel.

- Organiser régulièrement des rencontres entre les différents acteurs de la petite enfance à l'échelle intercommunale (PMI, CAF, structures d'accueil...)
- Réserver un quota de places à temps partiel dans chaque structure (personnes en parcours d'insertion, salariés du secteur des services à domicile)
- Mettre en place un groupe de travail réunissant les différents acteurs afin de déterminer quelles actions de préventions (délinquance, conduites à risque...) pourraient être mises en place à l'échelle du pays
- Permettre un accès des associations de prévention dans les maisons de retraite
- Provoquer un groupe de travail spécifique sur les personnes handicapées (Maison du handicap, structures évolutives, collectivités, associations...) afin de déterminer précisément les besoins en structures
- Organiser des ateliers d'échanges d'expériences associant les différents acteurs pour mettre en place une meilleure coordination : animation d'ateliers périodiques sur des thèmes clés
- Etendre le "Forum emploi et services dans nos communes" de Bouloc à tout le territoire du pays
- Mener une étude approfondie sur la situation des logements dans l'optique de mettre en place un PLH
- Déterminer des actions prioritaires à la fois sur le parc privé et public
- Rechercher le bon niveau de maîtrise d'ouvrage du PLH
- Réaliser une enquête auprès de la population pour évaluer les besoins en fréquences des transports collectifs et le type de transport en fonction du type de population
- Organiser une concertation entre les différents acteurs pour estimer le besoin en formation qualifiante sur le territoire
- Influencer sur la promotion immobilière privée en instaurant un quota de logements sociaux dans la réalisation de programmes privés

Court terme

- Mettre en place un guide de l'accueil de la petite enfance sur le territoire
- Etablir un guide de l'accueil périscolaire à l'échelle du pays
- Créer un guide des structures et services aux personnes âgées dans le pays
- Développer les CLIC
- Mettre en place des RAM intercommunaux
- Mettre en place des CLAE/CLSH intercommunaux associés à une offre de transports collectifs pour mutualiser ce service
- Uniformiser les tarifs des CLAE/CLSH
- Organiser des systèmes de transports pour permettre aux jeunes d'accéder aux activités proposées dans d'autres communes du territoire
- Créer des postes d'animateurs transversaux à plusieurs structures d'animation (de l'enfance à l'adolescence)
- Délocaliser sur le territoire certaines formations et actions proposées par la MCEF
- Etudier les potentialités du secteur artisanal en terme de création d'emplois et mettre en évidence des actions pour dynamiser le secteur artisanal local
- Créer un « Répertoire Social » sur l'ensemble du pays à partir de l'initiative du "Forum emploi et services dans nos communes" de Bouloc
- Mettre en place les conditions de production de logements et d'application de l'éventuel PLH
- Créer ou modifier les documents d'urbanisme (PLU et cartes communales)
- Constituer des réserves foncières, instaurer le droit de préemption urbain, ...

Moyen terme

- Créer des centres de gestion intercommunaux de l'accueil de la petite enfance (gestion des équipements, pôles administratifs, réduction des coûts, faire remonter les besoins, gestion du nombre de places en crèche au niveau intercommunal, un centre de gestion des services)
- Mettre des locaux à disposition des associations de prévention pour qu'elles puissent proposer des activités au plus grand nombre
- Développer les structures d'accueil temporaire
- Développer les centres sociaux intercommunaux
- Réaliser des logements d'urgence
- Mettre en place une offre de transport alternative adaptée aux besoins des personnes en insertion (centrale de covoiturage, minibus...)
- Mettre en place des services intercommunaux de transports collectifs pour desservir certains équipements et services mutualisés
- Mettre en place des TAD dans les structures intercommunales
- Réaliser des programmes de logements sociaux
- Engager une "OPAH - Revitalisation Rurale" afin de produire des logements sociaux dans le parc privé

Long terme

Conclusion et Perspectives

Dans le cadre d'une réflexion concertée, quatre axes de développement ont émergé de la mobilisation de tous, professionnels et élus du territoire, créée à l'occasion de cette démarche.

Cette stratégie a été élaborée en se basant sur les données quantitatives et qualitatives d'un Diagnostic Préalable, complétées par la synthèse d'entretiens individuels avec les élus et les personnes ressources du territoire du pays Girou Tarn Frontonnais. Les enjeux et idées d'actions ont finalement été le fruit des rencontres et concertations réalisées dans le cadre des commissions thématiques qui ont été très participatives.

Par ailleurs, on notera que la démarche et la réflexion engagées autour de la question des équipements et services à la population est en cohérence avec la Charte de Développement du pays Girou Tarn Frontonnais qui avait déjà mis en évidence le décalage entre la vocation affirmée du territoire d'accueillir de nouveaux habitants et sa capacité à répondre aux nouveaux besoins engendrés par cette évolution.

Afin de passer du stade de « pré-projet » à celui de « projet », il restera à définir l'échelle opérationnelle qui permettra la réalisation des projets retenus. Ainsi, la question de l'organisation des communes du territoire en structures intercommunales reste un préalable fondamental. On retiendra qu'aujourd'hui seulement la moitié des habitants du pays Girou Tarn Frontonnais vivent dans une communauté de communes.

Cette étude témoigne de la volonté des élus et acteurs du territoire de définir une stratégie de développement autour de l'accueil de la population afin de répondre de la manière la plus efficace possible aux besoins de la population.



Annexes

Liste des communes membres du Pays	43
Liste des communes du SCOT du Nord	44
Liste des communes membres des communautés de communes	45
Liste des sigles	46
Les définitions	47

Liste des communes membres du Pays

Communes

BAZUS
BESSIERES
BONDIGOUX
BONREPOS-RIQUET
BORN (LE)
BOULOC
CASTELMAUROU
CASTELNAU-D'ESTRETEFONDS
CEPET
FRONTON
GARGAS
GARIDECH
GEMIL
GRAGNAGUE
LABASTIDE-SAINT-SERNIN
LAPEYROUSE-FOSSAT
LAYRAC-SUR-TARN
MAGDELAINE-SUR-TARN (LA)
MIREPOIX-SUR-TARN
MONTASTRUC-LA-CONSEILLERE
MONTBERON
MONTJOIRE
MONTPILOT
PAULHAC
PECHBONNIEU
ROQUESERIERE
SAINT-GENIES-BELLEVUE
SAINT-JEAN-LHERM
SAINT-LOUP-CAMMAS
SAINT-PIERRE
SAINT-RUSTICE
SAINT-SAUVEUR
VACQUIERS
VERFEIL

Cantons

MONTASTRUC-LA-CONSEILLERE
MONTASTRUC-LA-CONSEILLERE
VILLEMUR-SUR-TARN
VERFEIL
VILLEMUR-SUR-TARN
FRONTON
TOULOUSE-15E
FRONTON
FRONTON
FRONTON
FRONTON
MONTASTRUC-LA-CONSEILLERE
MONTASTRUC-LA-CONSEILLERE
VERFEIL
FRONTON
MONTASTRUC-LA-CONSEILLERE
VILLEMUR-SUR-TARN
VILLEMUR-SUR-TARN
VILLEMUR-SUR-TARN
MONTASTRUC-LA-CONSEILLERE
TOULOUSE-15E
MONTASTRUC-LA-CONSEILLERE
MONTASTRUC-LA-CONSEILLERE
MONTASTRUC-LA-CONSEILLERE
TOULOUSE-15E
MONTASTRUC-LA-CONSEILLERE
TOULOUSE-15E
MONTASTRUC-LA-CONSEILLERE
TOULOUSE-15E
VERFEIL
FRONTON
FRONTON
FRONTON
VERFEIL

Communes

VILLARIES
VILLAUDRIC
VILLEMATIER
VILLEMUR-SUR-TARN
VILLENEUVE-LES-BOULOC

Cantons

FRONTON
FRONTON
VILLEMUR-SUR-TARN
VILLEMUR-SUR-TARN
FRONTON

Liste des communes du SCOT du Nord Toulousain

BAZUS
BELLEGARDE-SAINT-MARIE
BELLESSERRE
BESSIERES
BONDIGOUX
BORN (LE)
BOULOC
BRETJ
BRIGNEMONT
BURGAUD (LE)
CABANAC-SEGUENVILLE
CADOURS
CASTELNAU-D'ESTRETEFONDS
CASTERA (LE)
CAUBIAC
CEPET
COX
DAUX
DRUDAS
FRONTON
GARAC
GARGAS
GARIDECH
GEMIL
GRAGNAGUE
GRENADE
GRES (LE)
LABASTIDE-SAINT-SERNIN
LAGRAULET-SAINT-NICOLAS
LAPEYROUSE-FOSSAT
LAREOLE
LARRA
LAUNAC
LAYRAC-SUR-TARN

MAGDELAINE-SUR-TARN (LA)
MENVILLE
MERVILLE
MIREPOIX-SUR-TARN
MONTAIGUT-SUR-SAVE
MONTASTRUC-LA-CONSEILLERE
MONTJOIRE
MONTPILOT
ONDES
PAULHAC
PELLEPORT
PUYSSEGUR
ROQUESERIERE
SAINT-CEZERT
SAINT-JEAN-LHERM
SAINT-PAUL-SUR-SAVE
SAINT-PIERRE
SAINT-RUSTICE
SAINT-SAUVEUR
THIL
VACQUIERS
VERFEIL
VIGNAUX
VILLARIES
VILLAUDRIC
VILLEMATIER
VILLEMUR-SUR-TARN
VILLENEUVE-LES-BOULOC

Liste des communes membres des communautés de communes

Communes	Cantons	Communautés de communes
BONDIGOUX	VILLEMUR-SUR-TARN	C C du canton de Villemur
BORN (LE)	VILLEMUR-SUR-TARN	C C du canton de Villemur
LAYRAC-SUR-TARN	VILLEMUR-SUR-TARN	C C du canton de Villemur
MAGDELAINE-SUR-TARN (LA)	VILLEMUR-SUR-TARN	C C du canton de Villemur
MIREPOIX-SUR-TARN	VILLEMUR-SUR-TARN	C C du canton de Villemur
VILLEMATIER	VILLEMUR-SUR-TARN	C C du canton de Villemur
VILLEMUR-SUR-TARN	VILLEMUR-SUR-TARN	C C du canton de Villemur
CASTELMAUROU	TOULOUSE-15E	CC des Coteaux Bellevue
MONTBERON	TOULOUSE-15E	CC des Coteaux Bellevue
PECHBONNIEU	TOULOUSE-15E	CC des Coteaux Bellevue
SAINT-GENIES-BELLEVUE	TOULOUSE-15E	CC des Coteaux Bellevue
SAINT-LOUP-CAMMAS	TOULOUSE-15E	CC des Coteaux Bellevue
BAZUS	MONTASTRUC-LA-CONSEILLERE	CC des Coteaux du Girou
GARIDECH	MONTASTRUC-LA-CONSEILLERE	CC des Coteaux du Girou
GEMIL	MONTASTRUC-LA-CONSEILLERE	CC des Coteaux du Girou
GRAGNAGUE	VERFEIL	CC des Coteaux du Girou
LAPEYROUSE-FOSSAT	MONTASTRUC-LA-CONSEILLERE	CC des Coteaux du Girou
MONTASTRUC-LA-CONSEILLERE	MONTASTRUC-LA-CONSEILLERE	CC des Coteaux du Girou
MONTJOIRE	MONTASTRUC-LA-CONSEILLERE	CC des Coteaux du Girou
MONTPITOL	MONTASTRUC-LA-CONSEILLERE	CC des Coteaux du Girou
PAULHAC	MONTASTRUC-LA-CONSEILLERE	CC des Coteaux du Girou
ROQUESERIERE	MONTASTRUC-LA-CONSEILLERE	CC des Coteaux du Girou
SAINT-PIERRE	VERFEIL	CC des Coteaux du Girou
VERFEIL	VERFEIL	CC des Coteaux du Girou

Les sigles

AAH	Allocation Adulte Handicapé
ACEF	Association Cantonale d'Emplois Familiaux
AFC	Association Familiale Cantonale de Montastruc
ALE	Agence Locale pour l'Emploi
AOC	Appellation d'Origine Contrôlée
APA	Allocation Personnalisée d'Autonomie
API	Allocation Parent Isolé
ARFE	Agence Régionale de Formation pour l'Emploi
AVIE	Agir Vers l'Insertion et l'Emploi
CAJ	Centre Accueil Jeunesse
CBE	Comité de Bassin d'Emploi
CCAS	Centre Communal d'Action Sociale
CIJ	Centre Initiative Jeunesse
CLAE	Centre de Loisirs Associé à l'Ecole
CLSH	Centre de Loisirs Sans Hébergement
CMPP	Centre Médico Psycho Pédagogique
CMS	Centre Médico-Social
EHPA	Etablissement d'Hébergement pour Personnes Âgées
EHPAD	Etablissement d'Hébergement pour Personnes Âgées Dépendantes
HLM	Habitation à Loyer Modéré
INSEE	Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques
MDPH	Maison Départementale des Personnes Handicapées
MJC	Maisons des Jeunes et de la Culture
OMPHALE	Outil Méthodologique de Prospections d'Habitants, d'Actifs, de Logements et d'Elèves
PIJ	Point Information Jeunesse
PRAIE	Point Relais Accueil Information Emploi
RAM	Réseau d'Assistantes Maternelles

RASED	Réseau d'Aide et de Soutien aux Enfants en Difficulté
RMI	Revenu Minimum d'Insertion
SCOT	Schéma de COhérence Territoriale
SEGPA	Section Générale d'Enseignement Spécialisé
SIGEP	Syndicat Intercommunal de Gestion des Etablissements Publics
SSIDPA	Service de Soins Infirmiers à Domicile pour Personnes Agées
UTAMS	Unité Territoriale d'Action Médico-Sociale

Les définitions

AAH L'Allocation Adulte Handicapé est une prestation sociale destinée à assurer un minimum de revenu aux personnes qui présentent une incapacité permanente. Elle est attribuée pour un an minimum sur avis de la Commission Technique d'Orientation et de Reclassement Professionnel (COTOREP). Les personnes concernées doivent avoir un revenu inférieur à un seuil calculé par rapport à la composition de la famille.

API L'Allocation Parent Isolé est une mesure destinée à prémunir les personnes seules avec enfants à charge des conséquences financières de leur situation d'isolement récente. Les personnes concernées doivent élever seules un enfant ou bien être enceinte et vivre sans conjoint ou concubin et avoir des ressources globales situées en deçà d'un certain seuil. L'API est une allocation différentielle qui complète les revenus jusqu'à un plafond considéré comme un revenu familial minimum. Elle est accordée pour une durée limitée (de 1 an à 3 ans).

AS L'Allocation Supplémentaire est une prestation sociale destinée à assurer un minimum de revenu aux personnes âgées. Les personnes concernées doivent avoir 65 ans minimum.

ASS L'Allocation de Solidarité Spécifique est une prestation sociale destinée à attirer un minimum de revenu aux personnes dont les droits à l'assurance chômage sont arrivés à expiration. Les personnes concernées doivent être inscrites à l'ANPE. L'ASS peut être versée à taux plein ou être une allocation différentielle qui complète le revenu pour le porter au niveau du seuil de ressources considéré comme minimal.

RMI Le Revenu Minimum d'Insertion concerne les personnes d'au moins 25 ans ne dépassant pas un certain seuil de ressources. Le RMI ouvre le droit à une allocation différentielle qui complète les revenus pour les porter au niveau du seuil de ressources fixé. Il s'accompagne d'un accès à l'assurance maladie et d'un processus d'insertion sociale par un contrat d'insertion.